



Communiqué

Le 12 février 2010

TELUS communique ses résultats du quatrième trimestre de 2009 *Les résultats correspondent aux plus récentes prévisions*

Vancouver, C.-B. – Pour le quatrième trimestre de 2009, TELUS Corporation a déclaré des résultats correspondant à ses prévisions les plus récentes. Les produits d'exploitation se sont chiffrés à 2,4 G\$, ce qui représente un léger recul de 11 M\$ par rapport à la période correspondante du dernier exercice, en raison des déclinis qui se poursuivent dans les services de transmission de la voix traditionnels et qui annulent la croissance que connaissent les produits d'exploitation liés aux données et au sans-fil. Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) consolidé a chuté de 16 % par rapport au quatrième trimestre de 2008, en raison surtout de la hausse des coûts de restructuration liés aux mesures d'efficacité opérationnelle et de l'augmentation des charges liées au régime de retraite à prestations déterminées. Exclusion faite des coûts de restructuration et de ces charges liées au régime de retraite, le BAIIA a affiché une baisse de 8 %.

Au quatrième trimestre, le bénéfice net s'est établi à 156 M\$, et le bénéfice par action (BPA) s'est chiffré à 0,49 \$, en baisse d'environ 45 %. Comme il a déjà été annoncé, le bénéfice net et le BPA comprenaient l'incidence défavorable après impôt d'environ 69 M\$, ou 0,22 \$ par action, associée aux coûts du rachat partiel anticipé de billets échéant en juin 2011 dans le cadre du programme réussi de refinancement de 1 G\$ réalisé en décembre. Le bénéfice net et le BPA comprenaient des ajustements liés aux impôts ayant une incidence favorable d'environ 79 M\$, ou 0,25 \$ par action, comparativement à 32 M\$, ou 0,10 \$ par action, il y a un an. Exclusion faite du remboursement de la dette et des ajustements liés aux impôts, le bénéfice net sous-jacent pour le trimestre s'est chiffré à 146 M\$, ou 0,46 \$ par action, comparativement à 253 M\$, ou 0,80 \$ par action, pour la période correspondante du dernier exercice.

Le flux de trésorerie disponible a constitué un montant négatif de 35 M\$, ce qui représente une baisse de 96 M\$ par rapport à la période correspondante du dernier exercice, principalement en raison d'une hausse des coûts liés à la fidélisation des clients ainsi qu'aux frais de financement liés au rachat partiel anticipé de billets échéant en juin 2011, lesquels ont partiellement été contrebalancés par une baisse des dépenses en immobilisations. Pour l'ensemble de l'exercice 2009, le flux de trésorerie disponible s'est chiffré à 500 M\$, ce qui représente une hausse de 39 % principalement en raison des paiements des licences de spectre pour les services sans fil évolués qui avaient été versés à l'exercice précédent.

Au quatrième trimestre, TELUS a gagné 105 000 nouvelles connexions clients nettes, alors que l'augmentation du nombre d'abonnés au sans-fil, à TELUS TV et à Internet haute vitesse a partiellement été annulée par une diminution des abonnés aux services de téléphonie filaire traditionnelle et aux anciennes connexions de données. Le nombre total de connexions clients pour l'exercice a grimpé de 284 000, s'établissant à 12 millions.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

En millions de dollars canadiens, sauf les données par actions (non vérifié)	Trimestre terminé le 31 décembre		
	2009	2008	Variation en %
Produits d'exploitation	2 443	2 454	(0,4)
Charges d'exploitation	1 577	1 479	6,6
Coûts de restructuration	77	38	n.m.
BAIIA ⁽¹⁾	789	937	(15,8)
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	108	373	(71,0)
Bénéfice net ⁽²⁾⁽³⁾	156	285	(45,3)
Bénéfice par action (BPA), de base ⁽²⁾⁽³⁾	0,49	0,90	(45,6)
Rentrées liées aux activités d'exploitation	624	747	(16,5)
Dépenses en immobilisations	514	631	(18,5)
Flux de trésorerie disponibles ⁽⁴⁾	(35)	61	n.m.
Total des connexions clients (en millions)	11,96	11,67	2,4

- (1) Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) correspond aux produits d'exploitation, déduction faite des charges d'exploitation et des coûts de restructuration. Se reporter à la section 6.1 du Rapport de gestion.
- (2) Le bénéfice net et le BPA pour la période de trois mois de 2009 comprenaient des ajustements liés aux impôts sur les bénéfices, relativement à des questions fiscales de l'exercice précédent, ayant eu une incidence favorable de quelque 79 M\$, déduction faite des impôts, ou de 0,25 \$ par action, comparativement à 32 M\$, ou 0,10 \$ par action, pour la période correspondante de 2008.
- (3) Pour la période de trois mois de 2009, le bénéfice net et le BPA comprenaient une incidence défavorable après impôt d'environ 69 M\$, ou 0,22 \$ par action, résultant de la perte sur le rachat partiel anticipé de billets échéant en juin 2011.
- (4) Se reporter à la section 6.2 du Rapport de gestion.

Darren Entwistle, président et chef de la direction de TELUS, a souligné que les résultats correspondaient aux plus récentes prévisions de TELUS.

« C'est un fait indiscutable que l'année dernière a été difficile sur le plan de l'économie, mais nous y avons fait progresser des projets importants et avons consenti des investissements de taille dans l'efficacité opérationnelle en vue d'améliorer notre structure de coûts. La combinaison de ces initiatives permettra à TELUS d'afficher une croissance de son bénéfice net et de ses flux de trésorerie », a déclaré M. Entwistle.

« L'équipe TELUS envisage 2010 avec un optimisme renouvelé », a poursuivi M. Entwistle, « car nous commençons à bénéficier du lancement, en novembre, du réseau sans fil 3G+ le plus étendu au Canada, de l'expansion de la couverture de la télévision HD en Colombie-Britannique et en Alberta, ainsi que de l'arrivée de la nouvelle plateforme Microsoft Mediaroom pour TELUS TV en février. Le lancement de Mediaroom distingue TELUS TV au sein du marché, faisant vivre aux clients une nouvelle expérience intense en matière de divertissement maison. Nous escomptons tirer parti de ces innovations pendant le présent exercice, en 2011 et après. »]

Robert McFarlane, vice-président directeur et chef des finances de TELUS, a déclaré ce qui suit : « TELUS a fait d'importants progrès sur le plan de ses principaux investissements stratégiques en 2009, comme ses nouveaux réseaux sans fil HSPA et filaires haute vitesse à large bande LNPA2+ qui, selon nous, auront des retombées positives sur les futurs résultats financiers. Nous comptons également sur une importante hausse du flux de trésorerie à mesure que les dépenses en immobilisations retrouveront des niveaux normaux en 2010. En décembre, TELUS a accédé aux marchés financiers canadiens à un taux d'intérêt attrayant de 5,05 %, ajoutant une nouvelle dette de 1 G\$, laquelle a financé le rachat anticipé du tiers des billets à 8 % libellés en dollars américains et échéant en juin 2011. »

Le présent communiqué contient des énoncés portant sur des événements et des résultats financiers et d'exploitation futurs de TELUS qui sont de nature prospective. Par nature, les énoncés prospectifs obligent la société à formuler des hypothèses et ils sont soumis à des risques et à des incertitudes qui leur sont inhérents. Il existe un risque considérable que les énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs ne doivent pas se fier indûment à ces déclarations puisque divers facteurs pourraient faire en sorte que les événements et les résultats futurs réels diffèrent grandement de ceux qui sont énoncés dans les déclarations prospectives. Par conséquent, le présent communiqué est assujéti à la limitation de responsabilité et est publié entièrement sous réserve des hypothèses (y compris les hypothèses visant les prévisions pour 2010), des réserves et des facteurs de risque (y compris ceux associés au déploiement et à l'exploitation du nouveau réseau national d'accès haute vitesse par paquets et à la mise en marché consécutive de nouveaux produits, de nouveaux services et de nouveaux systèmes) mentionnés dans le Rapport de gestion faisant partie du rapport annuel 2008 et dans les rapports trimestriels de 2009. Sauf là où la loi l'exige, TELUS n'a ni l'intention ni l'obligation d'actualiser ou de modifier ses énoncés prospectifs et se réserve le droit de modifier, en tout temps et à sa seule discrétion, sa pratique actuelle relative à la mise à jour de ses prévisions annuelles.

FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Services sans fil de TELUS

- Au quatrième trimestre de 2009, les produits d'exploitation externes ont progressé de 37 M\$, ou de 3,1 %, comparativement à la période correspondante de 2008, et atteint 1,2 G\$, la croissance des ventes d'équipement et des autres produits étant de 56 M\$, ce qui inclut un trimestre complet de produits d'exploitation de Black's Photo acquise récemment, progression qui contrebalance une baisse des produits liés au réseau.
- Les produits tirés de la transmission de données sans fil se sont chiffrés à 243 M\$, en hausse de 40 M\$, ou de 20 %, grâce à l'adoption des téléphones intelligents et des clés Internet mobiles qui se poursuit ainsi qu'au recours accru aux services de transmission de données tels que la messagerie texte et les réseaux sociaux sans fil.
- Le produit moyen mensuel par appareil d'abonné (PMAA) a reculé de 7,7 %, soit à 57,38 \$, comparativement au trimestre correspondant du dernier exercice, le PMAA tiré des services de transmission de la voix ayant poursuivi sa tendance à la baisse. Cette tendance découle d'une réduction du nombre de minutes d'utilisation et de l'optimisation des contrats conclus par les consommateurs et les entreprises, de la baisse des produits tirés du service axé sur les fonctions Mike, d'une proportion accrue des clients de Koodo Mobile et d'une diminution des produits liés à l'itinérance depuis l'étranger. La transmission de données, qui connaît une croissance rapide, a grimpé de 13 %, soit à 12,60 \$, ce qui représente 22 % du PMAA.
- Le nombre net de nouveaux abonnés a atteint 122 000, un recul de 18 % par rapport à il y a un an. Cette baisse enregistrée sur douze mois s'explique principalement par une baisse des ajouts nets d'abonnés aux services prépayés ainsi que par l'accent mis par la société sur le lancement d'un certain nombre de mesures stratégiques importantes qui ont commencé en novembre. Les ajouts nets d'abonnés aux services postpayés de valeur supérieure se sont chiffrés à 109 000, ce qui représentait 89 % du nombre total de nouveaux clients des services sans fil, soit une hausse de 80 % par rapport à la période correspondante du dernier exercice.
- Le taux de désabonnement regroupé mensuel a été essentiellement le même qu'à la période correspondante du dernier exercice, soit à 1,60 %.

- Le BAIIA de 435 M\$ a reculé de 12 % en raison d'une baisse du PMAA tiré des services de transmission de la voix et d'une hausse des frais de fidélisation de la clientèle.
- Les coûts d'acquisition par ajout brut d'abonnés n'ont grimpé que de 2,2 % en glissement annuel, s'établissant à 380 \$, ce qui s'explique par une hausse des frais de publicité et de promotion liés au lancement du nouveau réseau sans fil 3G+ en novembre ainsi que par une augmentation des rabais sur les téléphones intelligents (notamment pour le iPhone de Apple), lesquelles ont été partiellement contrebalancées par une baisse des commissions.
- Les frais de fidélisation de la clientèle ont augmenté de 28 M\$, s'établissant à 1 334 M\$, en raison des frais accrus associés à une hausse des volumes de fidélisation pour soutenir la migration des clients vers les téléphones intelligents, y compris le iPhone de Apple.
- Le flux de trésorerie simple (BAIIA moins les dépenses en immobilisations) a diminué de 13 M\$, s'établissant à 243 M\$ pour le trimestre en raison de la diminution du BAIIA, diminution en partie annulée par une réduction des dépenses en immobilisations.

Services filaires de TELUS

- Pour le quatrième trimestre de 2009, les produits d'exploitation externes ont diminué de 48 M\$, ou de 3,8 %, par rapport à la période correspondante de 2008, et se sont chiffrés à 1,2 G\$ en raison principalement de la baisse des produits tirés des services locaux et interurbains de transmission de la voix.
- Les produits tirés des services de transmission de données ont augmenté de 26 M\$, ou de 4,9 %, grâce à la croissance des abonnements à TELUS TV et à Internet, ainsi qu'aux services de transmission de données et d'hébergement améliorés, et à l'augmentation des produits tirés du service Managed Workplace.
- Le nombre net de nouveaux abonnés à Internet haute vitesse TELUS s'est établi à 11 000, en baisse comparativement à 19 000 pour la période correspondante de 2008, ce qui s'explique par un marché en voie de saturation, un recul de la formation de foyers ainsi qu'aux activités promotionnelles et de reconquête des clients menées par les câblodistributeurs concurrents .
- Le nombre de nouveaux abonnés à TELUS TV s'est établi à 33 000, un bond de 120 % par rapport à la période comparable de 2008, attribuable à l'augmentation de la capacité des installations, à l'amélioration de la couverture et de la capacité de la large bande et au lancement du service TELUS TV Satellite.
- Le nombre de lignes d'accès au réseau a diminué de 52 000 au cours du trimestre, s'établissant à 4 millions, en recul de 4,7 % par rapport à l'exercice précédent. La perte de 41 000 lignes d'accès résidentielles représente une légère amélioration par rapport à il y a douze mois grâce à un travail plus efficace de reconquête des clients et aux retombées positives du regroupement des services, y compris TELUS TV. Le nombre de lignes commerciales d'accès au réseau a chuté de 11 000, surtout dans l'Ouest du Canada, en raison de facteurs économiques et concurrentiels, ce qui a neutralisé largement la hausse du nombre de lignes commerciales en Ontario et au Québec.
- Le BAIIA de 354 M\$ représente une diminution de 91 M\$, ou de 20 %, en raison surtout des coûts plus élevés de restructuration et de la capitalisation du régime de retraite. Le BAIIA, excluant les frais de restructuration et la capitalisation du régime de retraite, a diminué de 20 M\$, les économies de coûts contrebalançant partiellement la baisse des produits d'exploitation.
- Le flux de trésorerie simple (BAIIA moins les dépenses en immobilisations) a diminué de 18 M\$, s'établissant à 32 M\$ pour le trimestre en raison d'un BAIIA plus faible, diminution en partie annulée par une réduction des dépenses en immobilisations.

FAITS NOUVEAUX CONCERNANT L'ENTREPRISE

Grandes nouvelles concernant TELUS TV

Au début de février, TELUS a lancé une nouvelle plateforme TELUS TVMD (service de télévision par IP) dans les basses-terres continentales de la Colombie-Britannique et dans certaines régions de l'Alberta, offrant à ses clients la plus récente technologie de télévision numérique de classe transporteur. Les clients du nouveau service qui repose sur Microsoft Mediaroom et qui est offert exclusivement par TELUS dans l'Ouest canadien, disposent d'un enregistreur numérique personnel (ENP) unique qui leur permet d'enregistrer et de visionner leurs émissions sur jusqu'à six téléviseurs dans leur foyer. Les clients peuvent utiliser d'impressionnantes nouvelles fonctions, comme ENP multiposte, qui leur permettent d'enregistrer une émission sur un téléviseur et de la visionner sur un autre téléviseur situé dans une autre pièce de la maison, d'enregistrer plus de 300 heures de contenu standard ou 120 heures de contenu haute définition (HD), d'enregistrer plusieurs émissions en même temps, d'utiliser jusqu'à six décodeurs numériques et d'accéder à la programmation HD de toutes les télévisions. Ces fonctions et bien d'autres comme la correction de l'image et le changement instantané de chaîne devraient distinguer TELUS des autres câblodistributeurs au chapitre du service.

TELUS continue d'étendre la portée de la télévision HD et de TELUS TV sur Internet à d'autres collectivités. En particulier, la couverture du service HD dans la région du grand Vancouver a pris régulièrement de l'expansion au cours du quatrième trimestre, passant de la moitié à presque les trois quarts des foyers. Au cours du trimestre, nous avons également lancé le service télévision dans sept nouvelles localités de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, soit Mission, Chilliwack, Campbell River, Sardis, Medicine Hat, Lethbridge et Cochrane. Les clients de TELUS qui y habitent peuvent maintenant regrouper la télévision par IP et leurs services de téléphone et Internet, comme le font ceux de douzaines d'autres localités. Les petites localités bénéficient du service TELUS TV Satellite dont le lancement a eu lieu au milieu de l'année 2009 et qui couvre plus de 90 % des foyers de la Colombie-Britannique et de l'Alberta.

Ces accomplissements ont été rendus possibles grâce aux importants investissements réalisés par TELUS en 2009 pour améliorer la couverture et les capacités de son réseau à large bande.

Faits nouveaux importants concernant les services sans fil de TELUS

En novembre, TELUS a annoncé un certain nombre de faits nouveaux qui lui ont permis d'améliorer considérablement sa position concurrentielle dans le secteur du sans-fil. Le lancement du réseau 3G+ le plus étendu au Canada offre au client la technologie HSPA/HSPA+ qui permet des vitesses de téléchargement de données sans fil pouvant atteindre 21 mégabits par seconde et une gamme élargie d'applications de données sans fil.

Le nouveau réseau permettra à TELUS de tirer parti du futur écosystème mondial, d'économies d'échelle et de l'augmentation des produits tirés de l'itinérance. Le réseau 3G+ donne à TELUS un accès immédiat à la meilleure sélection au monde d'appareils d'Apple, de HTC, de Huawei, de LG, de Nokia, de RIM, de Samsung, de Sierra Wireless et bien d'autres, y compris les nouveaux appareils optimisés par le système d'exploitation Google Android. Nous pouvons ainsi proposer un choix plus vaste à nos clients en ce qui concerne les appareils, les services et les applications.

Pour compléter la nouvelle gamme de téléphones intelligents et tenir compte d'une étude faite auprès des consommateurs, TELUS a proposé une nouvelle série de forfaits Simplicité pour simplifier sa formule sur le marché. Les forfaits Simplicité ne comportent pas de frais d'accès au réseau ni au service 911, proposent un nombre réduit d'options, ce qui facilite le choix du bon forfait pour les clients, tout en favorisant une efficacité améliorée.

Également en novembre, TELUS a augmenté sa capacité de distribution de produits et services mobiles en commençant à les vendre par l'intermédiaire des magasins Black's Photo, acquis en septembre. Black's (« Astral Photo ») est un détaillant national offrant des services d'imagerie numérique partout au Canada par l'entremise de 113 magasins situés principalement dans les grands centres commerciaux. Quatre-vingt-un, ou 72 %, des magasins de Black's se trouvent en Ontario, où TELUS souhaite augmenter la distribution.

TELUS met en œuvre un service d'urgence 911 sans fil évolué

À la fin de janvier, TELUS a mis en œuvre la phase II du service d'appel d'urgence 911 évolué (E911) dans ses trois réseaux sans fil, lesquels reposent sur les technologies HSPA, CDMA et iDEN (Mike). La nouvelle technologie permet à TELUS et aux autres fournisseurs de services sans fil de transmettre l'information de localisation avec une précision accrue aux téléphonistes du service 911, qui peuvent ainsi repérer plus facilement l'endroit d'où appelle une personne avec un appareil mobile doté de la technologie applicable. Le système fait appel à une combinaison de la technologie GPS la plus évoluée actuellement ainsi que la trilatération par l'intermédiaire des stations cellulaires fournissant de l'information la plus précise possible sur le lieu d'origine de l'appel, selon le type d'appareil utilisé. Chaque technologie présente des avantages distincts, le système AGPS (GPS assisté) fournissant la localisation la meilleure qui soit. Dans des conditions idéales, le système AGPS devrait pouvoir localiser un appelant à 50 mètres près.

La phase II de E911 est un projet complexe nécessitant les efforts concertés des fournisseurs de services sans fil, des centres d'appels 911 indépendants (centres de prise d'appels pour la sécurité du public ou CPASP) et des services d'urgence. Alors que TELUS propose ce service amélioré dans tous ses réseaux, un petit nombre de CPASP n'ont pas encore intégré la technologie requise ou n'ont pas fourni la formation nécessaire. TELUS continue de collaborer avec ces centres pour mettre en place le nouveau système dès qu'ils seront prêts.

TELUS émet des titres de créance à long terme pour financer le rachat partiel anticipé de billets échéant en 2011

Au début de décembre, TELUS a émis des billets en dollars canadiens échéant dans 10 ans pour un produit d'environ 1 G\$. Le produit net des nouveaux billets à 5,05 % a servi au financement du rachat partiel des billets échéant en juin 2011. TELUS a racheté pour 577 M\$ US de ses billets en circulation portant intérêt à 8 %, échéant en 2011 et ayant une valeur totale de 1,925 G\$ US; la société a également versé 315 M\$ pour résilier les swaps combinés d'intérêts et de devises associés aux billets achetés. Le rachat partiel permet de réduire le risque de refinancement en 2011, fournit un taux d'intérêt effectif plus bas pour la dette remplacée en 2010 et après, et prolonge d'un an l'échéance moyenne de notre dette, la faisant passer à cinq ans.

TELUS tient un vote consultatif sur la rémunération des membres de la direction

En janvier, TELUS a annoncé que son conseil d'administration avait approuvé à l'unanimité l'adoption d'un vote consultatif à caractère non obligatoire des actionnaires sur la rémunération des dirigeants de l'entreprise. Ce vote, qui se tiendra à l'occasion de l'assemblée générale annuelle de l'an prochain, permettra aux actionnaires de TELUS de donner directement au conseil d'administration leur avis sur la politique de l'entreprise relative à la rémunération de ses dirigeants. Ce vote consultatif sur la rémunération s'inscrit dans l'engagement de longue date de TELUS, une des premières grandes sociétés canadiennes à le proposer volontairement, à suivre les meilleures pratiques de gouvernance d'entreprise.

Prix d'excellence pour TELUS en matière d'information financière

TELUS a reçu un Prix d'excellence en information financière de son secteur de la part de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Ce prix reconnaît la qualité de l'information financière de TELUS pour l'exercice 2008, ce qui comprend le rapport annuel, la circulaire d'information, le rapport sur la responsabilité sociale de l'entreprise et les sites en ligne sur les relations avec les investisseurs et sur la gouvernance de l'entreprise. C'est la 15^e année d'affilée que l'ICCA reconnaît TELUS pour son excellence en information financière. Les juges ont souligné que, en matière de responsabilité sociale d'entreprise, TELUS démontre clairement son engagement pour protéger l'environnement. Ils ont également félicité TELUS pour la présentation claire de ses objectifs annuels, sa documentation exceptionnelle relative à l'incidence des activités de TELUS sur l'environnement, son évaluation honnête des forces et des accomplissements de TELUS, sa déclaration financière facile à consulter, sa communication franche du rendement, sa déclaration financière annuelle en ligne sans pareil et sa ligne d'aide offerte en plusieurs langues, rendant TELUS unique dans le secteur des télécommunications.

TELUS désignée l'entreprise philanthropique la plus remarquable

En janvier, TELUS a été désignée l'entreprise philanthropique de premier ordre pour 2010. Elle est la première entreprise canadienne à recevoir cet honneur international – la distinction Freeman Philanthropic Services Award for Outstanding Corporation de l'Association of Fundraising Professionals (AFP). Paulette V. Maehara, présidente et chef de la direction d'AFP a déclaré : « Son approche en matière de philanthropie et son engagement manifeste à encourager la participation de ses employés par l'entremise de programmes de dons et de bénévolat auprès d'organismes caritatifs sont la référence en termes d'excellence parmi les entreprises partout dans le monde. » L'AFP représente 30 000 membres dans 2 007 sections partout dans le monde et s'emploie à promouvoir la philanthropie au moyen de programmes de sensibilisation, de recherche, d'éducation et de certification.

Fidèles à la devise « Nous donnons où nous vivons », TELUS, les membres de son équipe et les retraités ont versé, en 2009 seulement, 24 M\$ à diverses initiatives communautaires, notamment à des hôpitaux pour enfants, au Monde des sciences TELUS, à Alpine Canada Alpin et à la Fondation de la recherche sur le diabète juvénile. Neuf comités d'investissement communautaire (Victoria, Vancouver, Edmonton, Calgary, Ottawa, Toronto, Montréal, Rimouski et Canada atlantique) jouent un rôle central dans la réalisation de l'innovation et des dons philanthropiques de TELUS en guidant son soutien communautaire à l'échelle locale.

Le comité d'investissement communautaire de Calgary nomme un nouveau président

En février, Ken King, président et chef de la direction des Flames de Calgary, de la LNH, a été nommé nouveau président du comité d'investissement communautaire de TELUS à Calgary. Il succède à Harold et Marilyn Milavsky à ce poste. L'engagement de M. King dans le milieu communautaire prend plusieurs formes; en plus d'être coprésident de REACH, il est engagé dans les organismes suivants : Calgary Committee to End Homelessness, Calgary Sport Tourism Authority, Calgary Exhibition & Stampede, comité de remise des prix Borden Ladner Gervais à l'Athlète de l'année de SIC et Club Rotary de Calgary.

TELUS participe aux opérations de secours en Haïti

En janvier, Haïti a été frappé par un tremblement de terre qui a fait trois millions de blessés et de sans abri, selon les estimations. TELUS, en collaboration avec la Fondation des dons sans fil, a fait appel à la technologie sans fil pour permettre aux clients de faire des dons par texto au moyen de leur appareil sans fil. Par l'intermédiaire de TELUS, les clients pouvaient faire don de 5 \$ à l'aide de la fonction texte jusqu'à six fois en un mois aux organismes caritatifs travaillant en Haïti, comme l'Armée du Salut, la Croix-Rouge, UNICEF Canada, Vision Mondiale et Plan Canada. Fin janvier, 110 000 \$ avaient été amassés en dons par ce moyen, montant qui a été doublé par le gouvernement fédéral. TELUS a également donné 25 000 \$ à l'Armée du Salut et 25 000 \$ à la Croix-Rouge pour soutenir leur travail à Port au Prince, en Haïti. Outre les fonds versés par TELUS et ses clients, TELUS a appuyé un concert-bénéfice au Théâtre Telus à Montréal.

TELUS parmi les 10 cultures d'entreprise les plus admirées au Canada

Waterstone Human Capital a inscrit TELUS sur sa liste des 10 cultures d'entreprise les plus admirées au Canada. Ce palmarès reconnaît les organisations canadiennes dont la culture d'entreprise favorise leur réussite sur le plan financier et les démarque de leurs concurrents. TELUS a été jugée sur cinq critères : vision et leadership; harmonisation, évaluation et durabilité des valeurs culturelles; reconnaissances, récompenses et réalisations d'affaires novatrices; rendement de l'entreprise; et responsabilité sociale de l'entreprise. TELUS est la première entreprise de télécommunication à faire partie de cette liste depuis la création de cette dernière il y a cinq ans. Les juges ont souligné que le solide leadership de la société était le moteur de la culture d'innovation qu'ils ont remarquée au sein de TELUS, particulièrement le lancement et le succès de Koodo Mobile, l'acquisition d'Emergis et l'importance constante qu'accorde TELUS à la transformation des soins de santé au Canada.

SickKids Toronto reçoit une bonne dose de réseautage social

TELUS et la Fondation Kids' Health Links ont lancé Upopolis.com à l'Hospital for Sick Children (SickKids) de Toronto. Upopolis est un réseau social en ligne conçu spécialement pour les jeunes patients des hôpitaux. Ce réseau a pour objectif, par la puissance des réseaux sociaux, de faire virtuellement tomber les murs des hôpitaux qui séparent les enfants de leur famille et de leurs amis. SickKids est le plus grand centre au Canada à offrir ce site à ses patients. Upopolis est maintenant utilisé dans six hôpitaux et organismes de soins de santé au Canada.

Récompenses en matière d'excellence d'entreprise et d'engagement communautaire et environnemental

Au cours du quatrième trimestre, TELUS et les membres de son équipe ont reçu plusieurs autres prix :

- **Entreprise de transformation de la santé de l'année 2009** par l'Association canadienne de la technologie de l'information (ACTI). Ce prix honore TELUS Solutions en santé comme entreprise de technologie de l'information et des communications dans le secteur des soins de santé qui a le plus transformé les soins de santé en 2009 par l'utilisation de l'informatique.
- Audrey Ho, première vice-présidente, avocate-conseil et secrétaire générale, TELUS a été nommée parmi les **femmes les plus influentes au Canada** par le Réseau des femmes exécutives.
- L'American Society for Training and Development a décerné à TELUS un **prix BEST**, la classant parmi les meilleures entreprises du monde en matière de formation et de perfectionnement des employés en vue d'améliorer les résultats de l'ensemble de l'entreprise.
- TELUS a reçu le prix Global Wholesale Award du Capacity Magazine dans la catégorie **Best Regional North American Wholesale Offering**, pour le leadership éclairé dont elle a fait preuve dans la conception et la mise en œuvre de sa stratégie de vente de gros en Amérique du Nord. TELUS est la première entreprise canadienne à recevoir ce prix. TELUS a reçu le **Prix Arts-Affaires de Montréal 2009** dans la catégorie grandes entreprises pour son appui aux organismes artistiques et culturels de Montréal. Ce prix est une initiative de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain et du Conseil des arts de Montréal, en collaboration avec le quotidien Le Devoir et ARTV.
- Prix dans le cadre de l'activité de reconnaissance **Contenants, emballages et imprimés plus verts : une réalité, des opportunités!** organisé par Éco Entreprises Québec. TELUS a soumis son nouvel emballage sans plastique pour les étuis de téléphone, les chargeurs, les cartes mémoire et autres accessoires. Le nouvel emballage permettra à TELUS, chaque année, de sauver près de 1 000 arbres et d'éliminer 30 kg de déchets solides, en plus de réduire sa consommation d'eau de 2 675 litres et de gaz naturel de près de 4 000 mètres cubes.

CHANGEMENTS À PROPOS DES DIVIDENDES

Le régime de réinvestissement des dividendes offre un escompte de 3 % sur le cours des actions

En novembre, le conseil d'administration a approuvé une modification au régime de réinvestissement de dividendes et de rachat d'actions de TELUS, au profit des actionnaires participants. Depuis le paiement des dividendes trimestriels aux détenteurs d'actions ordinaires et sans droit de vote du 4 janvier 2010, TELUS émet des actions sans droits de vote sur le capital autorisé pour les dividendes réinvestis avec un escompte de 3 % sur le cours moyen du marché. Cette initiative diffère de la pratique précédente d'achat d'actions sur le marché libre. La participation à ce régime est passée de 4 % à 14 % pour le dividende versé en janvier 2010. Des détails complets sur le régime se trouvent à telus.com/drisp.

Déclaration de dividendes

Le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de quarante-sept cents et demi (0,475 \$ CA) par action sur les actions ordinaires émises et en circulation et de quarante-sept et demi (0,475 \$ CA) par action, sur les actions sans droit de vote émises et en circulation de la société, payables le 1^{er} avril 2010 aux détenteurs inscrits à la clôture des registres le 11 mars 2010.

- 30 -

Relations avec les médias :
Anne-Julie Gratton
416-320-0364
Aj.gratton@telus.com

Relations avec les investisseurs :
Robert Mitchell
416-279-3219
ir@telus.com

Accès à l'information sur les résultats trimestriels

Les investisseurs, les représentants des médias et autres personnes intéressées peuvent consulter ce communiqué sur les résultats trimestriels ainsi que des diapositives sur ces résultats, des renseignements financiers supplémentaires et la version intégrale de notre rapport des premier, deuxième et troisième trimestres 2009 sur notre site Web à telus.com/investors (en anglais seulement).

Conférence téléphonique trimestrielle et présentation en webdiffusion

La conférence téléphonique trimestrielle de TELUS est fixée au 12 février 2010 à 11 h (HE) et comprendra un exposé sur nos résultats du quatrième trimestre. Par la suite, les analystes pourront poser leurs questions. Les parties intéressées peuvent avoir accès à la webdiffusion à : telus.com/investors. La transcription de la conférence sera affichée sur le site Web pendant plusieurs jours ouvrables. En outre, un enregistrement sera accessible du 12 au 22 février 2010 à telus.com/investors ou par téléphone (1-403-669-1055 ou 1-877-353-9587, n° de réservation 239403 suivi du carré).

TELUS

TELUS (T et T.A à la Bourse de Toronto; TU à la Bourse de New York) est l'une des plus importantes sociétés de télécommunications au Canada, grâce à des produits d'exploitation annuels de 9,6 milliards de dollars et à 12 millions de connexions clients, dont 6,5 millions d'abonnés à des services mobiles, 4 millions de lignes d'accès pour réseau filaire, 1,2 million d'abonnés à des services Internet et 170 000 clients de TELUS TV. Dirigée depuis 2000 par Darren Entwistle, président et chef de la direction, TELUS offre une gamme complète de produits et de services de communication, notamment des services de transmission de données et de la voix, des services IP et des services vidéo et de divertissement.

Poursuivant leur objectif consistant à donner dans les communautés, TELUS, les membres de l'équipe et les retraités ont versé 158 millions de dollars à de nombreux organismes caritatifs et sans but lucratif, et fait plus de 3 millions d'heures de bénévolat dans les communautés depuis 2000. En outre, TELUS a créé neuf comités d'investissement communautaire d'un bout à l'autre du pays, lesquels dirigent ses initiatives philanthropiques. TELUS a été honorée d'être désignée l'entreprise philanthropique la plus remarquable au niveau mondial en 2010 par l'Association of Fundraising Professionals, devenant ainsi la première entreprise canadienne à recevoir cette prestigieuse reconnaissance internationale.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur TELUS, veuillez consulter le site telus.com.

TELUS CORPORATION

Analyse par la direction de l'exploitation

Quatrième trimestre de 2009

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient des énoncés prospectifs portant sur des événements futurs ainsi que sur le rendement financier et le rendement de l'exploitation futurs de TELUS Corporation (« TELUS » ou la « société » et, dans les cas où le contexte de la description narrative le permet ou l'exige, ses filiales). De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent de la part de la société qu'elle émette des hypothèses et ils peuvent faire l'objet de risques et d'incertitudes. Il existe un risque considérable que les hypothèses, les prédictions ou les autres énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs sont ainsi mis en garde de ne pas se fier indûment à ces énoncés car un certain nombre de facteurs pourraient faire en sorte que le rendement, les conditions, les actions et les événements futurs réels diffèrent considérablement des objectifs, des attentes, des estimations ou des intentions exprimés dans les énoncés prospectifs. Sauf dans les cas exigés par la loi, la société n'a pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs, et elle se réserve le droit de modifier, à tout moment et à son gré, sa pratique courante qui consiste à présenter des mises à jour de ses objectifs et de ses indications pour l'exercice. Les objectifs pour 2010 et les hypothèses sont décrits à la rubrique 1.5.

Les facteurs pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère considérablement du rendement prévu incluent, sans toutefois s'y limiter :

La concurrence (y compris davantage de concurrence au chapitre des tarifs, les prédictions selon lesquelles de nouveaux concurrents commenceront à offrir des services mobiles ou accroîtront leurs services mobiles en 2010, aux termes de leurs licences de spectre pour les services sans fil évolués [les « SSFE »]; les taux de croissance au sein de l'industrie, y compris les gains au chapitre de la pénétration du marché des services mobiles; les pertes réelles de lignes d'accès au réseau; les ajouts d'abonnés à TELUS TV et aux services mobiles; la variabilité des produits d'exploitation moyens par appareil d'abonné (les « PMAA ») des services mobiles ainsi que la variabilité des coûts d'acquisition des abonnés et des frais de fidélisation, lesquels dépendent des volumes au chapitre de la mise en service des abonnés et de la fidélisation, des ventes de téléphones intelligents et des niveaux de financement, de même que des coûts d'installation de TELUS TV); la croissance et les fluctuations de l'économie (y compris la vigueur et la persistance de la reprise économique au Canada ainsi que le rendement et la capitalisation du régime de retraite et les charges afférentes); les dépenses en immobilisations en 2010 et au cours des exercices ultérieurs (en raison des initiatives de la société liées aux services à large bande filaires, de la stratégie de déploiement des services de quatrième génération de la société et de toutes nouvelles enchères de licences de spectre effectuées par Industrie Canada); les exigences en matière de financement et d'endettement (y compris la capacité d'effectuer des refinancements); les questions fiscales (y compris la déchéance ou le report du paiement de montants importants d'impôts en espèces); les développements touchant les ressources humaines (y compris les négociations collectives chez TELUS Québec et celles concernant une convention collective nationale arrivant à échéance à la fin de 2010); l'intégration des activités et les réorganisations internes (y compris la capacité de mettre en œuvre avec succès les initiatives en matière de réduction des coûts et de réaliser les économies prévues); les progrès technologiques (y compris le recours à des systèmes et à la technologie de l'information, les options au chapitre des technologies liées à l'accès large bande et aux services mobiles et les plans relatifs au lancement, ainsi que le choix des fournisseurs et la capacité de ces derniers à maintenir leurs gammes de produits et à offrir des services à leur égard, les nouvelles technologies et l'évolution de ces technologies de même que le passage à la technologie de quatrième génération, les avantages futurs prévus et le rendement des technologies sans fil HSPA [d'après l'anglais High Speed Packet Access] et LTE [d'après l'anglais Long Term Evolution], le déploiement et l'exploitation fructueux de nouveaux réseaux mobiles ainsi que le lancement réussi de nouveaux produits [tels que des appareils reposant sur la technologie HSPA], de nouveaux services et systèmes de soutien, et la mise à niveau réussie de la technologie sur laquelle se fonde TELUS TV); les approbations réglementaires et les changements à la réglementation (y compris l'obligation des entreprises de services locaux titulaires (« ESLT ») de fournir des services; l'utilisation des fonds des comptes de report des ESLT; l'interprétation et la mise en application des règles concernant le partage des pylônes d'antennes et les services d'itinérance, la mise en place et l'incidence d'enchères de licences de spectre futures (y compris les coûts engagés pour acquérir le spectre), ainsi que les modifications possibles des restrictions à la propriété étrangère); les risques liés aux processus (y compris la conversion des systèmes existants et l'intégration du système de facturation, et la mise en œuvre de contrats d'entreprise d'envergure et complexes qui pourraient être touchés de façon défavorable par les ressources disponibles et par le niveau de collaboration d'autres fournisseurs de services); les développements touchant la santé, la sécurité et l'environnement; les litiges et les questions d'ordre juridique; les événements touchant la poursuite des activités (y compris les menaces provenant de l'activité humaine et les menaces naturelles); toutes acquisitions ou tous dessaisissements futurs; et les autres facteurs de risque dont il est question dans le présent document et qui sont mentionnés de temps à autre dans les rapports et dans les documents d'information publiés par TELUS, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, et dans d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières au Canada (sur le site SEDAR à l'adresse sedar.com) et aux États-Unis, y compris sur formulaire 40-F (sur le site EDGAR à l'adresse sec.gov).

Pour plus de détails, se reporter à la rubrique 10, « Risques et gestion des risques », du rapport de gestion annuel 2008 et des rapports de gestion des premier, deuxième et troisième trimestres de 2009 de TELUS, ainsi qu'aux mises à jour présentées à la rubrique 5 du présent document.

Analyse par la direction de l’exploitation

Le 12 février 2010

Les rubriques qui suivent constituent une analyse de la situation financière et du rendement financier consolidés de TELUS Corporation pour les trimestres et les exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008. Elles contiennent des données prospectives qui renvoient à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant plus haut et qui doivent être lues conjointement avec celle-ci. Les conventions comptables sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés de TELUS pour 2008 et aux faits nouveaux décrits dans les rapports de gestion des premier, deuxième et troisième trimestres de 2009 de TELUS.

L’information financière condensée consolidée non vérifiée accompagnant la présente analyse a été préparée conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens.

Analyse par la direction de l’exploitation

Rubrique	Description
1. Introduction, sommaire du rendement et objectifs	Résumé des résultats consolidés de TELUS pour 2009, rendement obtenu par rapport aux objectifs de 2009 et présentation des objectifs de 2010.
2. Analyse des résultats d’exploitation	Analyse détaillée du rendement de l’exploitation pour le quatrième trimestre et l’exercice terminés le 31 décembre 2009.
3. Évolution de la situation financière	Analyse des variations figurant aux bilans consolidés pour l’exercice terminé le 31 décembre 2009.
4. Situation de trésorerie et sources de financement	Analyse des flux de trésorerie, des liquidités, des facilités de crédit, ainsi que d’autres informations.
5. Risques et gestion des risques	Mise à jour concernant certains risques et incertitudes avec lesquels TELUS doit composer et méthodes qu’elle utilise pour assurer la gestion de ces risques.
6. Définitions et rapprochements	Définitions des indicateurs de l’exploitation et des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement, y compris le calcul et le rapprochement de certaines mesures non définies par les PCGR qu’utilise la direction.

1. Introduction, sommaire du rendement et objectifs

L’analyse qui suit est assujettie dans sa totalité à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l’analyse par la direction de l’exploitation.

1.1 Préparation de l’analyse par la direction de l’exploitation

Les contrôles et procédures de communication de l’information de la société sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l’information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, pour que les décisions appropriées concernant la communication de cette information au public puissent être prises. La direction décide si une information est importante ou non en jugeant si la décision d’un investisseur raisonnable d’acheter, de vendre ou de conserver des titres de la société pourrait être influencée ou modifiée si l’information était omise ou erronée. Cette analyse a été revue par le comité de vérification de TELUS et approuvée par le conseil d’administration de cette dernière.

La direction présente certaines mesures non définies par les PCGR et fournit des indications à ce sujet parce qu’elles constituent des mesures auxquelles elle a recours pour évaluer le rendement de la société et de ses secteurs d’exploitation. Les mesures non définies par les PCGR servent aussi à déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d’emprunt et à gérer la structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n’ont généralement pas de signification normalisée, les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu’elles fassent l’objet d’un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables. Le Conseil canadien de l’information sur la performance de l’Institut Canadien des Comptables Agréés (l’« ICCA ») a publié des lignes directrices qui définissent en quoi consistent le BAIIA normalisé et les flux de trésorerie disponibles normalisés. Le BAIIA et les flux de trésorerie disponibles dont il est fait mention dans le présent document sont conformes aux définitions établies par la direction; un rapprochement avec les définitions normalisées est présenté à la *rubrique 6, « Définitions et rapprochements »*.

1.2 Économie canadienne et industrie canadienne des télécommunications

Environnement économique

L'économie canadienne est entrée en récession au quatrième trimestre de 2008; cette récession s'est poursuivie tout au long du premier semestre de 2009, mais l'économie affiche une croissance modeste depuis le troisième trimestre de 2009. Le taux de chômage a monté jusqu'à environ 8,6 % au quatrième trimestre de 2009, par rapport à 6,4 % à l'exercice précédent; selon les prévisions, l'amélioration du taux de chômage s'effectuera à un rythme plus lent que la reprise économique. Dans son Rapport sur la politique monétaire daté de janvier 2010, la Banque du Canada indique que la reprise économique s'est accélérée au quatrième trimestre de 2009, mais que l'économie ne fonctionnait pas encore à son plein potentiel. La Banque prévoit que l'économie affichera une croissance de 2,9 % en 2010 et de 3,5 % en 2011, après avoir subi une contraction d'environ 2,5 % en 2009. La solidité continue du dollar canadien et le bas niveau de la demande américaine, en chiffres absolus, continuent de freiner considérablement l'activité économique au Canada.

En raison de cet environnement économique incertain, les consommateurs et les entreprises qui composent la clientèle de la société ont reporté leurs décisions d'achat, ont accordé une plus grande importance à la valeur et ont haussé leurs attentes relativement à l'offre de tarifs plus modiques. Se reporter à l'analyse des risques avec lesquels TELUS doit composer présentée à la rubrique 5.3, « *Croissance et fluctuations de l'économie* ».

Répercussions d'ordre économique sur les résultats de TELUS

La société a dû composer avec une économie canadienne plus faible que ce qui était prévu, situation qui a entraîné une diminution de la croissance des produits tirés des services mobiles et fait en sorte que la société a accéléré la mise en œuvre des mesures visant à accroître l'efficacité opérationnelle, de manière à atténuer les répercussions de la récession. Le repli de l'économie qui a débuté vers la fin de 2008 a eu une incidence importante sur les résultats du secteur des services mobiles au premier trimestre de 2009, ce qui a incité la direction à publier ses faibles résultats concernant les abonnés des services mobiles le 9 avril, soit avant la date de publication prévue. Les résultats du secteur des services mobiles en 2009 ont été touchés par l'incertitude liée à la vigueur et à la persistance de la reprise économique ainsi que par la forte concurrence, comme en témoignent la diminution d'un exercice à l'autre des ajouts bruts et nets d'abonnés et la réduction des PMAA.

En 2009, le secteur des services filaires a été touché par la plus faible croissance des produits tirés des services de transmission de données et par la diminution plus importante des produits tirés des services de transmission de la voix. La forte concurrence au chapitre des prix visant les services de transmission de données et de la voix et les dépenses plus prudentes des abonnés des services résidentiels et des services d'affaires ont également contribué aux résultats enregistrés. La société a noté une augmentation du nombre de débranchements et une diminution du nombre d'installations de lignes commerciales d'accès au réseau en Colombie-Britannique et en Alberta, situation qui tient en partie à la conjoncture économique et à la concurrence. Cependant, les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau ont ralenti pour s'établir à 6,8 % en 2009, comparativement à 7,5 % en 2008.

Les politiques financières liées à la structure du capital de TELUS ont été élaborées en fonction des cycles de crédit. La société est d'avis que ces politiques et ces lignes directrices, de même que le maintien de cotes de crédit de BBB+ à A-, ou de cotes équivalentes, lui permettent d'avoir raisonnablement accès aux marchés financiers. Ainsi, la société a procédé à des activités de financement fructueuses en 2009, y compris deux émissions de titres de créance à long terme, qui ont donné lieu à la réduction des montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 ainsi qu'au rachat anticipé d'une tranche des billets libellés en dollars américains échéant en juin 2011 et à la résiliation des swaps de devises connexes. Dans le cadre de ces activités, la société a prolongé de un an la durée moyenne à l'échéance des titres émis et obtenu des taux d'intérêt favorables.

La faiblesse de l'économie et le repli des marchés boursiers en 2008 ont entraîné une hausse du montant net des charges de TELUS au titre de ses régimes de retraite à prestations déterminées et de la capitalisation de ces régimes en 2009. La société prévoit une hausse de ces charges d'environ 10 millions de dollars en 2010 par rapport à 2009, et elle s'attend à ce que la capitalisation de ces régimes en 2010 diminue, en raison de la reprise des marchés boursiers en 2009 et des réformes concernant les régimes de retraite proposées par le gouvernement fédéral. Se reporter à la rubrique 1.4 pour obtenir des renseignements sur les objectifs de la société pour 2010.

Malgré les défis découlant du ralentissement économique et de l'irrégularité de la reprise en 2009, la société a obtenu de nombreux succès, notamment en ce qui concerne le lancement du réseau mobile national 3G+, qui a eu lieu plus tôt qu'il était prévu, l'élargissement de la portée et de la vitesse des services à large bande, la couverture accrue des services TELUS TV^{MD} et les progrès accomplis relativement à l'optimisation de ressources afin de composer avec la conjoncture économique et l'environnement concurrentiel. Ces réalisations devraient permettre à la société de mieux se positionner pour l'avenir.

Croissance de l'industrie des télécommunications

Selon les estimations de la société, la croissance des produits d'exploitation de l'industrie des télécommunications canadienne a ralenti et s'est établie à environ 1 % en 2009, comparativement à une croissance de 3 % à 5 % au cours des dernières années. Cette situation tient aux répercussions de la récession, la croissance des produits tirés des services mobiles ayant diminué en raison du ralentissement de la croissance des PMAA et du nombre d'abonnés, et la croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données évolués ayant en grande partie été neutralisée par le recul des produits tirés des services filaires locaux de transmission de la voix bien établis, des services interurbains et des services de transmission de données existants. TELUS estime que les produits d'exploitation de l'industrie des services mobiles au Canada se sont accrus de 3,5 % en 2009 et que le taux estimatif de pénétration du marché a augmenté de 3,6 points de pourcentage. Les produits d'exploitation consolidés de TELUS ont pour leur part reculé de 0,5 % pour l'exercice, la croissance de 1,6 % des produits du secteur des services mobiles ayant seulement neutralisé en partie la baisse de 2,4 % des produits du secteur des services filaires. La baisse des produits tirés des services de transmission de la voix a excédé la croissance des produits tirés des services de transmission de données, et ce, tant dans le secteur des services filaires que dans le secteur des services mobiles.

1.3 Sommaire des résultats consolidés

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
États consolidés des résultats						
Produits d'exploitation	2 443	2 454	(0,4) %	9 606	9 653	(0,5) %
Bénéfice d'exploitation	348	502	(30,7) %	1 769	2 066	(14,4) %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	108	373	(71,0) %	1 205	1 567	(23,1) %
Bénéfice net	156	285	(45,3) %	1 002	1 131	(11,4) %
Bénéfice par action ¹ , de base (en dollars)	0,49	0,90	(45,6) %	3,14	3,52	(10,8) %
Bénéfice par action ¹ , dilué (en dollars)	0,49	0,89	(45,2) %	3,14	3,51	(10,5) %
Dividendes en espèces déclarés par action ¹ (en dollars)	0,475	0,475	—	1,90	1,825	4,1 %
Nombre moyen d'actions ¹ en circulation, de base (en millions)	318	318	—	318	320	(0,6) %
États consolidés des flux de trésorerie						
Rentrées liées aux activités d'exploitation	624	747	(16,5) %	2 904	2 819	3,0 %
Sorties liées aux activités d'investissement	513	643	(20,2) %	2 128	3 433	(38,0) %
Dépenses en immobilisations						
Dépenses générales	514	631	(18,5) %	2 103	1 859	13,1 %
Paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE	—	—	—	—	882	n.s.
Total	514	631	(18,5) %	2 103	2 741	(23,3) %
Acquisitions	—	—	n.s.	26	696	(96,3) %
(Sorties) rentrées liées aux activités de financement	(104)	(136)	23,5 %	(739)	598	n.s.
Nombre d'abonnés et autres mesures						
Nombre de connexions ² (en milliers)				11 957	11 673	2,4 %
BAIIA ³	789	937	(15,8) %	3 491	3 779	(7,6) %
Flux de trésorerie disponibles ³	(35)	61	n.s.	500	361	38,5 %
Ratios d'endettement et de distribution⁴						
Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration (fois)				2,0	1,9	0,1
Ratio de distribution ⁵ (en %)				67	56	11 pts

n.s. – non significatif; pt(s) – point(s) de pourcentage

- Comprend les actions ordinaires et les actions sans droit de vote.
- Le total du nombre d'abonnés aux services mobiles, de lignes d'accès au réseau, d'abonnés à Internet et d'abonnés au service TELUS TV (services TELUS TV sur protocole Internet et TELUS TV Satellite) à la fin des périodes respectives, calculés à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes. Au deuxième trimestre de 2009, le solde d'ouverture concernant le nombre de connexions a été réduit de 5 000 afin de tenir compte des ajustements apportés au nombre d'abonnés des services Internet haute vitesse à la période précédente; au quatrième trimestre de 2009, ce solde a été réduit d'environ 11 000, de manière à tenir compte des ajustements apportés au nombre d'abonnés des services postpayés mobiles à la période précédente.
- Le BAIIA et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non définies par les PCGR. Se reporter à la rubrique 6.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) », ainsi qu'à la rubrique 6.2, « Flux de trésorerie disponibles ».
- Se reporter à la rubrique 4.4, « Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement », ainsi qu'à la rubrique 6.4, « Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».
- Fondé sur le bénéfice par action excluant les ajustements favorables liés aux impôts de 55 cents par action en 2009 et de 15 cents par action en 2008, la perte de 22 cents par action découlant du rachat de titres de créance à long terme comptabilisée en 2009, ainsi que l'incidence mineure de l'option de règlement en espèces net liée aux options.

Faits saillants de l'exploitation – résultats du quatrième trimestre et de l'exercice 2009, ou mesures au 31 décembre 2009, par rapport aux résultats de 2008 :

- Le nombre de connexions a augmenté de 284 000 en 2009. Ce résultat tient compte d'une croissance de 6,4 % des abonnés aux services mobiles et d'une croissance de 118 % des abonnés au service TELUS TV, résultats neutralisés en partie par une diminution de 0,4 % du total des abonnés à Internet et par une baisse de 4,7 % du total des lignes d'accès au réseau.
- Les PMAA du secteur des services mobiles se sont établis à 57,38 \$ au quatrième trimestre de 2009 et à 58,46 \$ pour l'exercice complet 2009. Ces résultats à la baisse de 7,7 % et de 6,8 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2008 tiennent au fait que le recul des PMAA tirés des services mobiles de transmission de la voix a continué d'excéder la croissance des PMAA tirés des services de transmission de données.
- Les produits d'exploitation consolidés ont reculé de 11 millions de dollars et de 47 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. La forte concurrence et l'incertitude liée à la reprise économique au Canada, dont il est fait mention à la *rubrique 1.2*, ont contribué à la baisse de la croissance des produits tirés des services de transmission de données et au recul plus prononcé des produits tirés des services de transmission de la voix.
- Le bénéfice d'exploitation a reculé de 154 millions de dollars et de 297 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en raison principalement de la baisse du BAIIA, qui comprenait une augmentation des coûts de restructuration (de 39 millions de dollars et de 131 millions de dollars, respectivement) et une hausse de la charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées (de 30 millions de dollars et de 118 millions de dollars, respectivement).

Le BAIIA a diminué de 148 millions de dollars et de 288 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2009. En excluant l'incidence de la charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées et des coûts de restructuration, le BAIIA sous-jacent a reculé de 79 millions de dollars au quatrième trimestre et de 39 millions de dollars pour l'exercice complet. Ces résultats à la baisse sous-jacents reflètent la diminution des PMAA du secteur des services mobiles ainsi que la hausse des frais de fidélisation des abonnés des services mobiles et, pour l'exercice complet, la hausse des coûts liés à la prestation des services TELUS TV et à la mise en place de services pour les nouvelles entreprises clientes des services filaires, résultats neutralisés en partie par la baisse des charges liées à l'effectif autres que celles au titre des régimes de retraite, la diminution des frais de publicité et de promotion des services filaires, ainsi que la baisse des coûts liés à l'acquisition de nouveaux abonnés des services mobiles.

- Le bénéfice avant impôts a diminué de 265 millions de dollars et de 362 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. La baisse du bénéfice d'exploitation et la charge de 99 millions de dollars liée au rachat anticipé d'une tranche des titres de créance à long terme effectué en décembre 2009 ont été neutralisées en partie par la hausse des intérêts créditeurs de 33 millions de dollars pour l'exercice complet, laquelle tient principalement au règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs.
- Le bénéfice net a diminué de 129 millions de dollars au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Le bénéfice net au cours de ces deux exercices tient compte d'ajustements liés aux impôts découlant des variations des impôts sur les bénéfices, des règlements et des redressements visant des exercices antérieurs prescrits par la loi, ainsi que de tous intérêts connexes liés aux redressements (se reporter à la *rubrique 2.2*). Le bénéfice net sous-jacent compte non tenu des ajustements favorables liés aux impôts sur les bénéfices s'est établi à environ 77 millions de dollars et à 828 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2009, en baisse de 176 millions de dollars et de 254 millions de dollars, respectivement. Se reporter au tableau ci-dessous.
- Le bénéfice par action de base s'est établi à 49 cents et à 3,14 \$, respectivement, pour le quatrième trimestre et l'exercice complet 2009, soit des résultats en baisse de 41 cents et de 38 cents, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Le bénéfice par action tient compte d'ajustements favorables liés aux impôts d'environ 25 cents pour le quatrième trimestre de 2009 et de 55 cents pour l'exercice complet 2009, comparativement à 10 cents et à 15 cents, respectivement, en 2008. Le bénéfice par action sous-jacent, compte non tenu des ajustements favorables liés aux impôts, s'est établi à 2,59 \$ en 2009, comparativement à 3,37 \$ en 2008. Le bénéfice par action au quatrième trimestre de 2009 tient également compte de l'incidence défavorable d'environ 22 cents de la perte liée au rachat anticipé d'une tranche des titres de créance à long terme.

Analyse du bénéfice net (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre	Exercices terminés les 31 décembre
Bénéfice net de 2008	285	1 131
Déduire : ajustements favorables nets liés aux impôts comptabilisés en 2008 (se reporter à la rubrique 2.2)	(32)	(49)
	253	1 082
<u>Variations découlant de l'incidence fiscale</u>		
Augmentation de la charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées ¹	(21)	(82)
Augmentation des coûts de restructuration ¹	(27)	(91)
Autres variations du BAIIA ^{1,2}	(55)	(28)
Variations de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels ^{1,2}	(6)	(8)
Perte liée au rachat de titres de créance à long terme	(69)	(69)
Autres éléments	2	24
	77	828
Ajustements favorables nets liés aux impôts comptabilisés en 2009 (se reporter à la rubrique 2.2)	79	174
Bénéfice net de 2009	156	1 002

1. Aux fins des présentes, nous avons utilisé le taux d'imposition combiné prévu par la loi pour 2009.

2. Compte non tenu des crédits d'impôt à l'investissement compris dans les ajustements liés aux impôts.

Faits saillants – situation de trésorerie et sources de financement – résultats du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2009, ou mesures au 31 décembre 2009, par rapport aux résultats de 2008 :

- Au 31 décembre 2009, TELUS disposait de facilités de crédit inutilisées dépassant 1,7 milliard de dollars, ce qui est conforme à l'objectif de la société, qui vise à faire en sorte que les liquidités inutilisées s'élèvent à plus de 1 milliard de dollars.
- Le ratio de la dette nette par rapport au BAIIA (excluant les coûts de restructuration) au 31 décembre 2009 était légèrement au-dessous de 2,0 fois, soit un résultat qui se situe dans la fourchette à long terme visée de 1,5 à 2,0 fois.
- Le ratio de distribution, qui est établi en fonction du dividende annuel du quatrième trimestre et du bénéfice pour l'exercice 2009 (excluant les ajustements favorables liés aux impôts, la perte liée au rachat de titres de créance à long terme et l'incidence mineure de l'option de règlement en espèces net liée aux options), s'est établi à 67 % en 2009. Le ratio calculé selon le bénéfice réel pour 2009 est de 61 %, et la fourchette visée par la société, selon les objectifs concernant le bénéfice par action pour 2010, est de 58 % à 66 % (se reporter aux rubriques 1.4 et 1.5). Le conseil d'administration a tenu compte de ce dernier calcul lorsqu'il a décidé de ne pas augmenter le dividende déclaré au quatrième trimestre de 2009, après avoir approuvé une augmentation annuelle des dividendes pendant cinq exercices consécutifs.

Le 10 février 2010, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 47,5 cents par action sur les actions ordinaires et sans droit de vote émises et en circulation de la société, payable le 1^{er} avril 2010 aux actionnaires inscrits à la clôture des registres le 11 mars 2010.

- Les rentrées liées aux activités d'exploitation ont diminué de 123 millions de dollars au quatrième trimestre et elles ont augmenté de 85 millions de dollars pour l'exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Les variations du produit tiré de la titrisation de créances ont donné lieu à une hausse des rentrées de fonds de 50 millions de dollars et de 400 millions de dollars, respectivement. Ces résultats ont été neutralisés par la hausse de 103 millions de dollars et de 110 millions de dollars des intérêts payés au quatrième trimestre et pour l'exercice complet, respectivement, laquelle tient au rachat anticipé d'une tranche des billets libellés en dollars américains échéant en juin 2011 (se reporter au paragraphe sur les sorties liées aux activités de financement présenté ci-dessous). La société a aussi commencé à effectuer des paiements d'impôts élevés, à savoir 266 millions de dollars, déduction faite des économies d'impôts, pour l'exercice complet 2009.
- Les sorties liées aux activités d'investissement ont diminué de 130 millions de dollars et de 1 305 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. La diminution au quatrième trimestre tient en grande partie à la baisse des dépenses en immobilisations générales aux fins de l'accès aux réseaux filaires, laquelle découle de la récession, ainsi qu'à l'accroissement des dépenses engagées en 2008 relativement à la technologie HSPA. Le recul pour l'exercice est imputable en grande partie au paiement d'un montant de 882 millions de dollars au titre des licences de spectre pour les SSFE effectué en 2008, et à la diminution de 670 millions de dollars des montants en espèces versés aux fins des acquisitions (diminution qui tient à l'acquisition d'Emergis conclue en janvier 2008); la hausse des dépenses en immobilisations générales est principalement imputable aux investissements dans les infrastructures à large bande mobiles et filaires, lesquels visent à améliorer la position concurrentielle de la société et à soutenir sa croissance à long terme. Se reporter à la rubrique 1.4 en ce qui concerne les attentes au chapitre des dépenses en immobilisations pour 2010.

- Les sorties liées aux activités de financement se sont chiffrées à 104 millions de dollars et à 739 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2009, et elles ont servi principalement à verser les dividendes et à réduire la dette à long terme. Les activités de financement tiennent compte de l'émission, en mai 2009, de billets à 4,95 % d'un montant de 700 millions de dollars échéant dans cinq ans, qui a permis de réduire les montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 ainsi que de l'encours du papier commercial. En décembre, la société a prolongé la durée moyenne à l'échéance de sa dette à long terme en émettant 1 milliard de dollars de billets à 5,05 % échéant dans 10 ans. Le produit de l'émission a servi principalement à procéder au rachat anticipé d'une tranche de 30 % des billets à 8 % libellés en dollars américains échéant en juin 2011 qui étaient en circulation, et à résilier les swaps de devises connexes. Au quatrième trimestre de 2008, les sorties liées aux activités de financement s'étaient établies à 136 millions de dollars et avaient servi principalement au versement de dividendes. Pour l'exercice complet 2008, la société avait comptabilisé des rentrées nettes liées aux activités de financement de 598 millions de dollars, l'augmentation de la dette à long terme ayant servi à financer l'achat de licences de spectre pour les SSFE au troisième trimestre ainsi que l'acquisition d'Emergis conclue en janvier, déduction faite des dividendes versés et des rachats d'actions effectués dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités.
- Les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 96 millions de dollars au quatrième trimestre et ils ont augmenté de 139 millions de dollars pour l'exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. La diminution au quatrième trimestre tient à la hausse des intérêts versés au titre du rachat anticipé d'une tranche des titres de créance à long terme. L'augmentation pour l'exercice complet découle en grande partie du paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE effectué à l'exercice précédent, ainsi que de la hausse, en 2009, des intérêts reçus au titre du règlement de questions fiscales, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des paiements d'impôts sur les bénéficiaires, des dépenses en immobilisations générales et des intérêts payés, et par la diminution du BAIIA ajusté pour tenir compte des cotisations aux régimes de retraite à prestations déterminées, des paiements au titre de la rémunération à base d'actions et des paiements au titre de la restructuration.

1.4 Fiche d'évaluation des résultats

Nous avons uniquement atteint un des huit objectifs initiaux au chapitre des chiffres consolidés et des résultats sectoriels pour 2009, les dépenses en immobilisations se situant en deçà de 2,6 % de l'objectif d'environ 2,05 milliards de dollars. La direction a sous-estimé l'incidence de la récession au Canada et dans l'ouest du pays sur ses activités lorsqu'elle a annoncé les objectifs en décembre 2008. Nous n'avons pas atteint les objectifs concernant les produits d'exploitation, car nos abonnés des services résidentiels et des services d'affaires ont restreint leurs dépenses et car la concurrence au chapitre des tarifs s'est intensifiée dans l'ensemble de l'industrie. La société a également composé avec des pressions ayant un effet dilutif sur la rentabilité, liées à ses initiatives en matière de croissance en 2009, notamment l'accélération des activités de mise en service d'abonnés du service TELUS TV et la mise en œuvre de contrats d'entreprise d'envergure, ainsi qu'aux coûts d'acquisition d'abonnés plus élevés au quatrième trimestre découlant de la vente d'appareils iPhone d'Apple depuis le début du mois de novembre. Le BAIIA en 2009 a également été touché de façon défavorable par la mise en œuvre accélérée des initiatives au titre du Programme d'efficacité opérationnelle, de manière à réduire la structure des coûts à long terme de la société et de pouvoir ainsi maintenir les marges, malgré le ralentissement de la croissance des produits. En conséquence, les coûts de restructuration en 2009 se sont élevés à 190 millions de dollars, montant qui excède l'objectif initial de 50 millions de dollars à 75 millions de dollars. Fait notable, la société a obtenu un ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration conforme à sa ligne directrice à long terme.

Au cours de l'exercice, la direction a révisé ses indications pour l'exercice 2009 dans chaque rapport intermédiaire, et elle a fourni des indications finales lorsqu'elle a annoncé ses objectifs pour 2010 et tenu une téléconférence le 15 décembre 2009. Les résultats réels sont conformes aux huit mesures visées aux fins des indications finales.

Le tableau suivant fournit une comparaison des résultats de TELUS pour 2009 et des objectifs initiaux. De plus, les objectifs pour 2010 visent à fournir des informations aux investisseurs et sont assujettis dans leur totalité à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de la présente analyse par la direction de l'exploitation. Pour de plus amples renseignements sur les attentes et les hypothèses pour 2010, se reporter à la *rubrique 1.5, « Objectifs financiers et d'exploitation pour 2010 »*.

Fiche d'évaluation	Rendement pour 2009				Objectifs pour 2010
	Résultats réels	Variation par rapport à 2008	Objectifs initiaux pour 2009	Résultat : ✓ Objectif atteint X Objectif non atteint	
Chiffres consolidés					
Produits d'exploitation	9,606 G\$	(0,5) %	10,025 G\$ à 10,275 G\$	X	9,8 G\$ à 10,1 G\$ 2 % à 5 %
BAIIA ¹	3,491 G\$	(7,6) %	3,75 G\$ à 3,9 G\$	X	3,5 G\$ à 3,7 G\$ Néant à 6 %
Bénéfice par action – de base	3,14 \$	(10,8) %	s.o.	s.o.	2,90 \$ à 3,30 \$ (8) % à 5 %
Bénéfice par action – de base ^{2,3} (excluant les ajustements favorables liés aux impôts et la perte liée au rachat de titres de créance à long terme)	2,81 \$	(16,6) %	3,40 \$ à 3,70 \$	X	2,90 \$ à 3,30 \$ 3 % à 17 %
Dépenses en immobilisations	2,103 G\$	13,1 % ⁴	Environ 2,05 G\$	✓	Environ 1,7 G\$ (19) %
Secteur des services filaires					
Produits d'exploitation (externes)	4,899 G\$	(2,4) %	5,05 G\$ à 5,175 G\$	X	4,85 G\$ à 5,0 G\$ (1) % à 2 %
BAIIA	1,558 G\$	(12,2) %	1,65 G\$ à 1,725 G\$	X	1,575 G\$ à 1,675 G\$ 1 % à 8 %
Secteur des services mobiles					
Produits d'exploitation (externes)	4,707 G\$	1,6 %	4,975 G\$ à 5,1 G\$	X	4,95 G\$ à 5,1 G\$ 5 % à 8 %
BAIIA	1,933 G\$	(3,6) %	2,1 G\$ à 2,175 G\$	X	1,925 G\$ à 2,025 G\$ Néant à 5 %

s.o. sans objet

- Se reporter à la rubrique 6.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement », pour la définition.
- Mesure non définie par les PCGR. À des fins de comparaison, le résultat exclut les éléments quantifiés dans la note (3) qui n'ont pas été pris en compte aux fins de l'établissement des objectifs.
- Exclut, pour les résultats réels de 2009, des ajustements positifs liés à l'impôt de 55 cents par action et l'incidence de 22 cents par action de la perte liée au rachat anticipé d'une tranche des titres de créance à long terme non pris en compte aux fins de l'établissement des objectifs pour 2009. À des fins de comparaison, exclut, pour les résultats de 2008, des ajustements positifs liés à l'impôt de 15 cents par action.
- Par rapport aux dépenses en immobilisations générales engagées en 2008, qui excluent le paiement d'un montant de 882 millions de dollars au titre des licences de spectre pour les SSFE.

Les principales hypothèses suivantes ont été formulées lorsque les objectifs pour 2009 ont été annoncés, en décembre 2008.

Hypothèses formulées pour les objectifs initiaux de 2009	Résultats réels ou estimatifs pour 2009
Concurrence soutenue au chapitre des services filaires dans le marché des affaires et le marché résidentiel, particulièrement de la part de câblodistributeurs et d'entreprises offrant des services voix sur IP (« VoIP »)	Attentes confirmées par les ajouts d'abonnés qu'un important câblodistributeur concurrent continue d'enregistrer en ce qui concerne le service de téléphonie numérique et le service Internet, ainsi que par la pénétration accrue du marché des services d'affaires. La récente récession a contribué aux pressions sur les tarifs dans l'ensemble de l'industrie en 2009.
Gain d'environ 4,5 points de pourcentage pour l'exercice au titre de la pénétration du marché des services mobiles au Canada	Gain estimatif de 3,6 points de pourcentage pour 2009.
Pressions à la baisse sur les PMAA du secteur des services mobiles	Attentes confirmées par la diminution de 6,8 % des PMAA combinés pour l'exercice, ce qui est supérieur aux prévisions. Se reporter à la rubrique 2.5, « Résultats du secteur des services mobiles ».
Pénétration du marché des services mobiles par de nouveaux venus à compter du quatrième trimestre de 2009, la plupart de ces nouveaux venus devant pénétrer ce marché à partir de 2010	Un nouveau venu a lancé des services à Toronto et à Calgary en décembre 2009; certains autres nouveaux venus sont censés pénétrer le marché en 2010 ou ont annoncé qu'ils comptent le faire en 2011.

Hypothèses formulées pour les objectifs initiaux de 2009	Résultats réels ou estimatifs pour 2009
Charges de restructuration se situant environ entre 50 millions de dollars et 75 millions de dollars	Montant révisé à environ 190 millions de dollars, conformément à l’indication fournie en décembre 2009, afin de tenir compte du plus grand nombre d’activités au titre du Programme d’efficacité opérationnelle (montant révisé précédemment en 2009, soit à environ 125 millions de dollars en mai, à environ 150 millions de dollars en août et à environ 160 millions de dollars en novembre).
Taux d’imposition combiné prévu par la loi se situant environ entre 30 % et 31 %	Le taux d’imposition combiné prévu par la loi s’est élevé à 30,3 % pour l’exercice.
Paiements d’impôts nets se situant environ entre 320 millions de dollars et 350 millions de dollars	Le montant des paiements d’impôts pour 2009, déduction faite des économies, s’élève à 266 millions de dollars. Ce résultat tient compte des impôts finaux exigibles pour l’exercice 2008 et des acomptes provisionnels pour 2009, déduction faite des économies d’impôts reçues en 2009 (montant révisé précédemment, entre 270 millions de dollars et 310 millions de dollars en août, et à environ 270 millions de dollars en novembre).
Taux de change moyen prévu du dollar canadien de 0,80 \$ US	<p>Le taux de change de clôture moyen du dollar canadien pour 2009 s’élevait à environ 0,88 \$ US. Le taux de clôture quotidien a varié entre 0,770 \$ US et 0,975 \$ US au cours de l’exercice, et le taux de clôture au 31 décembre 2009 était d’environ 0,95 \$ US. (Source : Banque du Canada)</p> <p>La majorité des dépenses en immobilisations engagées en 2009 sont libellées en dollars canadiens. La société a recours à des opérations de couverture des taux de change en ce qui concerne une portion variable des achats d’appareils mobiles, selon les circonstances. Les obligations de remboursement du capital et de paiement des intérêts sur la dette de la société libellée en dollars américains sont établies en vertu de contrats de swap de devises.</p>
<p>Taux d’actualisation estimatif de 7,00 % (subséquentement établi à 7,25 %) et rendement moyen à long terme prévu de 7,25 % au titre des régimes de retraite (résultat conforme aux rendements à long terme de la société et à ses attentes pour l’avenir). Le montant net des charges de retraite au titre des régimes de retraite à prestations déterminées et la capitalisation de ces régimes devraient dans les deux cas augmenter en 2009, en raison principalement de la baisse de valeur des actifs des régimes de retraite à prestations déterminées en 2008.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le montant net des charges liées aux régimes de retraite à prestations déterminées avait été estimé à néant¹ pour 2009, montant subséquentement majoré à environ 18 millions de dollars². • Le montant des cotisations aux régimes de retraite à prestations déterminées avait été estimé à environ 200 millions de dollars¹ en 2009, montant subséquentement majoré à 211 millions de dollars². 	<p>La charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées que la société a comptabilisée en 2009 s’élève à 18 millions de dollars.</p> <p>La société a révisé ses prévisions concernant les cotisations aux régimes de retraite à prestations déterminées et ramené ces cotisations à environ 191 millions de dollars en mai 2009. Les cotisations réelles aux régimes de retraite à prestations déterminées pour 2009 se sont chiffrées à 179 millions de dollars.</p>
<p>1. 16 décembre 2008 2. Rapport de gestion annuel 2008 daté du 11 février 2009</p>	

1.5 Objectifs financiers et d’exploitation pour 2010

Les hypothèses présentées ci-après s’appliquent aux objectifs de TELUS pour 2010 qui sont illustrés dans le tableau qui précède. Les objectifs et les hypothèses pour 2010 ont initialement été annoncés le 15 décembre 2009, lors de la publication du communiqué de presse et de la téléconférence portant sur les objectifs financiers de la société pour l’exercice.

Pour 2010, TELUS vise des produits d’exploitation consolidés de 9,8 milliards de dollars à 10,1 milliards de dollars, soit une croissance de 2 % à 5 %, ou environ 200 millions de dollars à 500 millions de dollars, par rapport à 2009. Le BAIIA devrait se situer entre 3,5 milliards de dollars et 3,7 milliards de dollars, soit une hausse de néant à 6 % par rapport à 2009. Le bénéfice par action devrait se situer entre 2,90 \$ et 3,30 \$ en 2010. TELUS s’attend à ce que la légère hausse de l’amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, de même que l’accroissement des coûts de financement nets découlant de la baisse des intérêts créditeurs en 2010, se répercute sur le bénéfice par action de 2010. En excluant l’incidence positive des ajustements fiscaux comptabilisés en 2009 (55 cents par action) et les coûts de financement liés au rachat anticipé d’une tranche des billets échéant en juin 2011 (22 cents par action), TELUS s’attend à une croissance du bénéfice par action sous-jacent de 3 % à 17 % en 2010.

Les produits d'exploitation du secteur des services filaires devraient varier entre (1) % et 2 % en 2010, résultat qui reflète la croissance des produits tirés des services de transmission de données aux abonnés des services d'affaires et aux abonnés des services de divertissement résidentiels. Cette croissance a été neutralisée en grande partie par la baisse continue des produits tirés des services locaux et interurbains existants. Le BAIIA du secteur des services filaires devrait augmenter de 1 % à 8 % en raison de la modeste croissance des produits d'exploitation, des économies à la hausse liées à la mise en œuvre continue des initiatives au titre du Programme d'efficacité opérationnelle et de la baisse des coûts de restructuration, facteurs neutralisés en partie par la hausse des coûts découlant de la forte croissance du nombre d'abonnés du service TELUS TV.

Les produits d'exploitation du secteur des services mobiles de TELUS devraient augmenter de 5 % à 8 % en 2010, augmentation qui résultera en grande partie de la croissance enregistrée au chapitre de la mise en service d'abonnés des services mobiles et du rendement au chapitre des PMAA. La croissance au sein de l'industrie, qui devrait se traduire par un gain lié à la pénétration du marché d'environ 4 %, devrait avoir une incidence favorable sur la croissance au titre de la mise en service d'abonnés des services mobiles. TELUS prévoit bénéficier de l'incidence, pour l'exercice complet, de son nouveau réseau 3G+, de l'accroissement des produits tirés des services de transmission de données et d'itinérance, qui neutralise en partie le recul continu des PMAA tirés des services de transmission de la voix et l'incidence de la pénétration du marché par de nouveaux concurrents. Le BAIIA du secteur des services mobiles devrait connaître une croissance se situant entre néant et 5 % en 2010, malgré l'incidence sur les marges de l'accroissement du financement découlant des volumes de ventes plus élevés de téléphones intelligents à de nouveaux abonnés et à des abonnés existants.

La société s'attend à ce que les dépenses en immobilisations en 2010 retrouvent les niveaux historiques et soient ramenées à environ 1,7 milliard de dollars. La diminution prévue pour 2010 tient principalement à l'achèvement substantiel, avant l'échéance, des initiatives touchant le réseau sans fil HSPA 3G+ de TELUS. Les initiatives liées au réseau à large bande filaire fondé sur la technologie ADSL2+ devraient être menées à terme en 2010, et ce service devrait couvrir près de 90 % des 48 principaux marchés de l'Alberta et de la Colombie-Britannique où la société est l'entreprise titulaire. De plus, la société a lancé au deuxième semestre de 2009 un programme qui lui permettra de passer à la technologie VDSL2 dans ces 48 marchés d'ici la fin de 2011

Hypothèses formulées pour les objectifs de 2010
Concurrence soutenue au chapitre des services filaires et mobiles dans le marché d'affaires et le marché résidentiel.
Gain d'environ 4 points de pourcentage (environ 3,6 points de pourcentage en 2009) pour l'exercice au titre de la pénétration du marché des services mobiles au Canada.
Volumes accrus au titre de la mise en service d'abonnés utilisant des téléphones intelligents.
Pressions à la baisse moindres sur les PMAA du secteur des services mobiles.
Pénétration du marché des services mobiles par de nouveaux venus au début de 2010, un concurrent ayant lancé ses services en décembre 2009.
Dans le secteur des services filaires, perte stable de lignes résidentielles d'accès au réseau et maintien des pressions concurrentielles de la part de câblodistributeurs et de fournisseurs de services VoIP sur le marché des services aux PME.
Élargissement continu des réseaux à large bande filaires.
Augmentation importante des frais d'acquisition et de fidélisation liés aux mises en service de téléphones intelligents et de TELUS TV.
Incidence sur le BAIIA des économies d'environ 135 millions de dollars découlant des initiatives au titre du Programme d'efficacité opérationnelle.
Charges de restructuration se situant environ à 75 millions de dollars (190 millions de dollars en 2009).
Taux d'imposition combiné prévu par la loi se situant environ entre 28,5 % et 29,5 % (30,3 % en 2009). La baisse prévue tient aux modifications des taux d'imposition fédéral et provinciaux qui sont entrées en vigueur.
Paiements d'impôts en espèces se situant environ entre 385 millions de dollars et 425 millions de dollars (montant net de 266 millions de dollars en 2009), en raison de l'échéancier des acomptes provisionnels.
Taux d'actualisation estimatif de 5,75 %, subséquemment établi à 5,85 % (baisse de 140 points de base par rapport à 2009 au titre des régimes de retraite). Rendement à long terme prévu de 7,25 %, soit un rendement inchangé par rapport à 2009 et conforme aux rendements à long terme et aux attentes de la société pour l'avenir.
<ul style="list-style-type: none"> • Le montant net des charges liées aux régimes de retraite à prestations déterminées avait été estimé à 47 millions de dollars¹ pour 2010, montant subséquemment ramené à 28 millions de dollars (comparativement à environ 18 millions de dollars en 2009) en fonction du rendement prévu de la caisse de retraite. • Le montant des cotisations aux régimes de retraite à prestations déterminées avait été estimé à environ 147 millions de dollars¹ pour 2010, montant subséquemment ramené à 143 millions de dollars, soit une baisse comparativement à 179 millions de dollars en 2009, qui tient principalement à la reprise des marchés boursiers en 2009 et aux réformes sur les régimes de retraite proposées par le gouvernement fédéral.
1. 15 décembre 2009

2. Analyse des résultats d'exploitation

L'analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie dans sa totalité à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l'analyse par la direction de l'exploitation.

2.1 Généralités

La société compte deux secteurs isolables, soit les services filaires et les services mobiles. La segmentation s'appuie sur des similitudes au chapitre de la technologie, des compétences techniques exigées pour fournir les produits et services, des caractéristiques des clients, des canaux de distribution utilisés et de l'application des règlements. Les ventes intersectorielles sont comptabilisées à la valeur d'échange. L'information sectorielle est régulièrement communiquée au chef de la direction de la société (le principal responsable de l'exploitation).

2.2 Sommaire des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T4 2009	T3 2009	T2 2009	T1 2009	T4 2008	T3 2008	T2 2008	T1 2008
Produits d'exploitation	2 443	2 411	2 377	2 375	2 454	2 450	2 399	2 350
Charges d'exploitation	1 577	1 456	1 451	1 441	1 479	1 465	1 477	1 394
Coûts de restructuration	77	32	53	28	38	10	4	7
BAIIA ¹	789	923	873	906	937	975	918	949
Amortissement des immobilisations corporelles	347	330	330	334	351	344	343	346
Amortissement des actifs incorporels	94	100	94	93	84	92	77	76
Bénéfice d'exploitation	348	493	449	479	502	539	498	527
Autres charges	10	6	11	5	11	6	2	17
Coûts de financement	230	101	106	95	118	122	114	109
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	108	386	332	379	373	411	382	401
Impôts sur les bénéfices (économie d'impôts)	(48)	106	88	57	88	125	114	109
Bénéfice net	156	280	244	322	285	286	268	292
Bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote	155	279	243	321	285	285	267	291
Bénéfice par action ordinaire et action sans droit de vote – De base	0,49	0,88	0,77	1,01	0,90	0,89	0,83	0,90
– Dilué	0,49	0,87	0,77	1,01	0,89	0,89	0,83	0,90
Dividendes en espèces déclarés par action ordinaire et action sans droit de vote	0,475	0,475	0,475	0,475	0,475	0,45	0,45	0,45

1. Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 6.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) ».

Tendances

Le récent repli de l'économie a entraîné des restrictions des dépenses et le report des achats, et fait en sorte que les consommateurs et les entreprises accordent davantage d'importance à la valeur et s'attendent à de meilleurs tarifs et services. La tendance observée au chapitre des produits d'exploitation consolidés reflète la croissance à la baisse des produits tirés des services de réseau mobiles d'un exercice à l'autre, notamment la réduction de 1,7 % de ces produits au quatrième trimestre de 2009. Les PMAA combinés tirés des services mobiles au quatrième trimestre de 2009 ont diminué de 7,7 % d'un exercice à l'autre, la croissance des PMAA tirés des services de transmission de données ayant ralenti en raison de l'utilisation accrue de forfaits de services de données et de l'utilisation de clés Internet mobile, résultat largement neutralisé par la baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix. La baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix tient, en ordre d'importance, à la concurrence au chapitre des tarifs, aux plus importantes restrictions des dépenses et à l'optimisation des tarifs par les clients, à l'utilisation accrue des forfaits minutes incluses, à la détérioration continue des PMAA tirés du service Mike, à la baisse des produits tirés des services d'itinérance et à l'accroissement du nombre d'abonnés aux services de base postpayés Koodo.

L'arrivée sur le marché de nouveaux concurrents offrant des services mobiles, qui est prévue pour 2010 et 2011, pourrait perturber les résultats saisonniers habituels au chapitre des ajouts d'abonnés des services mobiles dans l'avenir. Les ajouts plus élevés d'abonnés des services mobiles, les frais d'acquisition connexes et les ventes d'équipement ont, dans le passé, revêtu un caractère hautement saisonnier au quatrième trimestre, donnant lieu à un BAIIA du secteur des services mobiles moins élevé au quatrième trimestre. Le troisième trimestre a gagné en importance en ce qui a trait aux ajouts d'abonnés au cours des derniers exercices, en raison des promotions pour la rentrée scolaire, tandis que les ajouts d'abonnés sont habituellement à leur plus faible niveau au premier trimestre. Par ailleurs, les PMAA tirés des services mobiles subissent généralement des hausses séquentielles aux deuxième et troisième trimestres, et des baisses séquentielles aux premier et quatrième trimestres.

Les produits consolidés continuent également de refléter la croissance des produits tirés des services filaires de transmission de données; cependant, la croissance des produits tirés des services de transmission de données a ralenti en 2009, en raison de la récession et de la forte concurrence au chapitre des tarifs, et elle a été largement neutralisée par la baisse des produits tirés des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix. La diminution des produits tirés des services filaires de transmission de la voix tient au passage aux services mobiles et au service Internet, ainsi qu’à la concurrence de la part des fournisseurs (qui comprennent des câblodistributeurs concurrents), des revendeurs et des entreprises dotées d’installations offrant des services VoIP. Les pertes de lignes résidentielles d’accès au réseau ont diminué au cours des cinq trimestres les plus récents, en raison des mesures plus efficaces en matière de reconquête et des synergies découlant des services groupés, ainsi que du ralentissement de l’élargissement de la couverture géographique du service de téléphone numérique du principal câblodistributeur concurrent de TELUS. La société a noté une hausse du nombre de débranchements et une baisse du nombre d’installations au chapitre des lignes commerciales d’accès au réseau, qui tiennent à la conjoncture économique et à la concurrence.

La hausse séquentielle des charges d’exploitation consolidées au quatrième trimestre de 2009 et l’augmentation de ces charges d’un exercice à l’autre reflètent essentiellement la hausse des frais de fidélisation des abonnés des services filaires découlant du passage aux téléphones intelligents et de la prise en compte des charges de Black’s Photo, depuis l’acquisition de cette société en septembre 2009. La baisse séquentielle des charges d’exploitation consolidées au premier trimestre de 2009 et les baisses trimestrielles d’un exercice à l’autre enregistrées aux deuxième et troisième trimestres de 2009 tiennent principalement à la diminution de la rémunération des salariés, y compris les primes de rendement comptabilisées. Les coûts de restructuration ont fortement augmenté à partir du quatrième trimestre de 2008, car la direction a accéléré la mise en œuvre d’initiatives au titre du Programme d’efficacité opérationnelle et visant principalement le secteur des services filaires.

La hausse séquentielle de l’amortissement des immobilisations corporelles au quatrième trimestre de 2009 tient au nombre plus élevé d’immobilisations en service, y compris le réseau sans fil HSPA dont le lancement a eu lieu en novembre. La baisse séquentielle de l’amortissement des immobilisations corporelles au premier trimestre de 2009 tient au fait que certaines immobilisations ont été entièrement amorties en 2008.

L’amortissement des actifs incorporels au quatrième trimestre de 2009 a diminué, des crédits d’impôt à l’investissement d’environ 10 millions de dollars ayant été portés en réduction de la charge d’amortissement touchant des immobilisations capitalisées lors d’exercices antérieurs qui sont maintenant entièrement amorties, suivant l’établissement de leur admissibilité par l’administration fiscale. Dans un même ordre d’idées, l’amortissement des actifs incorporels au quatrième trimestre de 2008 a été présenté déduction faite de crédits d’impôt à l’investissement d’environ 6 millions de dollars. La hausse séquentielle de l’amortissement des actifs incorporels au troisième trimestre de 2008 est imputable à la mise en œuvre de la plateforme intégrée de facturation pour les abonnés des services résidentiels en Colombie-Britannique en juillet 2008.

Les coûts de financement comptabilisés au quatrième trimestre de 2009 incluent une perte de 99 millions de dollars au titre du rachat anticipé de titres de créance à long terme, à savoir le rachat anticipé d’une tranche de 30 % du montant en capital des billets à 8 % en dollars américains (échéant en juin 2011), et à la résiliation des swaps de devises connexes. Ce rachat a été financé par l’émission de 1 milliard de dollars de billets à 5,05 % échéant dans 10 ans. Les coûts de financement pour chaque période sont présentés déduction faite de montants variables d’intérêts créditeurs, y compris les intérêts découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs.

Les tendances observées au chapitre du bénéfice net et du bénéfice par action reflètent les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que les ajustements liés aux variations des impôts sur les bénéfices, des règlements et des redressements visant des exercices antérieurs, y compris les intérêts connexes sur les redressements. La diminution du nombre d’actions en circulation découlant des rachats d’actions effectués avant 2008 a également eu une incidence favorable sur le bénéfice par action.

Ajustements liés aux impôts sur les bénéfices (en millions de dollars, sauf le bénéfice par action)	T4 2009	T3 2009	T2 2009	T1 2009	T4 2008	T3 2008	T2 2008	T1 2008
Incidence approximative sur le bénéfice net	79	14	19	62	32	—	—	17
Incidence approximative sur le bénéfice par action	0,25	0,04	0,06	0,20	0,10	—	—	0,05
Bénéfice par action de base approximatif excluant les incidences fiscales	0,24	0,84	0,71	0,81	0,80	0,89	0,83	0,85

2.3 Résultats d'exploitation consolidés

(en millions de dollars, sauf la marge du BAIIA)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Produits d'exploitation	2 443	2 454	(0,4) %	9 606	9 653	(0,5) %
Charges d'exploitation	1 577	1 479	6,6 %	5 925	5 815	1,9 %
Coûts de restructuration	77	38	102,6 %	190	59	n.s.
BAIIA ¹	789	937	(15,8) %	3 491	3 779	(7,6) %
Amortissement des immobilisations corporelles	347	351	(1,1) %	1 341	1 384	(3,1) %
Amortissement des actifs incorporels	94	84	11,9 %	381	329	15,8 %
Bénéfice d'exploitation	348	502	(30,7) %	1 769	2 066	(14,4) %
Marge du BAIIA ² (en %)	32,3	38,2	(5,9) pts	36,3	39,1	(2,8) pts

1. Le BAIIA est une mesure non définie par les PCGR. Se reporter à la rubrique 6.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) ».
2. BAIIA divisé par les produits d'exploitation.

L'analyse qui suit porte sur les résultats consolidés de TELUS. Des informations sectorielles sont fournies à la rubrique 2.4, « Résultats du secteur des services filaires », à la rubrique 2.5, « Résultats du secteur des services mobiles », et à la rubrique 4.2, « Sorties liées aux activités d'investissement – Dépenses en immobilisations ».

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation consolidés ont diminué de 11 millions de dollars et de 47 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Les produits tirés des services de réseau mobiles ont reculé de 19 millions de dollars au quatrième trimestre et ont augmenté de 23 millions de dollars pour l'exercice complet, la forte croissance des produits tirés des services de transmission de données ayant été neutralisée par la baisse continue des produits tirés des services de transmission de la voix. Les produits tirés de l'équipement mobile et les autres produits ont augmenté de 56 millions de dollars au quatrième trimestre et de 52 millions de dollars pour l'exercice complet, en raison de l'accroissement de la gamme de téléphones intelligents et de la hausse des volumes de fidélisation, ainsi que de la prise en compte des résultats de Black's (société acquise en septembre 2009), facteurs neutralisés en partie par les plus faibles volumes d'acquisition d'abonnés. Dans le secteur des services filaires, les produits tirés des services de transmission de données se sont accrus de 26 millions de dollars au quatrième trimestre et de 74 millions de dollars pour l'exercice complet, mais cette croissance a été largement neutralisée par la diminution de 61 millions de dollars et de 198 millions de dollars, respectivement, des produits tirés des services locaux et interurbains de transmission de la voix découlant de la concurrence locale, du remplacement de la technologie ainsi que des répercussions d'ordre économique.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont augmenté de 98 millions de dollars au quatrième trimestre et de 110 millions de dollars pour l'exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Salaires, charge au titre des avantages sociaux sauf celle liée aux RRPD ¹ , et autres charges liées à l'effectif	605	607	(0,3) %	2 375	2 549	(6,8) %
Charge (économie) au titre des RRPD	5	(25)	n.s.	18	(100)	n.s.
Autres charges d'exploitation	967	897	7,8 %	3 532	3 366	4,9 %
	1 577	1 479	6,6 %	5 925	5 815	1,9 %

1. RRPD – régimes de retraite à prestations déterminées

En ce qui a trait aux variations des charges d'exploitation enregistrées au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2009 :

- Les salaires, charge au titre des avantages sociaux (sauf celle liée aux RRPD) et les autres charges liées à l'effectif ont diminué de 2 millions de dollars et de 174 millions de dollars, respectivement. Ces diminutions tiennent principalement à une réduction des primes de rendement comptabilisées découlant du rendement de l'exploitation prévu à la baisse, ainsi qu'à une diminution du nombre d'employés (équivalents temps plein) au cours de 2009 au pays; par ailleurs, la rémunération de base des cadres a fait l'objet d'un gel en 2008. La diminution au cours du trimestre tient au moment auquel les primes de rendement ont été comptabilisées en 2008, la société ayant réalisé qu'il lui serait probablement impossible d'atteindre les objectifs en matière de rendement pour l'exercice.
- La charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées de TELUS a augmenté de 30 millions de dollars et de 118 millions de dollars, respectivement, en raison principalement de la baisse de valeur des actifs de ces régimes en 2008.

- Les autres charges d'exploitation ont augmenté de 70 millions de dollars et de 166 millions de dollars, respectivement. L'augmentation tient compte de la hausse des coûts de fidélisation des abonnés des services mobiles, de l'accroissement pour l'exercice complet des coûts liés au réseau mobile découlant de l'usage accru de téléphones intelligents, de la hausse pour le trimestre et l'exercice complet des coûts liés à la programmation du service TELUS TV et des coûts d'acquisition liés aux abonnés des services filaires, ainsi que de l'augmentation pour l'exercice complet des coûts liés à la mise en place de services pour les nouvelles entreprises clientes des services filaires. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par la diminution des coûts liés aux services d'itinérance ainsi que par la réduction des frais de marketing liés aux services mobiles et des frais de publicité et de promotion des services filaires pour l'exercice. Les créances douteuses du secteur des services mobiles ont reculé de 7 millions de dollars au quatrième trimestre, mais elles ont augmenté de 10 millions de dollars pour l'exercice.

Coûts de restructuration

Les coûts de restructuration se sont établis à 77 millions de dollars et à 190 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2009, en hausse de 39 millions de dollars et de 131 millions de dollars, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Les coûts de restructuration en 2009 se composent principalement d'indemnités de départ concernant des initiatives telles que la réduction de l'effectif, l'optimisation des services d'impartition et de délocalisation des processus d'affaires et le regroupement des unités d'affaires. La société s'attend à comptabiliser une charge d'environ 75 millions de dollars relativement aux initiatives au titre du Programme d'efficacité opérationnelle en 2010.

BAIIA

Le BAIIA consolidé a diminué d'environ 148 millions de dollars, ou 16 %, au quatrième trimestre et d'environ 288 millions de dollars, ou 8 %, pour l'exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. La baisse du BAIIA tient principalement à la hausse considérable de la charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées et des coûts de restructuration. Le BAIIA, compte non tenu de l'incidence de la hausse de la charge de retraite et des coûts de restructuration, a diminué de 79 millions de dollars, ou 8 %, au quatrième trimestre et il a reculé de 39 millions de dollars, ou 1 %, pour l'exercice complet. Les résultats à la baisse sous-jacents sont imputables au recul des PMAA du secteur des services mobiles découlant de la récession et des pressions concurrentielles et à l'augmentation des frais de fidélisation des abonnés des services mobiles, ainsi qu'à l'accroissement, pour l'exercice complet, des coûts liés à la prestation du service TELUS TV et à la mise en place de services pour les nouvelles entreprises clientes des services filaires. Ces augmentations ont été neutralisées en partie par la baisse des charges liées à l'effectif autres que celles au titre des régimes de retraite, la diminution des frais de publicité et de promotion des services filaires, ainsi que la baisse des coûts liés à l'acquisition de nouveaux abonnés des services mobiles. Compte non tenu de la hausse de la charge de retraite et des coûts de restructuration, le BAIIA sous-jacent du secteur des services filaires a diminué de 20 millions de dollars au quatrième trimestre et il a augmenté de 22 millions de dollars pour l'exercice complet, et le BAIIA sous-jacent du secteur des services mobiles a subi une baisse de 59 millions de dollars au quatrième trimestre et de 61 millions de dollars pour l'exercice complet.

Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels

Le total de l'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels a augmenté de 6 millions de dollars au quatrième trimestre et de 9 millions de dollars pour l'exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008.

- L'amortissement des immobilisations corporelles a diminué de 4 millions de dollars et de 43 millions de dollars, respectivement. Cette baisse reflète l'amortissement dégressif comptabilisé en 2008 par suite d'une réduction des durées de service estimatives de certains actifs liés à la commutation de circuits numériques, ainsi que l'amortissement intégral de certaines stations cellulaires numériques. Ce facteur a été neutralisé par la croissance des immobilisations au cours de l'exercice.
- L'amortissement des actifs incorporels a augmenté de 10 millions de dollars et de 52 millions de dollars, respectivement. Ces augmentations tiennent compte de l'amortissement d'un montant d'environ 18 millions de dollars pour l'exercice aux fins de la mise en service, en juillet 2008, de la plateforme intégrée de facturation et de service à la clientèle pour les abonnés des services filaires en Colombie-Britannique. La tranche restante tient essentiellement à l'augmentation de l'amortissement d'autres logiciels administratifs et logiciels pour applications réseaux, y compris les logiciels utilisés aux fins du lancement du réseau HSPA en novembre 2009.
- La société a effectué le test de dépréciation annuel de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels en décembre et déterminé qu'aucune perte de valeur ne s'était produite.

Bénéfice d'exploitation

Le bénéfice d'exploitation a diminué de 154 millions de dollars et de 297 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en raison principalement de la baisse du BAIIA.

Autres éléments de l'état des résultats

Autres charges, montant net (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
	10	11	(9,1) %	32	36	(11,1) %

Les autres charges, montant net, comprennent la charge liée à la titrisation de créances, le bénéfice (la perte) ou la réduction de valeur de placements en actions ou de placements de portefeuille, les gains et les pertes à la cession de biens immobiliers et les dons de bienfaisance.

La charge liée à la titrisation de créances s'est élevée à environ 3 millions de dollars et 10 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2009, soit des résultats semblables à ceux comptabilisés en 2008. Le produit moyen tiré des créances titrisées a augmenté en 2009 par rapport à 2008, résultat qui a été neutralisé par la diminution des taux moyens. Pour de plus amples renseignements à ce sujet, se reporter à la rubrique 4.6, « Vente de créances ». Les charges au titre des dons de bienfaisance et les autres gains et pertes nets sont demeurés dans l'ensemble inchangés.

Coûts de financement (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Intérêts sur la dette à long terme, obligations à court terme et autres	131	128	2,3 %	483	481	0,4 %
(Gains) pertes de change	—	—	n.s.	(3)	(1)	n.s.
Perte liée au rachat de titres de créance à long terme	99	—	n.s.	99	—	n.s.
	230	128	79,7 %	579	480	20,6 %
Intérêts capitalisés durant la construction	—	—	n.s.	—	(3)	n.s.
Intérêts créditeurs (remboursements d'impôts)	—	(8)	n.s.	(46)	(9)	n.s.
Intérêts créditeurs (autres)	—	(2)	n.s.	(1)	(5)	n.s.
	230	118	94,5 %	532	463	14,9 %

Les intérêts débiteurs sur la dette à long terme et à court terme et autres ont augmenté de 3 millions de dollars et de 2 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. La hausse du solde moyen de la dette en 2009, qui découle essentiellement du paiement effectué au titre des licences de spectre pour les services sans fil évolués (« SSFE ») au troisième trimestre de 2008, a été en grande partie neutralisée par une diminution du taux d'intérêt effectif.

En décembre 2009, la société a procédé au rachat anticipé d'une tranche de 583,5 millions de dollars US des billets libellés en dollars américains et à la résiliation des swaps de devises connexes. Pour financer ce rachat, elle a émis 1 milliard de dollars de billets à 5,05 % échéant dans 10 ans. Relativement à ce rachat, la société a comptabilisé une perte de 63 millions de dollars sur les billets à 8 % libellés en dollars américains échéant en juin 2011 qui ont été rachetés, et une perte de 36 millions de dollars au titre de la résiliation des swaps de devises connexes.

Les intérêts créditeurs liés aux remboursements d'impôts découlent du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs, et les autres intérêts créditeurs se composent principalement d'intérêts sur le solde de trésorerie et sur les placements temporaires.

Impôts sur les bénéfices (économie d'impôts) (en millions de dollars, sauf les taux d'imposition)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Impôts fédéral et provinciaux combinés de base aux taux d'imposition prévus par la loi	34	116	(70,7) %	366	486	(24,7) %
Réévaluation du passif d'impôts futurs pour refléter les taux d'imposition prévus par la loi futurs	(63)	(9)	—	(99)	(41)	—
Écart de taux d'imposition appliqué au redressement lié à des exercices antérieurs, et ajustements corrélatifs à ce redressement	(20)	(20)	—	(68)	(21)	—
Rémunération sous forme d'attributions d'options sur actions	1	2	—	4	6	—
Autres	—	(1)	—	—	6	—
	(48)	88	n.s.	203	436	(53,4) %
Taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi (en %)	31,5	31,2	0,3 pt	30,3	31,0	(0,7) pt
Taux d'imposition effectifs (en %)	n.s.	23,5	n.s.	16,8	27,8	(11,0) pts

La baisse de la charge d'impôts fédéral et provinciaux combinés au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2009, par rapport à 2008, découle de la diminution du bénéfice avant impôts et de la réduction des taux d'imposition combinés prévus par la loi pour l'exercice complet. Les taux d'imposition effectifs pour les deux exercices étaient moins élevés que les taux prévus par la loi, en raison de l'écart de taux d'imposition appliqué au redressement lié à des exercices antérieurs et des ajustements corrélatifs à ce redressement, de la réévaluation du passif d'impôts futurs découlant des réductions des taux d'imposition futurs en Colombie-Britannique et en Ontario, ainsi que des taux d'imposition futurs appliqués aux écarts temporaires. Les modifications des taux d'imposition futurs en Colombie-Britannique sont entrées en vigueur au premier trimestre de 2009, ce qui aura pour effet de réduire les taux avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2010. En 2008, une réduction des taux d'imposition en Colombie-Britannique est entrée en vigueur, avec prise d'effet le 1^{er} juillet 2008. Les modifications des taux d'imposition en Ontario pour 2010 à 2013 sont entrées en vigueur au quatrième trimestre de 2009 et elles s'appliquent aux impôts sur les bénéfices provinciaux à compter du 1^{er} juillet 2010.

Autres éléments du résultat étendu (en millions de dollars, sauf les taux d'imposition)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
	33	(17)	n.s.	58	(26)	n.s.

Les autres éléments du résultat étendu comprennent les variations de la juste valeur non réalisée des dérivés désignés comme des couvertures des flux de trésorerie et liés principalement aux titres de créance libellés en dollars américains. Le rachat anticipé d'une tranche des billets libellés en dollars américains effectué en décembre 2009 a donné lieu à la comptabilisation d'un crédit de 36 millions de dollars au poste Autres éléments du résultat étendu, et les variations des swaps de devises non réalisées précédemment ont été portées en résultat net comme une perte liée au rachat de titres de créance à long terme, une composante des coûts de financement.

2.4 Résultats du secteur des services filaires

Produits d'exploitation – secteur des services filaires (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Services locaux de transmission de la voix	450	480	(6,3) %	1 856	1 973	(5,9) %
Services interurbains de transmission de la voix	142	173	(17,9) %	619	700	(11,6) %
Services de transmission de données	554	528	4,9 %	2 146	2 072	3,6 %
Autres	72	85	(15,3) %	278	276	0,7 %
Produits d'exploitation externes	1 218	1 266	(3,8) %	4 899	5 021	(2,4) %
Produits d'exploitation tirés d'activités intersectorielles	36	35	2,9 %	134	131	2,3 %
Total des produits d'exploitation	1 254	1 301	(3,6) %	5 033	5 152	(2,3) %

Le total des produits d'exploitation du secteur des services filaires a diminué de 47 millions de dollars et de 119 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en raison de ce qui suit :

- Les produits tirés des services locaux de transmission de la voix ont reculé de 30 millions de dollars et de 117 millions de dollars, respectivement, au cours du trimestre et de l'exercice complet. Ces résultats à la baisse tiennent principalement à la diminution des produits tirés des services d'accès de base et des services améliorés de transmission de la voix découlant de la concurrence à l'égard de l'obtention d'abonnés des services résidentiels, de la diminution consécutive des lignes résidentielles locales d'accès au réseau ainsi que d'offres concurrentielles similaires, de même qu'à la réduction des lignes commerciales d'accès découlant de répercussions d'ordre économique et de l'intensification de la concurrence, y compris la concurrence au chapitre des tarifs.

Indicateurs de l'exploitation – secteur des services filaires

Lignes d'accès au réseau (en milliers)	Aux 31 décembre		
	2009	2008	Variation
Lignes résidentielles	2 238	2 402	(6,8) %
Lignes commerciales	1 810	1 844	(1,8) %
Total	4 048	4 246	(4,7) %

(Pertes nettes) ajouts nets de lignes d'accès au réseau (en milliers)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercice terminés les 31 décembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Lignes résidentielles	(41)	(42)	2,4 %	(164)	(194)	15,5 %
Lignes commerciales	(11)	6	n.s.	(34)	36	n.s.
Total	(52)	(36)	(44,4) %	(198)	(158)	(25,3) %

Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau en 2009 ont diminué par rapport à celles enregistrées en 2008, en raison des mesures plus efficaces en matière de reconquête et de la synergie découlant des services groupés, y compris TELUS TV, ainsi que du ralentissement de l'élargissement de l'expansion géographique du service de téléphone numérique d'un câblodistributeur concurrent. La diminution des lignes commerciales d'accès au réseau au cours de ces périodes reflète la percée des câblodistributeurs concurrents sur le marché des services aux PME, ainsi que certaines répercussions d'ordre économique ayant donné lieu à une augmentation du nombre de débranchements et à une baisse du nombre d'installations, particulièrement en Colombie-Britannique et en Alberta. Le nombre de lignes commerciales d'accès au réseau en Ontario et au Québec a augmenté en 2009. De plus, la croissance de certains services de transmission de données, tels que les réseaux privés, n'est pas prise en compte dans le nombre de lignes commerciales d'accès au réseau, et le passage des services de transmission de la voix existants aux services IP a donné lieu à une baisse générale des lignes commerciales d'accès au réseau.

- Les produits tirés des services interurbains de transmission de la voix ont diminué de 31 millions de dollars et de 81 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2009. Ces résultats à la baisse sont principalement imputables à la réduction de la moyenne des tarifs à la minute découlant de la concurrence continue au chapitre des tarifs dans l'ensemble de l'industrie, à la diminution du nombre d'abonnés et à la baisse des volumes à la minute facturés.
- Les produits tirés des services filaires de transmission de données ont augmenté de 26 millions de dollars et de 74 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2009. Ces résultats à la hausse tiennent principalement i) à la croissance du nombre d'abonnés des services de divertissement numériques; ii) à l'accroissement des services Internet et des services de transmission et d'hébergement de données améliorés, neutralisé en partie par la diminution des tarifs moyens découlant des pressions concurrentielles; iii) à la hausse des produits tirés des services gérés à l'intention du marché d'affaires découlant de la croissance des services d'impartition pour les abonnés des services d'affaires. Les résultats à la hausse pour l'exercice complet ont été neutralisés en partie par la diminution des produits tirés des services de radiodiffusion et de vidéoconférence ainsi que par les ventes à la baisse d'équipement de transmission de données, y compris l'incidence de ventes d'équipement plus importantes au premier trimestre de 2008.

Indicateurs de l'exploitation – secteur des services filaires

Abonnés à Internet et à TELUS TV (en milliers)	Aux 31 décembre		
	2009	2008	Variation
Abonnés à Internet haute vitesse ¹	1 128	1 096	2,9 %
Abonnés à Internet commuté	87	124	(29,8) %
Total des abonnés aux services Internet ¹	1 215	1 220	(0,4) %
Abonnés à TELUS TV ²	170	78	117,9 %

Ajouts nets (pertes nettes) d'abonnés à Internet et à TELUS TV (en milliers)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse ¹	11	19	(42,1) %	37	76	(51,3) %
Réductions nettes d'abonnés à Internet commuté	(9)	(10)	10,0 %	(37)	(31)	(19,4) %
Total des ajouts nets d'abonnés aux services Internet ¹	2	9	(77,8) %	—	45	(100,0) %
Ajouts nets d'abonnés à TELUS TV ²	33	15	120,0 %	92	43	114,0 %

1. Les soldes d'ouverture concernant les abonnés à Internet haute vitesse et le total des abonnés au service Internet pour le deuxième trimestre de 2009 ont été réduits de 5 000 afin de tenir compte des ajustements effectués à l'exercice précédent.

2. Comprend les abonnés à TELUS TV Satellite^{MC} avec prise d'effet à l'exercice 2009.

Les ajouts nets d'abonnés à Internet haute vitesse ont diminué en 2009, par rapport à 2008, résultat qui tient au fait que le marché est de plus en plus établi ainsi qu'à la formation à la baisse de ménages, et au fait que les câblodistributeurs concurrents ont élargi leur gamme de produits, leurs tarifs promotionnels et leurs offres en matière de reconquête. Le nombre d'abonnés au service numérique TELUS TV a plus que doublé en 2009, la société ayant continué d'améliorer ses capacités en matière d'installation, procédé au lancement de la programmation haute définition et des ENP, accru sa couverture géographique, lancé le service TELUS TV Satellite, et obtenu un vif succès avec ses produits groupés.

- Les autres produits ont diminué de 13 millions de dollars au quatrième trimestre et ils ont augmenté de 2 millions de dollars pour l'exercice complet 2009, en raison principalement des variations des ventes d'équipement de transmission de la voix.
- Les produits tirés d'activités intersectorielles représentent les services fournis par le secteur des services filaires au secteur des services mobiles. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services mobiles.

Charges d'exploitation – secteur des services filaires (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Salaires, charge (économie) au titre des avantages sociaux, sauf celle liée aux RRPD ¹ , et autres charges liées à l'effectif	450	466	(3,4) %	1 792	1 944	(7,8) %
Charge (économie) au titre des RRPD	6	(23)	n.s.	20	(91)	n.s.
Autres charges d'exploitation	370	381	(2,9) %	1 485	1 474	0,7 %
Charges d'exploitation	826	824	0,2 %	3 297	3 327	(0,9) %
Coûts de restructuration	74	32	131,3	178	51	n.s.
Total des charges d'exploitation	900	856	5,1 %	3 475	3 378	2,9 %

1. RRPD – régimes de retraite à prestations déterminées

Le total des charges d'exploitation a augmenté de 44 millions de dollars et de 97 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008.

- Les salaires, charge au titre des avantages sociaux et autres charges liées à l'effectif ont diminué de 16 millions de dollars et de 152 millions de dollars, respectivement, pour le trimestre et l'exercice complet. Ces baisses découlent de l'importante réduction des primes de rendement comptabilisées découlant du rendement de l'exploitation moins élevé qu'il était prévu pour 2009, ainsi que du nombre réduit d'employés au pays (équivalents temps plein) et des initiatives au titre du Programme d'efficacité opérationnelle, y compris celles touchant les coûts discrétionnaires liés à l'effectif tels que les frais de déplacement. La diminution au cours du trimestre tient au moment auquel les primes de rendement ont été comptabilisées en 2008, la société ayant réalisé qu'il lui serait probablement impossible d'atteindre les objectifs en matière de rendement pour l'exercice.
- La charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées a augmenté de 29 millions de dollars et de 111 millions de dollars, respectivement, pour le trimestre et l'exercice complet, en raison principalement de la baisse de valeur des actifs de ces régimes en 2008.
- Les autres charges d'exploitation ont reculé de 11 millions de dollars au quatrième trimestre et elles ont augmenté de 11 millions de dollars pour l'exercice complet. Le recul au cours du trimestre tient principalement aux coûts relatifs aux ventes d'équipement à la baisse, ainsi qu'à la diminution des frais de transit et de résiliation découlant de la baisse des volumes à la minute d'appels interurbains sortants qui ont été en partie contrebalancés par les hausses des coûts liés à la programmation du service TELUS TV et des coûts d'acquisition liés aux abonnés. L'augmentation pour l'exercice complet tient aux coûts relatifs à la programmation de TELUS TV et à l'obtention de nouveaux clients découlant de l'accroissement des activités de mise en service, ainsi qu'aux coûts des installations d'accès aux fins de la mise en œuvre de nouveaux contrats, facteurs neutralisés en partie par la diminution des frais de publicité et de promotion et par la réduction des frais de transit et de résiliation.
- Les coûts de restructuration se sont accrus de 42 millions de dollars et de 127 millions de dollars, respectivement, pour le trimestre et l'exercice complet, en raison de plusieurs initiatives au titre de la mise en œuvre accélérée du Programme d'efficacité opérationnelle de la société.

BAIIA – secteur des services filaires	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
BAIIA (en millions de dollars)	354	445	(20,4) %	1 558	1 774	(12,2) %
Marge du BAIIA (en %)	28,2	34,2	(6,0) pts	31,0	34,4	(3,4) pts

Le BAIIA du secteur des services filaires a diminué de 91 millions de dollars et de 216 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces résultats à la baisse découlent principalement de la hausse des coûts de restructuration et de la charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées. En excluant la hausse des coûts de restructuration et de la charge de retraite, le BAIIA du secteur des services filaires a diminué de 20 millions de dollars pour le trimestre et il a augmenté de 22 millions de dollars pour l'exercice complet. La diminution sous-jacente pour le trimestre est imputable au maintien des pressions sur les services de transmission de la voix traditionnels et sur les services de transmission de données existants, ainsi qu'à la dilution découlant des coûts initiaux engagés relativement aux services en pleine croissance, y compris la mise en œuvre de contrats d'entreprise d'envergure. L'augmentation sous-jacente pour l'exercice complet tient à la diminution des primes de rendement comptabilisées, au nombre réduit d'employés (équivalents temps plein) et aux mesures de compression des coûts ayant donné lieu à une réduction des coûts discrétionnaires liés à l'effectif et des frais de publicité et de promotion, facteurs neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à la prestation de services de télévision et à la mise en place de services pour de nouvelles entreprises clientes. La pression exercée sur la marge du BAIIA, que la société compte atténuer grâce à la mise en œuvre continue d'initiatives au titre du Programme d'efficacité opérationnelle, découle de la baisse des produits tirés des services de transmission de la voix générant des marges plus élevées que les services de transmission de données en pleine croissance.

2.5 Résultats du secteur des services mobiles

Produits d’exploitation – secteur des services mobiles (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Services de réseau	1 103	1 122	(1,7) %	4 392	4 369	0,5 %
Équipement et autres produits	122	66	84,8 %	315	263	19,8 %
Produits d’exploitation externes	1 225	1 188	3,1 %	4 707	4 632	1,6 %
Produits d’exploitation tirés des activités intersectorielles	7	7	—	28	28	—
Total des produits d’exploitation	1 232	1 195	3,1 %	4 735	4 660	1,6 %

Les produits tirés du secteur des services mobiles ont augmenté de 37 millions de dollars et de 75 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l’exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en raison de ce qui suit :

- Les produits tirés des services de réseau ont reculé de 19 millions de dollars pour le trimestre et ils se sont accrus de 23 millions de dollars pour l’exercice complet. La croissance de 40 millions de dollars, ou 20 %, des produits tirés des services de transmission de données enregistrée au quatrième trimestre a ralenti en raison de l’utilisation accrue de forfaits de services de données et de la baisse des tarifs liés aux services de transmission de données en itinérance, et elle a été largement neutralisée par la baisse de 59 millions de dollars, ou 6 %, des produits tirés des services de transmission de la voix. La croissance de 207 millions de dollars, ou 30 %, des produits tirés des services de transmission de données pour l’exercice complet a été neutralisée en partie par la baisse de 184 millions de dollars, ou 5 %, des produits tirés des services de transmission de la voix. Les produits tirés des services mobiles de transmission de données représentent 22 % et 20 %, respectivement, des produits tirés des services de réseau au quatrième trimestre et pour l’exercice complet, comparativement à 18 % et à 16 % aux périodes correspondantes de 2008. La croissance des produits tirés des services de transmission de données continue à refléter les produits élevés tirés des services liés à la messagerie textuelle et aux téléphones intelligents, qui découlent de la pénétration accrue du marché des téléphones intelligents, de l’utilisation accrue de forfaits de services de données, des appareils compatibles avec les technologies HSPA et EVDO haute vitesse et des clés Internet mobile, facteurs neutralisés en partie par la baisse des tarifs liés aux services de transmission de données en itinérance depuis l’étranger.

Les PMAA combinés se sont établis à 57,38 \$ au quatrième trimestre de 2009, soit un résultat en baisse de 4,78 \$, ou 7,7 %, par rapport à la période correspondante de 2008; ce résultat reflète la baisse saisonnière habituelle enregistrée par rapport aux PMAA de 59,45 \$ constatés au troisième trimestre de 2009. Les PMAA combinés se sont chiffrés à 58,46 \$ pour l’exercice complet 2009, en baisse de 4,27 \$, ou 6,8 %, par rapport à 2008.

Les PMAA tirés des services de transmission de données se sont établis à 12,60 \$ au quatrième trimestre, en hausse de 1,43 \$, ou 13 %, par rapport à la période correspondante de 2008, et ils se sont élevés à 11,88 \$ pour l’exercice complet 2009, en hausse de 2,04 \$, ou 21 %. Le ralentissement de la croissance des PMAA tirés des services de transmission de données tient à l’utilisation accrue de forfaits de services de données et de clés Internet mobile, ainsi qu’à la réduction des tarifs liés aux services d’itinérance. Les PMAA tirés des services de transmission de la voix se sont établis à 44,78 \$ au quatrième trimestre, en baisse de 6,21 \$, ou 12 %, et ceux pour l’exercice complet se sont élevés à 46,58 \$, en baisse de 6,31 \$, ou 12 %. La tendance à la baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix s’est maintenue et elle est imputable à divers facteurs, notamment le nombre à la baisse de minutes par abonné des services résidentiels et d’affaires, l’utilisation accrue des forfaits minutes incluses découlant des changements dans les habitudes des abonnés et de l’adoption de forfaits visant à optimiser les tarifs (y compris la suppression des frais d’accès au système et des frais pour le service 911 s’appliquant aux nouveaux forfaits lancés en novembre 2009, laquelle est compensée en partie uniquement par une hausse de tarifs mensuelle de 5 \$), la baisse des PMAA tirés du service Mike, la pénétration accrue de la marque Koodo à l’appui de la croissance des produits tirés des services de réseau et du nombre d’abonnés, et la baisse des tarifs liés au service d’itinérance depuis l’étranger, facteurs neutralisés en partie par la hausse des produits découlant des meilleures caractéristiques des services offerts.

Les ajouts bruts d’abonnés ont reculé de 2 % à 3 % au quatrième trimestre et pour l’exercice complet 2009, mais une amélioration s’est produite au chapitre de la composition des ajouts bruts et des ajouts nets d’abonnés des services postpayés et prépayés. Les ajouts bruts d’abonnés des services postpayés ont représenté environ 66 % du total des ajouts bruts au quatrième trimestre et 65 % pour l’exercice complet 2009, comparativement à 63 % et à 64 %, respectivement, aux périodes correspondantes de 2008. Les ajouts nets d’abonnés des services postpayés ont représenté 89 % et 93 %, respectivement, du total des ajouts nets au quatrième trimestre et pour l’exercice complet 2009, comparativement à 80 % et à 86 %, respectivement, aux périodes correspondantes de 2008.

Les ajouts nets au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2009 ont diminué de 18 % et de 31 %, respectivement, une fois que les chiffres correspondants de l'exercice 2008 ont été normalisés pour tenir compte du débranchement de 28 000 abonnés le 15 septembre 2008, par suite de la mise hors service du réseau analogique de TELUS. Les ajouts nets reflètent une réduction de 55 % des ajouts nets d'abonnés des services prépayés pour le trimestre (67 % pour l'exercice), qui tient au fait que la société a décidé d'accorder une moins grande importance à ce segment du marché présentant une valeur moins élevée. Le ralentissement de la croissance au sein de l'industrie, la hausse légère des taux de désabonnement et la concurrence sur le marché ont eu des répercussions sur les ajouts nets en 2009, par rapport aux ajouts nets normalisés comptabilisés en 2008.

Le taux de désabonnement combiné au quatrième trimestre de 2009 s'est établi à 1,60 %, soit un résultat stable par rapport à la période correspondante de 2008, qui tient au taux de désabonnement moins élevé lié à la marque Koodo et au segment des services prépayés, facteur neutralisé par les pressions concurrentielles continues sur le plan du marketing. Le taux de désabonnement combiné pour l'exercice complet 2009 s'est établi à 1,58 %, en hausse comparativement à 1,52 % en 2008 (en excluant l'incidence du débranchement des abonnés des services analogiques en septembre 2008). L'augmentation du taux de désabonnement reflète la hausse du taux de désabonnement non volontaire découlant de la récession, le taux de désabonnement moins élevé lié à la marque Koodo comptabilisé à l'exercice précédent, consécutif au lancement initial de cette marque en mars 2008, et les pressions concurrentielles continues sur le plan du marketing, tant en ce qui concerne le segment des services postpayés que celui des services prépayés.

Indicateurs de l'exploitation – secteur des services mobiles

				Aux 31 décembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Abonnés (en milliers)						
Postpayés ¹	5 290	4 922	7,5 %			
Prépayés	1 234	1 207	2,2 %			
Total¹	6 524	6 129	6,4 %			
Proportion du nombre d'abonnés qui sont des abonnés des services postpayés (en %)	81,1	80,3	0,8 pt			
Population ² couverte par les services numériques (en millions) ³	33,1	32,6	1,5 %			
Population couverte par le réseau HSPA (en millions) ³	>31,0	—	n.s.			
	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Ajouts bruts d'abonnés (en milliers)						
Postpayés	283	279	1,4 %	1 036	1 062	(2,4) %
Prépayés	148	162	(8,6) %	563	593	(5,1) %
Total	431	441	(2,3) %	1 599	1 655	(3,4) %
Ajouts nets d'abonnés (en milliers)						
Postpayés	109	119	(8,4) %	379	481	(21,2) %
Prépayés	13	29	(55,2) %	27	80	(66,3) %
Total⁴	122	148	(17,6) %	406	561	(27,8) %
Total des ajouts nets d'abonnés – ajusté ⁴	—	—	—	406	588	(31,0) %
PMAA (en dollars) ⁵	57,38	62,16	(7,7) %	58,46	62,73	(6,8) %
Taux de désabonnement, par mois (en %) ⁵	1,60	1,62	(0,02) pt	1,58	1,57	0,01 pt
Taux de désabonnement ajusté, par mois (en %) ⁴	—	—	—	1,58	1,52	0,06 pt
Nombre moyen de minutes par abonné par mois	389	412	(5,6) %	392	411	(4,6) %
Frais d'acquisition ⁶ par ajout brut d'abonné (en dollars) ^{5,7}	380	372	2,2 %	337	351	(4,0) %
Frais de fidélisation en pourcentage des produits tirés des services de réseau (en %) ^{5,7}	12,1	9,4	2,7 pts	10,9	8,9	2,0 pts
BAIIA, à l'exclusion des frais d'acquisition (en millions de dollars)	598	656	(8,8) %	2 472	2 587	(4,4) %
BAIIA en pourcentage des produits tirés des services de réseau	39,4	43,9	(4,5) pts	44,0	45,9	(1,9) pt

pt(s) – point(s) de pourcentage

- Le solde d'ouverture concernant les abonnés des services postpayés et le total des abonnés a été réduit d'environ 11 000 au quatrième trimestre de 2009, de manière à tenir compte des ajustements apportés à la période précédente.
- Par « population », on entend le nombre de personnes vivant dans une zone de population comprise, en totalité ou presque, dans les zones de couverture.
- Y compris les ententes de services d'itinérance et de revente, conclues principalement avec Bell Canada.
- Les ajouts nets et le taux de désabonnement combiné pour 2008 tiennent compte de l'incidence de la mise hors service du réseau analogique de TELUS le 15 septembre 2008. Les chiffres ajustés en ce qui a trait aux ajouts nets d'abonnés et au taux de désabonnement ne tiennent pas compte de l'incidence du débranchement d'environ 28 000 abonnés découlant de la mise hors service du réseau analogique.
- Se reporter à la rubrique 6.3, « Définition des indicateurs clés de l'exploitation ». Ces mesures ne sont pas définies par les principes comptables généralement reconnus du Canada ni des États-Unis. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement de l'exploitation d'une société de services mobiles.
- Frais d'acquisition.
- En 2009, la société a amélioré l'évaluation de ses frais d'acquisition et de fidélisation effectuée à l'aide de ses systèmes opérationnels, de manière à assurer une concordance avec les modifications apportées au chapitre des activités. Les chiffres correspondants de l'exercice 2008 ont été retraités en conséquence.

- Les produits tirés des ventes d’équipement, des locations et des services ont augmenté de 56 millions de dollars au quatrième trimestre et de 52 millions de dollars pour l’exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces résultats tiennent principalement à la prise en compte des produits de Black’s Photo depuis son acquisition en septembre 2009 (38 millions de dollars au quatrième trimestre et 44 millions de dollars pour l’exercice), à l’augmentation des produits par appareil d’abonné découlant de l’accroissement de la gamme de téléphones intelligents offerts (y compris notamment l’appareil iPhone d’Apple depuis le début de novembre 2009) et de la hausse des volumes de fidélisation et, dans une moindre mesure, à la hausse des produits tirés des accessoires, facteurs neutralisés en partie par la diminution des volumes d’acquisition d’abonnés.
- Les produits tirés des activités intersectorielles représentent les services fournis par le secteur des services mobiles au secteur des services filaires, et ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services filaires.

Charges d’exploitation – secteur des services mobiles (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Charges liées aux ventes d’équipement	263	198	32,8 %	845	720	17,4 %
Charges d’exploitation des services de réseau	156	158	(1,3) %	621	603	3,0 %
Frais de marketing	130	124	4,8 %	422	470	(10,2) %
Frais généraux et d’administration						
Salaires, charge au titre des avantages sociaux ¹ et autres charges liées à l’effectif	154	139	10,8 %	581	596	(2,5) %
Autres frais généraux et d’administration	91	78	16,7 %	321	258	24,4 %
Charges d’exploitation	794	697	13,9 %	2 790	2 647	5,4 %
Coûts de restructuration	3	6	(50,0) %	12	8	50,0 %
Total des charges d’exploitation	797	703	13,4 %	2 802	2 655	5,5 %

1. Inclut une économie de 1 million de dollars et de 2 millions de dollars, respectivement, pour le quatrième trimestre et l’exercice complet 2009, au titre des régimes de retraite à prestations déterminées, comparativement à une économie de 2 millions de dollars et de 9 millions de dollars, respectivement, pour le quatrième trimestre et l’exercice complet 2008.

Le total des charges d’exploitation du secteur des services mobiles a augmenté de 94 millions de dollars et de 147 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l’exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008.

- Les charges liées aux ventes d’équipement ont augmenté de 65 millions de dollars et de 125 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l’exercice complet 2009. Ces hausses tiennent en partie à l’augmentation des volumes au chapitre de la fidélisation et à l’accroissement des coûts par appareil afin de soutenir la migration des abonnés vers des téléphones intelligents (y compris l’appareil iPhone d’Apple depuis le début de novembre 2009), ainsi qu’à l’ajustement plus important de l’évaluation des stocks, facteurs neutralisés en partie par la diminution des volumes au chapitre des acquisitions. Les charges liées aux ventes d’équipement tiennent compte des résultats de Black’s depuis septembre 2009.
- Les charges d’exploitation des services de réseau ont reculé de 2 millions de dollars au quatrième trimestre et elles ont augmenté de 18 millions de dollars pour l’exercice complet 2009. Le recul au cours du trimestre reflète la baisse des coûts liés aux services d’itinérance découlant de la réduction des tarifs, facteur neutralisé en partie par la hausse des coûts liés au nouveau réseau HSPA, ainsi que les coûts liés à la pénétration accrue du marché des téléphones intelligents ayant entraîné une hausse des coûts liés à des revenus partagés avec des tiers et des coûts liés aux licences d’utilisation des fournisseurs de services. La hausse des charges d’exploitation pour l’exercice complet reflète principalement la croissance élevée des produits tirés des services de transmission de données ayant entraîné l’augmentation des coûts liés à des revenus partagés avec des tiers et des coûts liés aux licences d’utilisation des fournisseurs de services, facteur neutralisé en partie par la baisse des frais d’itinérance découlant de la réduction des tarifs.
- Les frais de marketing se sont accrus de 6 millions de dollars pour le trimestre et ils ont diminué de 48 millions de dollars pour l’exercice complet. La hausse au cours du trimestre reflète l’augmentation des frais de publicité et de promotion liée en partie au lancement du réseau 3G+ en novembre 2009, facteur neutralisé en partie par la baisse des commissions découlant de la réduction des volumes au chapitre des acquisitions. Les frais d’acquisition par ajout brut d’abonné ont augmenté de 8 \$ au quatrième trimestre, par rapport à la période correspondante de 2008, en raison de la hausse des frais de publicité et de promotion et du financement plus élevé par appareil pour les téléphones intelligents, facteurs neutralisés en partie par la baisse des commissions découlant d’un changement dans la gamme de produits et de l’offre de canaux à des tarifs variables dans le cadre des activités de mise en service. La réduction des frais de marketing pour l’exercice complet tient à la diminution des commissions et, dans une moindre mesure, à la baisse des frais de publicité et de promotion. Les frais d’acquisition par ajout brut d’abonné ont diminué de 14 \$ en 2009, par rapport à 2008, résultat qui reflète la diminution des commissions, laquelle a été neutralisée en partie par la hausse de coûts de financement par appareil reflétant les changements au chapitre des tarifs promotionnels et la gamme plus importante de téléphones intelligents.

Les frais de fidélisation exprimés en pourcentage des produits tirés des services de réseau se sont établis à 12,1 % et à 10,9 %, respectivement, au quatrième trimestre et pour l’exercice complet 2009. Ces résultats à la hausse reflètent l’augmentation des frais de fidélisation découlant principalement de la hausse des volumes de fidélisation attribuable au nombre plus élevé d’abonnés, ainsi que l’augmentation des coûts de financement par appareil d’abonné résultant de la migration continue des abonnés vers des téléphones intelligents, y compris l’accroissement des volumes tenant au fait que les abonnés se sont dotés d’appareils reposant sur la technologie HSPA. L’ajout à la gamme de produits de l’appareil iPhone et d’autres nouveaux téléphones intelligents devrait avoir une incidence favorable sur la mise en service future d’abonnés, sur les produits tirés des services de transmission de données et sur les PMAA, et cet ajout devrait se traduire par une utilisation accrue du réseau en raison de volumes de données plus élevés, ainsi que par une hausse des coûts de fidélisation des abonnés dans l’avenir.

- Les salaires, charge au titre des avantages sociaux et autres charges liées à l’effectif inscrits dans les frais généraux et d’administration ont augmenté de 15 millions de dollars au quatrième trimestre et ils ont diminué de 15 millions de dollars pour l’exercice complet 2009. La hausse au cours du quatrième trimestre tient principalement à la prise en compte des charges de Black’s pour 2009. La diminution pour l’exercice complet reflète la réduction générale des primes de rendement comptabilisées en 2009 et les retombées des initiatives au titre du Programme d’efficacité opérationnelle. Les autres frais généraux et d’administration se sont accrus de 13 millions de dollars et de 63 millions de dollars, respectivement; ces résultats tiennent compte de la hausse des coûts relatifs à la main-d’œuvre externe visant à soutenir l’accroissement du nombre d’abonnés, de l’augmentation des loyers découlant de l’expansion des réseaux de distribution de produits Koodo et de la prise en compte des charges de Black’s. Les créances douteuses ont diminué de 7 millions de dollars au quatrième trimestre, mais elles ont augmenté de 10 millions de dollars pour l’exercice.
- Les coûts de restructuration concernent diverses initiatives au titre du Programme d’efficacité opérationnelle de la société.

Secteur des services mobiles – BAIIA	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
BAIIA (en millions de dollars)	435	492	(11,6) %	1 933	2 005	(3,6) %
Marge du BAIIA (en %)	35,3	41,2	(5,9) pts	40,8	43,0	(2,2) pts

Le BAIIA du secteur des services mobiles a reculé de 57 millions de dollars et de 72 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l’exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Le BAIIA du secteur des services mobiles, compte non tenu de la hausse de la charge de retraite et des coûts de restructuration, a diminué de 59 millions de dollars et de 61 millions de dollars, respectivement, en raison de la croissance plus faible des produits tirés des services de transmission de données découlant de l’utilisation accrue de forfaits de services de données et de la réduction des produits tirés des services d’itinérance, de la baisse des PMAA tirés des services de transmission de la voix, de la hausse des frais de fidélisation et des coûts liés au réseau visant à soutenir la croissance des services de transmission de données, ainsi que de l’augmentation des frais généraux et d’administration afin d’appuyer l’accroissement du nombre d’abonnés, facteurs neutralisés en partie par la diminution des frais d’acquisition et des coûts liés aux services d’itinérance. La marge du BAIIA a été touchée par la hausse des frais de fidélisation et des coûts liés au réseau découlant de la migration des abonnés vers des téléphones intelligents, ainsi que par la hausse des créances douteuses pour l’exercice complet.

3. Évolution de la situation financière

Le tableau ci-après illustre les variations entre les bilans consolidés survenues au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2009.

Situation financière : (en millions de dollars)	Au 31 décembre 2009	Au 31 décembre 2008	Variation	Variation en %	Explication concernant les variations entre les bilans
Actif à court terme					
Encaisse et placements temporaires, montant net	41	4	37	n.s.	Se reporter à la rubrique 4, « Situation de trésorerie et sources de financement ».
Débiteurs	694	966	(272)	(28) %	Diminution découlant de la hausse de 200 millions de dollars du produit tiré des créances titrisées, de la réduction des produits du secteur des services filaires et de la baisse des créances de fournisseurs de services mobiles résultant de la baisse des PMAA tirés des services postpayés. Le délai moyen de règlement des débiteurs était de 46 jours au 31 décembre 2009, comparativement à 48 jours au 31 décembre 2008.
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à recevoir	16	25	(9)	(36) %	Reflète les remboursements reçus, déduction faite d'une hausse des impôts sur les bénéfices et autres impôts à recevoir comptabilisés.
Stocks	270	397	(127)	(32) %	Principalement une diminution des volumes d'appareils mobiles ainsi que des pièces et accessoires, neutralisée en partie par une proportion plus élevée d'appareils plus coûteux capables de transmettre des données.
Frais payés d'avance	105	112	(7)	(6) %	Principalement la réduction des droits de licence prépayés pour les services mobiles.
Actifs dérivés	1	10	(9)	(90) %	Principalement les ajustements à la juste valeur des couvertures de change pour les appareils mobiles.
Passif à court terme					
Créditeurs et charges à payer	1 385	1 465	(80)	(5) %	Tient compte d'une diminution des charges au titre de la rémunération de l'effectif et des avantages connexes et de la baisse des dépenses en immobilisations au quatrième trimestre, facteurs neutralisés en partie par les paiements comptabilisés au titre des régimes de retraite.
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à payer	182	163	19	12 %	Reflète la charge d'impôts exigibles, neutralisée par les impôts finaux exigibles en 2009 pour l'année d'imposition 2008 ainsi que par les acomptes provisionnels versés en 2009.
Créditeurs et charges à payer à l'égard de la restructuration	135	51	84	165 %	Les nouvelles obligations en vertu des programmes de restructuration en cours ont excédé les paiements en vertu des anciens programmes de restructuration.
Dividendes à payer	150	151	(1)	(1) %	—
Facturation par anticipation et dépôts de clients	674	689	(15)	(2) %	—
Tranche à court terme de la dette à long terme	82	4	78	n.s.	Reflète l'échéance en mai 2010 de débetures de série 1 à 12 % d'un montant de 50 millions de dollars de TELUS Communications Inc. et l'échéance en juillet 2010 d'obligations hypothécaires de premier rang de série U à 11,5 % d'un montant de 30 millions de dollars de TELUS Communications Inc., déduction faite d'une petite diminution liée aux contrats de location-acquisition.
Passifs dérivés	62	75	(13)	(17) %	Ajustements à la juste valeur pour tenir compte des options sur actions et des couvertures relatives aux unités d'actions temporairement incessibles, y compris la résiliation des couvertures sur les options.
Tranche à court terme des impôts futurs	294	459	(165)	(36) %	Principalement une réduction du revenu tiré de Société TELUS Communications qui sera attribué au cours des 12 prochains mois, et une diminution nette du passif à court terme non déductible aux fins de l'impôt au cours de la période considérée.
Fonds de roulement¹	(1 837)	(1 543)	(294)	(19) %	La réduction du fonds de roulement a contribué à la diminution de la dette à long terme.
1. Actif à court terme moins le passif à court terme – démontre la capacité de la société de financer ses activités actuelles et de respecter ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance.					

Évolution de la situation financière – Suite du tableau de la page précédente.

Situation financière : (en millions de dollars)	Au 31 décembre 2009	Au 31 décembre 2008	Variation	Variation en %	Explication concernant les variations entre les bilans
Actif à long terme					
Immobilisations corporelles et autres actifs, montant net	7 729	7 317	412	6 %	L'augmentation tient principalement à la mise en place de réseaux à large bande. Se reporter à la <i>rubrique 4.2, « Sorties liées aux activités d'investissement – Dépenses en immobilisations »</i> , ainsi qu'à la <i>rubrique 2.3, « Résultats d'exploitation consolidés – Amortissement des immobilisations corporelles »</i> .
Actifs incorporels, montant net	5 148	5 166	(18)	(–) %	Se reporter à la <i>rubrique 4.2, « Sorties liées aux activités d'investissement – Dépenses en immobilisations »</i> , ainsi qu'à la <i>rubrique 2.3, « Résultats d'exploitation consolidés – Amortissement des actifs incorporels »</i> . Les soldes aux 31 décembre 2009 et 2008 tiennent compte d'un montant de 3 849 millions de dollars versé au titre des licences de spectre pour les SSFE.
Écart d'acquisition, montant net	3 572	3 564	8	—	Prise en compte de l'écart d'acquisition lié à l'acquisition de Black's.
Autres actifs à long terme	1 602	1 418	184	13 %	Concerne principalement la capitalisation des régimes de retraite et l'amortissement continu de l'actif transitoire des régimes de retraite.
Placements	41	42	(1)	(2) %	Reflète des ajustements apportés à des placements d'un montant peu élevé, déduction faite d'un nouveau placement d'un montant peu élevé.
Passif à long terme					
Dette à long terme	6 090	6 348	(258)	(4) %	Comprend : <ul style="list-style-type: none"> • une diminution de 922 millions de dollars des billets à 8 % libellés en dollars américains échéant en 2011, par suite du rachat d'une tranche de 30 % du montant en capital de ces billets en décembre 2009, et des variations de la valeur en dollars canadiens des billets (se reporter également au poste Autres passifs à long terme); • une réduction nette de 980 millions de dollars des montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012; • des débentures et des obligations hypothécaires de premier rang de 80 millions de dollars reclassées dans le passif à court terme; • un produit net de 697 millions de dollars tiré de l'émission de billets à 4,95 % échéant dans cinq ans effectuée en mai; • un produit net de 990 millions de dollars tiré de l'émission de billets à 5,05 % échéant dans 10 ans effectuée en décembre; • une augmentation de 35 millions de dollars du papier commercial.
Autres passifs à long terme	1 271	1 295	(24)	(2) %	Principalement des variations des taux de change du dollar américain et un ajustement de la juste valeur du passif dérivé lié aux billets libellés en dollars américains échéant en 2011, facteurs neutralisés en partie par une augmentation des produits reportés.
Impôts futurs	1 319	1 213	106	9 %	Augmentation des impôts futurs sur les actifs et passifs à long terme, y compris les gains et pertes non réalisés sur les dérivés et les redressements liés à des questions fiscales touchant des exercices antérieurs, neutralisée en partie par une réévaluation découlant des modifications des taux d'imposition prévus par la loi.
Capitaux propres					
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	7 554	7 085	469	7 %	Principalement un bénéfice net de 998 millions de dollars et un montant de 58 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat étendu qui reviennent aux détenteurs d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote, moins les dividendes déclarés de 601 millions de dollars.
Part des actionnaires sans contrôle	21	23	(2)	(9) %	Dividendes versés par une filiale à des actionnaires sans contrôle, déduction faite du bénéfice net de 4 millions de dollars qui revient à la part des actionnaires sans contrôle.

4. Situation de trésorerie et sources de financement

L’analyse fournie dans la présente rubrique est assujettie à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l’analyse par la direction de l’exploitation.

Dans le cours normal des activités, la société a généré des flux de trésorerie liés à l’exploitation annuels supérieurs aux dépenses en immobilisations annuelles nécessaires à la croissance des activités et aux investissements dans la technologie. En 2009, les rentrées liées aux activités d’exploitation ont dépassé les sorties liées aux activités d’investissement, la dette à long terme a été réduite et la durée moyenne à l’échéance de la dette a été prolongée de un an au moyen d’activités de financement. En 2008, les rentrées liées aux activités d’exploitation ont été complétées par les rentrées liées aux activités de financement, ont contribué à financer l’acquisition d’Emergis et ont servi au paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE.

Sommaire des états consolidés des flux de trésorerie (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Rentrées liées aux activités d’exploitation	624	747	(16,5) %	2 904	2 819	3,0 %
(Sorties) liées aux activités d’investissement	(513)	(643)	20,2 %	(2 128)	(3 433)	38,0 %
(Sorties) rentrées liées aux activités de financement	(104)	(136)	23,5 %	(739)	598	n.s.
Augmentation (diminution) de l’encaisse et des placements temporaires, montant net	7	(32)	—	37	(16)	—
Encaisse et placements temporaires, montant net, au début	34	36	—	4	20	—
Encaisse et placements temporaires, montant net, à la fin	41	4	n.s.	41	4	n.s.

4.1 Rentrées liées aux activités d’exploitation

Les rentrées liées aux activités d’exploitation ont diminué de 123 millions de dollars au quatrième trimestre et elles ont augmenté de 85 millions de dollars pour l’exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, en raison principalement des variations suivantes :

- La variation du produit tiré des créances titrisées (prise en compte dans la variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement figurant à l’état consolidé des flux de trésorerie) constitue une source de fonds lorsque le produit augmente et une sortie de fonds lorsque le produit diminue. Le produit a augmenté de 100 millions de dollars au quatrième trimestre de 2009, alors qu’il avait augmenté de 50 millions de dollars au quatrième trimestre de 2008. Pour l’exercice complet 2009, la société a accru de 200 millions de dollars le produit tiré des créances titrisées, alors que ce produit avait reculé d’un montant de 200 millions de dollars à la période correspondante de 2008. Par conséquent, la variation du produit tiré des créances titrisées a contribué à la hausse des rentrées de 50 millions de dollars et de 400 millions de dollars, respectivement, pour le quatrième trimestre et l’exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Se reporter à la *rubrique 4.6, « Vente de créances »*.
- La société a commencé à effectuer des paiements d’impôts élevés en 2009. Les paiements d’impôts nets (économies d’impôts) se sont établis à (4) millions de dollars et à 266 millions de dollars, respectivement, pour le quatrième trimestre et l’exercice complet 2009. En 2008, les paiements d’impôts, déduction faite des économies, se sont élevés à 2 millions de dollars pour le quatrième trimestre et à 10 millions de dollars pour l’exercice complet. Les paiements pour l’exercice complet 2009 comprennent les acomptes provisionnels finaux relatifs à l’année d’imposition 2008 versés au premier trimestre, les acomptes provisionnels pour 2009, et une économie d’impôts de 69 millions de dollars découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs.
- La diminution du BAIIA de 148 millions de dollars et de 288 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l’exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. (Se reporter à la *rubrique 2, « Analyse des résultats d’exploitation »*.) Le BAIIA excluant les charges au titre des régimes de retraite à prestations déterminées et les coûts de restructuration a reculé de 79 millions de dollars au quatrième trimestre et de 39 millions de dollars pour l’exercice complet 2009.
- L’augmentation de 19 millions de dollars et de 76 millions de dollars, respectivement, des cotisations aux régimes à prestations déterminées des salariés au quatrième trimestre et pour l’exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008, résultat qui tient principalement au repli des marchés boursiers en 2008.
- L’augmentation de 51 millions de dollars des intérêts reçus pour l’exercice complet, qui découle principalement du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs.
- La hausse de 103 millions de dollars et de 110 millions de dollars, respectivement, des intérêts payés, qui tient principalement au montant de 99 millions de dollars payé en décembre 2009 relativement au rachat anticipé d’une tranche des billets libellés en dollars américains et aux intérêts liés à la résiliation des swaps de devises connexes.
- Les autres variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, y compris la baisse des stocks de 143 millions de dollars en 2009, comparativement à une augmentation de 114 millions de dollars en 2008, ainsi que la liquidation de placements à court terme de 42 millions de dollars en 2008.

4.2 Sorties liées aux activités d'investissement

Les sorties liées aux activités d'investissement ont diminué de 130 millions de dollars et de 1 305 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Pour le trimestre, la baisse découle principalement de la diminution des dépenses en immobilisations. Pour l'exercice complet, la baisse reflète principalement l'absence du paiement d'un montant de 882 millions de dollars au titre des licences de spectre pour les SSFE qui avait été comptabilisé au troisième trimestre de 2008, ainsi que la diminution des montants versés aux fins des acquisitions, déduction faite des espèces acquises (26 millions de dollars aux fins de l'acquisition de Black's conclue en septembre 2009, par rapport à 696 millions de dollars aux fins des acquisitions d'Emergis et de Fastvibe conclues en janvier 2008).

Les immobilisations corporelles en construction se chiffraient à 431 millions de dollars au 31 décembre 2009, soit un résultat en baisse de 54 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2008. Les actifs incorporels en construction s'élevaient à 158 millions de dollars au 31 décembre 2009, en baisse de 39 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Ces résultats à la baisse concernent principalement les composantes des initiatives liées aux réseaux à large bande filaires et mobiles de la société qui ont été menées à terme, déduction faite des nouvelles dépenses, pour lesquelles de plus amples renseignements sont fournis ci-dessous.

Dépenses en immobilisations (en millions de dollars, sauf le ratio d'intensité des dépenses en immobilisations)	Trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2009	2008	Variation	2009	2008	Variation
Secteur des services filaires (dépenses générales)	322	395	(18,5) %	1 333	1 311	1,7 %
Secteur des services mobiles (dépenses générales)	192	236	(18,6) %	770	548	40,5 %
Dépenses en immobilisations (dépenses générales)	514	631	(18,5) %	2 103	1 859	13,1 %
Paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE (secteur des services mobiles)	—	—	n.s.	—	882	n.s.
Total des dépenses en immobilisations	514	631	(18,5) %	2 103	2 741	(23,3) %
Total des dépenses en immobilisations du secteur des services mobiles	192	236	(18,6) %	770	1 430	(46,2) %
BAIIA déduction faite du total des dépenses en immobilisations ¹	275	306	(10,1) %	1 388	1 038	33,7 %
Intensité des dépenses en immobilisations (en %)²						
Dépenses en immobilisations générales	21	26	(5) pts	22	19	3 pts
Total des dépenses en immobilisations	21	26	(5) pts	22	28	(6) pts

1. Se reporter à la rubrique 6.1, « Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) », pour le calcul et pour une description du BAIIA.
 2. L'intensité des dépenses en immobilisations représente la mesure des dépenses en immobilisations divisées par les produits d'exploitation. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses en immobilisations avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.

Le total des dépenses en immobilisations a diminué de 117 millions de dollars au quatrième trimestre de 2009, par rapport à la période correspondante de 2008, en raison principalement de la baisse des dépenses liées à l'accès au réseau filaire et de la hausse des dépenses au titre du réseau HSPA engagées à l'exercice précédent.

Le total des dépenses en immobilisations pour l'exercice complet 2009 a reculé de 638 millions de dollars, par rapport à 2008, résultat qui tient en grande partie au paiement effectué à l'exercice précédent au titre des 59 licences de spectre pour les SSFE acquises dans le cadre des enchères tenues par Industrie Canada. Les dépenses en immobilisations générales (excluant le paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE) ont augmenté de 244 millions de dollars, en grande partie en raison du fait que la société s'est concentrée sur les initiatives touchant le réseau filaire à large bande ainsi que le réseau sans fil HSPA. En raison du quasi-achèvement de l'initiative liée au réseau sans fil HSPA en 2009 et de l'avancement du projet d'expansion des services filaires à large bande, on s'attend actuellement à ce que les dépenses en immobilisations pour 2010 retrouvent les niveaux historiques moyens connus entre 2006 et 2008 et, par conséquent, qu'elles soient ramenées à environ 1,7 milliard de dollars. Se reporter à la rubrique 1.5, « Objectifs financiers et d'exploitation pour 2010 ».

Pour l'exercice complet 2009, le BAIIA déduction faite du total des dépenses en immobilisations a augmenté de 350 millions de dollars, par rapport à 2008. Cette amélioration tient au paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE comptabilisé à l'exercice précédent, neutralisée en partie par la baisse du BAIIA (se reporter à la rubrique 2.3, « Résultats d'exploitation consolidés »). Le ratio d'intensité des dépenses en immobilisations pour 2009, qui s'est élevé à 22 %, reflète un ratio d'intensité de 26 % (25 % en 2008) pour le secteur des services filaires, et un ratio d'intensité de 16 % (31 % en 2008 en incluant le paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE, ou 12 % en excluant ce paiement) pour le secteur des services mobiles.

- Secteur des services filaires

Les dépenses en immobilisations du secteur des services filaires ont diminué de 73 millions de dollars au quatrième trimestre et elles ont augmenté de 22 millions de dollars pour l'exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. La diminution au quatrième trimestre reflète principalement la baisse des dépenses en immobilisations engagées relativement à l'accès au réseau, laquelle tient au ralentissement de l'économie, l'achèvement d'un certain nombre de projets internes en 2008, et la diminution des dépenses en immobilisations liées à des contrats d'entreprise d'envergure. L'augmentation pour l'exercice complet tient essentiellement aux investissements dans les initiatives liées aux réseaux à large bande et à TELUS TV, surtout en Colombie-Britannique et en Alberta. Les dépenses effectuées en 2008, pour la mise en service en juillet 2008 de la plateforme de facturation et de service à la clientèle pour les abonnés des services résidentiels en Colombie-Britannique, ont en partie neutralisé ce résultat. Les flux de trésorerie (BAIIA déduction faite des dépenses en immobilisations) du secteur des services filaires se sont chiffrés à 32 millions de dollars au quatrième trimestre et à 225 millions de dollars pour l'exercice complet 2009, soit des résultats en baisse de 18 millions de dollars, ou 36 %, au quatrième trimestre, et de 238 millions de dollars, ou 51 %, pour l'exercice complet, par rapport aux périodes correspondantes de 2008.

- Secteur des services mobiles

Les dépenses en immobilisations générales du secteur des services mobiles ont diminué de 44 millions de dollars au quatrième trimestre et elles ont augmenté de 222 millions de dollars pour l'exercice complet 2009, par rapport aux périodes correspondantes de 2008. Ces résultats reflètent principalement les nouveaux investissements plus importants dans la technologie HSPA et dans les capacités en matière de service effectués entre le quatrième trimestre de 2008 et le mois de novembre 2009, aux fins du lancement du réseau. Le total des dépenses en immobilisations du secteur des services mobiles a diminué de 660 millions de dollars en 2009, résultat qui reflète le paiement, en 2008, d'un montant de 882 millions de dollars au titre des licences de spectre pour les SSFE, neutralisé en partie par la hausse des dépenses liées au réseau HSPA engagées en 2009. Les flux de trésorerie (BAIIA déduction faite des dépenses en immobilisations) du secteur des services mobiles se sont chiffrés à 243 millions de dollars au quatrième trimestre et à 1 163 millions de dollars pour l'exercice complet 2009, soit un résultat en baisse de 13 millions de dollars, ou 5 %, au quatrième trimestre, et un résultat en hausse de 588 millions de dollars, ou 102 %, pour l'exercice complet, comparativement aux périodes correspondantes de 2008.

4.3 (Sorties) rentrées liées aux activités de financement

Les sorties nettes liées aux activités de financement se sont établies à 104 millions de dollars et à 739 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2009, comparativement à des sorties nettes de 136 millions de dollars et à des rentrées nettes de 598 millions de dollars, respectivement, au quatrième trimestre et pour l'exercice complet 2008.

- La hausse des dividendes en espèces versés aux détenteurs d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote pour l'exercice complet 2009 reflète principalement la date à laquelle les dividendes du quatrième trimestre ont été versés. Les dividendes en espèces versés en 2009 ont totalisé 602 millions de dollars; ils concernaient le dividende déclaré au quatrième trimestre de 2008 (versé le 2 janvier 2009) ainsi que celui déclaré aux premier, deuxième et troisième trimestres de 2009 (47,5 cents par action dans chaque cas). En comparaison, les dividendes versés en 2008 s'étaient établis à 433 millions de dollars; ils concernaient le dividende déclaré aux premier, deuxième et troisième trimestres de 2008, ainsi que celui déclaré au quatrième trimestre de 2007 et versé en décembre 2007 (45 cents par action dans chaque cas).
- La société n'a racheté aucune action de TELUS dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités (« RCNA ») en 2009. L'offre visant le rachat d'un nombre maximal de huit millions d'actions a pris fin le 22 décembre 2009. Au cours de 2008, la société a racheté environ 6,8 millions d'actions, pour un montant de 280 millions de dollars, en vertu d'une offre précédente.
- Émission de titres de créance à long terme

En mai 2009, la société a émis, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, des billets de série CF à 4,95 % échéant en mai 2014, pour un produit brut de 700 millions de dollars. Le produit net d'environ 697 millions de dollars a été utilisé aux fins générales de la société, y compris le remboursement des montants empruntés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 et la réduction de l'encours du papier commercial.

En décembre 2009, la société a émis, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, des billets de série CG à 5,05 % échéant en décembre 2019, pour un produit brut de 1 milliard de dollars. Le produit net d'environ 990 millions de dollars a servi à financer le rachat, le 31 décembre 2009, d'une tranche de 30 % des billets à 8 % libellés en dollars américains échéant en juin 2011, ainsi que les paiements aux fins de la résiliation des swaps de devises liés aux billets rachetés.

Les billets de série CF et de série CG sont rachetables en totalité en tout temps ou en partie de temps à autre, au gré de la société, sur préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours. Le prix de rachat est égal au plus élevé de la valeur actualisée des billets ou de 100 % du capital. De plus, les intérêts courus et impayés, s'il y a lieu, seront payés à la date fixée pour le rachat. La valeur actualisée des billets de série CF correspond à la valeur actualisée des billets, calculée à l'aide du taux de rendement des obligations du Canada majoré de 71 points de base. La valeur actualisée des billets de série CG correspond à la valeur actualisée des billets, calculée à l'aide du taux de rendement des obligations du Canada majoré de 45,5 points de base.

La société est tenue de faire une offre aux fins du rachat des billets de série CF et de série CG, pour un prix égal à 101 % de leur montant en capital majoré des intérêts courus et impayés jusqu'à la date du rachat, advenant un événement entraînant un changement de contrôle tel qu'il est défini dans les actes de fiducie supplémentaires. Les agences de notation ont attribué à ces billets les mêmes cotes que celles attribuées aux billets émis précédemment par TELUS. Se reporter à la *rubrique 4.7, « Cotes de crédit »*.

En 2008, la société a émis des billets de série CE à 5,95 % d'un montant de 500 millions de dollars et échéant en avril 2015. Le produit net de l'émission a été utilisé aux fins générales de la société, notamment la réduction nette des montants empruntés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 et la réduction du produit tiré de la titrisation de créances, laquelle est inscrite comme une variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (se reporter à la *rubrique 4.1, « Rentrées liées aux activités d'exploitation »*).

- Rachat d'une tranche des billets à 8 % libellés en dollars américains échéant le 1^{er} juin 2011

Le 31 décembre 2009, la société a racheté une tranche de 30 %, soit un montant en capital de 583,5 millions de dollars US (y compris un montant de 6 millions de dollars US des billets qui sont la propriété indirecte de la société), des billets en circulation d'une valeur de 1,945 milliard de dollars US (y compris un montant de 20 millions de dollars US des billets qui sont la propriété indirecte de la société) portant intérêt à 8 % et échéant le 1^{er} juin 2011. La société a également résilié les swaps de devises liés aux billets rachetés.

Le prix de rachat des billets rachetés, déduction faite de ces billets qui sont la propriété indirecte de TELUS et compte non tenu des intérêts courus, s'élève à 577 millions de dollars US, ou 607 millions de dollars. Le paiement effectué aux fins de la résiliation des swaps connexes s'est établi à 315 millions de dollars. La société a comptabilisé des charges avant impôts de 63 millions de dollars au titre du rachat anticipé, ainsi qu'une charge de 36 millions de dollars au titre de la résiliation des swaps connexes. Les billets libellés en dollars américains ont été échangés à l'émission, en 2001, contre une obligation libellée en dollars canadiens ayant un rendement effectif de 8,493 %. Le rachat partiel a réduit le risque lié au refinancement en 2011 et il permet à la société de bénéficier d'un taux d'intérêt effectif moins élevé sur la dette remplacée. La durée moyenne à l'échéance de la dette à long terme, qui était de quatre ans au 31 décembre 2008, a été portée à cinq ans au 31 décembre 2009.

- Facilités bancaires et papier commercial

La société alterne régulièrement entre diverses sources de financement à court terme pour tirer parti des écarts au chapitre des frais d'intérêts. Au premier trimestre de 2009, la société a réduit les montants nets prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 de 680 millions de dollars, les portant à 300 millions de dollars, et elle a accru l'encours du papier commercial de 756 millions de dollars, le portant à 1 188 millions de dollars. En raison principalement de l'émission fructueuse de billets en mai 2009, la société a réduit à néant les montants nets prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012 au deuxième trimestre, et elle a réduit l'encours du papier commercial à 604 millions de dollars. La société a de nouveau réduit l'encours du papier commercial, le ramenant à 534 millions de dollars au troisième trimestre, et à 467 millions de dollars au quatrième trimestre.

Au premier trimestre de 2008, la société avait accru les montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012, les portant de néant à 321 millions de dollars, et elle avait accru les émissions de papier commercial de 513 millions de dollars, les portant à 800 millions de dollars, aux fins générales de la société, y compris l'acquisition d'Emergis conclue en janvier. Au cours du deuxième trimestre de 2008, la société avait réduit les montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012, les ramenant à 162 millions de dollars au 30 juin, et elle avait maintenu l'encours du papier commercial. Au cours du troisième trimestre, la société avait accru les montants prélevés au titre des facilités bancaires, les portant à 430 millions de dollars, et elle avait augmenté l'encours du papier commercial à 968 millions de dollars, aux fins du paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE. Au cours du quatrième trimestre, la société avait réduit l'encours du papier commercial, le ramenant à 432 millions de dollars, et elle avait accru les montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012, les portant à 980 millions de dollars.

- Dette à long terme de TELUS Communications Inc.

Avec prise d'effet le 12 juin 2009, TELUS Corporation a garanti le paiement du capital et des intérêts au titre des débentures de TCI et au titre des obligations hypothécaires de premier rang de TCI.

4.4 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement			
Aux 31 décembre ou pour les exercices terminés à cette date	2009	2008	Variation
Composantes des ratios d'endettement et de couverture¹ (en millions de dollars)			
Dettes nettes	7 312	7 286	26
Total des capitaux investis – valeur comptable	14 959	14 524	435
BAIIA excluant les coûts de restructuration	3 681	3 838	(157)
Montant net des intérêts débiteurs	532	463	69
Ratios d'endettement			
Dettes à taux fixe en proportion du total de la dette (en %)	87	77	10 pts
Durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette (en années)	5,0	4,0	1,0
Dettes nettes/total des capitaux investis (en %) ¹	48,9	50,2	(1,3) pt
Dettes nettes/BAIIA excluant les coûts de restructuration ¹	2,0	1,9	0,1
Ratios de couverture¹			
Couverture des intérêts sur la dette à long terme (couverture par le bénéfice)	3,1	4,3	(1,2)
Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration	6,9	8,3	(1,4)
Autres mesures			
Flux de trésorerie disponibles (en millions de dollars) ²	500	361	139
Ratio de distribution des bénéfices nets prévisibles – ligne directrice de 45 % à 55 %¹			
Ratio de distribution – bénéfice réel excluant les ajustements liés aux impôts, la perte liée au rachat de titres de créance à long terme et l'option de règlement en espèces net liée aux options (en %)	67	56	11 pts
Ratio de distribution – bénéfice réel (en %)	61	54	7 pts
1. Se reporter à la rubrique 6.4, « Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».			
2. Se reporter à la rubrique 6.2, « Flux de trésorerie disponibles », pour la définition.			

La dette nette au 31 décembre 2009 a augmenté légèrement par rapport à l'exercice précédent, car la hausse de 200 millions de dollars du produit tiré des créances titrisées a été neutralisée en grande partie par la réduction de la dette nette et par l'augmentation du solde de trésorerie. Le total des capitaux investis a augmenté, en raison principalement de la hausse des bénéfices non répartis, aucun rachat d'actions dans le cadre des RCNA n'ayant eu lieu depuis 2008. Le ratio de la dette nette par rapport au BAIIA (excluant les coûts de restructuration) a augmenté, résultat qui tient essentiellement à la réduction du BAIIA excluant les coûts de restructuration.

La proportion des titres de créance qui portent intérêt à des taux fixes était de 87 % au 31 décembre 2009, soit un résultat en hausse comparativement à 77 % à l'exercice précédent, qui tient principalement à l'émission de billets de série CF en mai 2009 et au remboursement des montants prélevés au titre de la facilité de crédit échéant en 2012, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des activités de titrisation de créances. La durée moyenne à l'échéance de la dette, qui était de quatre ans au 31 décembre 2008, a été portée à cinq ans au 31 décembre 2009, en raison essentiellement de l'émission, en décembre 2009, de billets de série CG échéant dans 10 ans et du rachat anticipé, en décembre 2009, d'une tranche des billets libellés en dollars américains échéant le 1^{er} juin 2011.

Le ratio de couverture des intérêts sur la dette à long terme était de 3,1 fois en 2009, soit une baisse comparativement à 4,3 fois à l'exercice précédent. L'augmentation des intérêts débiteurs sur la dette à long terme, y compris la perte liée au rachat de titres de créance à long terme comptabilisée en décembre 2009, s'est traduite par une réduction de 0,7 fois du ratio, et la diminution du bénéfice avant impôts et des intérêts débiteurs sur la dette à long terme a donné lieu à une réduction de 0,5 fois du ratio. Le ratio de couverture des intérêts par le BAIIA (excluant les coûts de restructuration) était de 6,9 fois pour l'exercice 2009, soit une baisse comparativement à 8,3 fois en 2008, qui tient principalement à l'excédent de la prime comptabilisé en décembre 2009 et à la diminution du BAIIA excluant les coûts de restructuration, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des intérêts créditeurs. Ce ratio, ajusté de manière à ne pas tenir compte de la perte de 99 millions de dollars liée au rachat de titres de créances à long terme, s'est établi à 8,5 fois en 2009.

Les flux de trésorerie disponibles pour 2009 ont augmenté de 139 millions de dollars par rapport à 2008. L'augmentation est en grande partie attribuable à la réduction du total des dépenses en immobilisations tenant au paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE effectué en 2008 et à la hausse des intérêts reçus par suite du règlement de questions fiscales, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des paiements d'impôts et des intérêts payés. Se reporter à la rubrique 6.2 pour des renseignements détaillés sur les flux de trésorerie disponibles.

La stratégie de la société vise à maintenir les politiques et les lignes directrices financières énoncées ci-après. La société estime que ces mesures ont atteint un niveau optimal et qu'elles devraient lui permettre d'avoir raisonnablement accès aux marchés financiers en maintenant des cotes de crédit de BBB+ à A-, ou des cotes équivalentes.

Les lignes directrices et politiques financières à long terme de TELUS sont les suivantes :

- Ratio de la dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration entre 1,5 et 2,0 fois.
Le ratio s'est établi légèrement au-dessous de 2,0 fois au 31 décembre 2009.
- Ratio de distribution de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles.

La ligne directrice au chapitre du ratio de distribution est établie sur une base prospective, plutôt que sur une base actuelle. Le ratio pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, calculé de manière à ne pas tenir compte des ajustements liés aux impôts sur les bénéfices, de la perte liée au rachat de titres de créance à long terme et de l'incidence mineure de l'option de règlement en espèces net liée aux options dans le calcul des bénéfices s'est établi à 67 %. Le ratio calculé selon le bénéfice réel pour 2009 est de 61 %, et la fourchette visée par la société, selon les objectifs concernant le bénéfice par action pour 2010, est de 58 % à 66 % (se reporter aux *rubriques 1.4 et 1.5*). Le conseil d'administration a tenu compte de ce dernier calcul lorsqu'il a décidé de ne pas augmenter le dividende déclaré au quatrième trimestre de 2009.

4.5 Facilités de crédit

Au 31 décembre 2009, TELUS avait des liquidités disponibles aux termes des facilités de crédit inutilisées de plus de 1,7 milliard de dollars, ce qui est conforme à l'objectif de la société, lequel vise à faire en sorte que les liquidités disponibles s'élèvent généralement à au moins 1 milliard de dollars. Le 19 juin 2009, les modalités de la facilité de crédit d'une durée de 364 jours ont été modifiées de manière que le montant disponible au titre de cette facilité soit porté à 300 millions de dollars et que la date d'échéance soit prorogée jusqu'au 31 décembre 2010.

Facilités de crédit de TELUS au 31 décembre 2009

(en millions de dollars)	Échéance	Montant disponible	Montant utilisé	Lettres de crédit émises, mais non utilisées	Sûreté pour le programme de papier commercial	Liquidités disponibles
Facilité renouvelable de cinq ans ¹	1 ^{er} mai 2012	2 000	—	(123)	(467)	1 410
Facilité renouvelable de 364 jours ²	31 décembre 2010	300	—	—	—	300
Autres facilités bancaires	—	62	(6)	(3)	—	53
Total	—	2 362	(6)	(126)	(467)	1 763

1. Dollars canadiens ou équivalent des dollars américains.

2. Dollars canadiens uniquement.

Les facilités de crédit renouvelables de TELUS comportent les clauses restrictives habituelles. Celles-ci lui interdisent notamment de laisser son ratio de levier financier consolidé (dette sur le BAIIA sur 12 mois) dépasser 4:1 (environ 2,0:1 au 31 décembre 2009) et de laisser son ratio de couverture consolidé (BAIIA sur intérêts débiteurs sur 12 mois) être inférieur à 2:1 (environ 6,9:1 au 31 décembre 2009) à la fin d'un trimestre financier. Il y a certaines petites différences entre le calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture en vertu des conventions de crédit et le calcul de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de couverture des intérêts par le BAIIA. Les calculs n'ont jamais présenté de différences importantes. La réévaluation des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et de l'écart d'acquisition aux fins comptables n'a pas d'incidence sur les clauses restrictives. L'accès continu aux facilités de crédit de TELUS n'est pas assujéti au maintien par TELUS d'une cote de crédit en particulier.

4.6 Vente de créances

TELUS Communications Inc. (« TCI »), filiale en propriété exclusive de TELUS, est partie à une convention conclue avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance liée à une grande banque canadienne de l'annexe I, aux termes de laquelle TCI est en mesure de vendre une participation dans certaines de ses créances. À la suite de la vente d'une participation dans certaines créances avec gestion intégrale, un passif lié à la gestion des créances vendues est constaté à la date de la vente puis est amorti dans l'état des résultats sur la durée de vie prévue des créances. Par suite d'une nouvelle entente conclue en mai 2009, la durée initiale de cette convention de titrisation à rechargement a été prorogée pour une période de trois ans, et le montant maximal s'élève à 500 millions de dollars.

TCI doit maintenir une cote de crédit de DBRS Ltd. d'au moins BBB (faible), sinon la fiducie de titrisation pourrait exiger de freiner le programme de vente. Au 12 février 2010, la cote de crédit était plus élevée de trois niveaux, à savoir A (faible), que la cote devant être maintenue.

Solde du produit des créances titrisées (en millions de dollars)	31 déc. 2009	30 sept. 2009	30 juin 2009	31 mars 2009	31 déc. 2008	30 sept. 2008	30 juin 2008	31 mars 2008
	500	400	400	300	300	250	150	500

4.7 Cotes de crédit

Aucun changement n’a été apporté aux cotes de crédit de première qualité de la société en 2009. Les quatre agences de notation qui couvrent TELUS ont attribué des cotes identiques aux cotes attribuées précédemment, toutes assorties de perspectives stables, relativement à l’émission de 700 millions de dollars de billets effectuée par la société en mai 2009, ainsi que de l’émission de 1 milliard de dollars de billets effectuée par la société en décembre 2009.

Sommaire des cotes de crédit	DBRS Ltd.	S&P	Moody’s	Fitch Ratings
TELUS Corporation				
Billets	A (faible)	BBB+	Baa1	BBB+
Papier commercial	R-1 (faible)	—	—	—
TELUS Communications Inc.				
Déventures	A (faible)	BBB+	—	BBB+
Billets à moyen terme	A (faible)	BBB+	—	BBB+
Obligations hypothécaires de premier rang	A (faible)	A-	—	—
Tendance ou perspective	Stable	Stable	Stable	Stable

5. Risques et gestion des risques

L’analyse qui suit est assujettie dans sa totalité à la *mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début de l’analyse par la direction de l’exploitation. Les rubriques qui suivent résument les faits nouveaux importants liés aux risques décrits dans la *rubrique 10* du rapport de gestion annuel 2008 et des rapports de gestion intermédiaires des premier, deuxième et troisième trimestres de 2009 de TELUS.

5.1 Réglementation

Restrictions à la propriété étrangère

En avril 2009, TELUS a demandé au CRTC de déterminer si le nouveau venu dans le secteur des services mobiles Globalive se conformait aux lois fédérales en matière de propriété étrangère en vertu desquelles toutes les entreprises de communications au Canada exercent leurs activités. Après les audiences publiques tenues en septembre, le 29 octobre, le CRTC a statué, dans la *Décision de télécom 2009-678*, que Globalive n’était pas en conformité avec la *Loi sur les télécommunications* en ce qui a trait à la propriété et au contrôle et n’était pas admissible pour exercer des activités en qualité d’entreprise canadienne de télécommunications. La décision du CRTC n’a pas empêché Globalive de pénétrer le marché canadien ou d’accéder à du capital canadien, comme plusieurs nouveaux venus l’ont déjà fait avec succès. En vertu de cette décision, Globalive est tenue de se conformer aux lois canadiennes et de rectifier sa méthode de gouvernance et sa structure du capital. Par suite de la décision du CRTC, le ministre d’Industrie Canada a sollicité des observations des parties intéressées aux fins de son examen de la question. Le cabinet fédéral a infirmé la décision du CRTC le 11 décembre 2009. Le 8 janvier 2010, Public Mobile Inc. a déposé une demande de révision judiciaire auprès de la cour fédérale, afin que soit infirmée la décision du gouverneur en conseil rendue le 10 décembre 2009, dans laquelle ce dernier déclare que Globalive est admissible pour exercer des activités en qualité d’entreprise canadienne de télécommunications.

TELUS ne s’est jamais opposée à la suppression des restrictions à la propriété étrangère au Canada, mais elle a simplement demandé que toutes les entreprises de communications au Canada soient assujetties aux mêmes règles à l’égard de leur exploitation sans qu’un avantage artificiel et injuste soit accordé à l’un quelconque des acteurs sur le marché par le gouvernement ou l’organisme de réglementation. TELUS a présenté son point de vue au ministre d’Industrie Canada le 18 novembre. La société est d’avis que le Parlement devrait modifier les règles sur la propriété étrangère, plutôt que de faire en sorte que les règles sur la propriété étrangère s’appliquant aux entreprises de télécommunications sans fil, aux radiodiffuseurs, aux médias, aux câblodistributeurs et aux entreprises offrant des services filaires deviennent dénuées de sens en infirmant la décision du CRTC. La décision du CRTC laisse sous-entendre que Globalive ne se conformait pas aux règles lorsqu’elle a participé aux enchères relatives aux licences de spectre pour les SSFE tenues en 2008, situation qui a influé sur l’issue de ces enchères pour tous les soumissionnaires, y compris les nouveaux venus qui ont respecté les règles. TELUS continuera de recommander au gouvernement la détermination préalable de l’admissibilité des soumissionnaires pour les futures enchères relatives aux licences de spectre pour les services sans fil.

5.2 Faits nouveaux concernant les ressources humaines

Négociations collectives nationales en 2010

La convention collective intervenue entre TELUS et le Telecommunications Workers Union (« TWU ») arrivera à échéance le 19 novembre 2010. Cette convention couvre environ 13 100 membres du personnel des secteurs des services filaires et mobiles de TELUS au Canada. Les négociations aux fins du renouvellement de cette convention collective devraient débuter au deuxième semestre de 2010. Les négociations collectives entre TELUS Québec et le Syndicat québécois des employés de TELUS (« SQET ») aux fins du renouvellement de la convention collective se poursuivront en 2010. La convention conclue avec le SQET, qui couvre environ 1 000 employés des corps de métier, employés de bureau et téléphonistes membres de l'équipe, est arrivée à échéance le 31 décembre 2009.

Comme c'est le cas pour toute négociation collective, rien ne peut garantir que les charges de rémunération négociées ou les changements liés à l'efficacité opérationnelle seront conformes aux prévisions, ni que les négociations se traduiront par une productivité moindre ou des perturbations du travail au cours de la période.

Atténuation des risques : La société a recours à un modèle de gouvernance afin de s'assurer que les répercussions d'ordre financier et opérationnel découlant des conditions de règlement font l'objet d'une analyse et qu'elles s'alignent sur l'orientation stratégique de TELUS. Comme il est d'usage en période de négociations collectives, la société s'assurera, par mesure de prudence, que toute nécessité éventuelle de poursuivre les activités d'exploitation par suite d'une interruption de travail soit prise en compte dans le cadre d'un plan d'urgence.

5.3 Croissance et fluctuations de l'économie

L'économie canadienne a commencé à afficher une croissance positive au troisième trimestre de 2009, mettant ainsi fin à la récession qui avait débuté au quatrième trimestre de 2008. Le taux de chômage a augmenté pour s'établir à environ 8,6 % au quatrième trimestre de 2009, comparativement à 6,4 % à l'exercice précédent; selon les prévisions, l'amélioration du taux de chômage surviendra à un rythme plus lent que la reprise économique. Dans son Rapport sur la politique monétaire publié en janvier 2010, la Banque du Canada prévoit que l'économie affichera une croissance de 2,9 % en 2010 et de 3,5 % en 2011, après avoir subi une contraction d'environ 2,5 % en 2009. La solidité continue du dollar canadien et le bas niveau de la demande américaine, en chiffres absolus, continuent de freiner considérablement l'activité économique au Canada.

En raison de la solidité récente du secteur des ressources naturelles au Canada et de la croissance en Asie, la croissance en Alberta et en Colombie-Britannique pourrait être légèrement supérieure à celle enregistrée dans le centre du Canada. Il subsiste toutefois d'importantes préoccupations en ce qui a trait aux taux de chômage et à la formation de ménages, au calendrier et à la réduction des dépenses gouvernementales, ainsi qu'à l'incidence des hausses de taux d'intérêt que la Banque du Canada prévoit effectuer plus tard en 2010.

Une récurrence de récession économique pourrait nuire à TELUS

Un ralentissement économique prolongé pourrait faire en sorte que les abonnés des services de télécommunications résidentiels et commerciaux retardent leurs achats de nouveaux services, réduisent leur utilisation ou cessent de les employer, ou encore cherchent des services assortis de tarifs plus modiques. Un ralentissement économique important ou une récession importante pourraient avoir une incidence défavorable sur la rentabilité, les flux de trésorerie disponibles et les créances douteuses de TELUS, ou faire possiblement en sorte que la société doive enregistrer une réduction de la valeur comptable de ses actifs, y compris, sans toutefois s'y limiter, ses actifs incorporels d'une durée de vie indéfinie (soit ses licences de spectre) et son écart d'acquisition. Une réduction de la valeur comptable des actifs entraînerait l'imputation d'une charge aux résultats et une réduction des capitaux propres, mais elle n'aurait aucune incidence sur les flux de trésorerie.

Atténuation des risques : La société ne peut pas atténuer complètement les risques économiques. TELUS continue à se concentrer sur cinq marchés verticaux importants, soit le secteur public et les secteurs des soins de santé, des services financiers et de l'énergie, de même que les services de gros en télécommunications. Le secteur public et les secteurs des soins de santé et des services financiers devraient de façon générale moins subir les contrecoups des cycles économiques. TELUS poursuit ses initiatives en matière de réduction des coûts et au titre du Programme d'efficacité opérationnelle. Elle s'attend à une réduction de 19 % de ses dépenses en immobilisations en 2010, par rapport aux dépenses engagées en 2009, lesquelles comprenaient des investissements importants dans les infrastructures à large bande mobiles et filaires. Le cas échéant, la société pourrait mettre en œuvre d'autres initiatives en matière de réduction des coûts et au titre du Programme d'efficacité opérationnelle ou réduire ses dépenses en immobilisations dans l'avenir.

Capitalisation des régimes de retraite

Les fluctuations économiques et les fluctuations des marchés financiers pourraient également avoir une incidence défavorable sur la capitalisation et les charges liées aux régimes de retraite à prestations déterminées que TELUS a instaurés. Rien ne garantit que les charges au titre des régimes de retraite de TELUS et la capitalisation de ses régimes de retraite à prestations déterminées n’augmenteront pas dans l’avenir, ce qui aurait, par conséquent, une incidence défavorable sur le bénéfice ou les flux de trésorerie. Des risques liés à la capitalisation des régimes à prestations déterminées peuvent survenir si les obligations totales au titre des régimes de retraite excèdent la valeur totale des fonds en fiducie respectifs. Des écarts non capitalisés peuvent survenir en raison des rendements moins élevés des placements, des réductions du taux d’actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des régimes de retraite, et des pertes actuarielles.

Atténuation des risques : TELUS cherche à atténuer ce risque au moyen de la mise en application de politiques et procédures conçues pour contrôler le risque d’investissement, et de la surveillance continue de sa situation de capitalisation. Au 31 décembre 2009, les actifs des régimes de retraite à prestations déterminées représentaient 99 % de l’obligation au titre des prestations constituées. Les charges au titre des régimes de retraite et la capitalisation de ces régimes pour 2010 ont été calculées principalement à l’aide des taux de rendement des actifs des régimes en 2009 et des taux d’intérêt à la fin de 2009, des révisions ayant été apportées aux prévisions en matière de capitalisation, à la lumière de rapports actuariels récents. Au 31 décembre 2009, selon les meilleures estimations de la société, la charge au titre des régimes de retraite à prestations déterminées pour 2010 se chiffrait à 28 millions de dollars, comparativement à 18 millions de dollars en 2009 et, selon les meilleures estimations de la société, les cotisations en espèces à ces régimes de retraite à prestations déterminées pour 2010 s’élevaient à 143 millions de dollars (179 millions de dollars en 2009).

6. Définitions et rapprochements

6.1 Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »)

TELUS présente le BAIIA et fournit des indications à ce sujet parce qu’il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance des secteurs d’exploitation ainsi que la performance de la société. Le BAIIA est aussi utilisé pour déterminer si la société respecte les clauses restrictives de ses conventions d’emprunt (se reporter à la rubrique 6.4, « BAIIA excluant les coûts de restructuration »).

Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs recourent largement en tant qu’indicateur du rendement d’exploitation d’une société et de sa capacité de contracter des dettes et d’en assurer le service, ainsi qu’à titre de paramètre d’évaluation. La définition établie par la direction est basée sur un calcul descendant.

BAIIA (tel qu’il est défini par la direction) (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2009	2008	2009	2008
Produits d’exploitation	2 443	2 454	9 606	9 653
Déduire :				
Charges d’exploitation	1 577	1 479	5 925	5 815
Coûts de restructuration	77	38	190	59
	789	937	3 491	3 779

La société croit que le BAIIA permet aux investisseurs de comparer plus facilement le rendement d’exploitation d’une entreprise de façon continue, compte non tenu des décisions en matière de financement et sans égard à l’amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, lequel est de nature hors trésorerie et peut varier considérablement selon les méthodes comptables utilisées ou en raison de facteurs hors exploitation, comme le coût historique.

Le BAIIA n’est pas une mesure fondée sur les PCGR du Canada ni des États-Unis et ne doit pas être substitué au bénéfice net comme mesure du rendement de la société ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie, car il ne tient pas compte des effets de la croissance du fonds de roulement, des dépenses en immobilisations, de la réduction du capital de la dette ni d’autres sources et affectations des liquidités figurant dans les états consolidés des flux de trésorerie. Les investisseurs sont invités à examiner attentivement les éléments entrant dans le calcul du BAIIA de TELUS. Si le BAIIA est indiqué aux présentes afin de permettre une analyse comparative plus exhaustive du rendement de la société et de sa capacité d’assurer le service de sa dette comparativement à d’autres sociétés, il convient de rappeler que cet indicateur, tel qu’il est présenté par TELUS, risque de ne pas concorder en tout point avec le BAIIA présenté par d’autres sociétés.

L'ICCA a défini le BAIIA normalisé dans le document intitulé « *Améliorer la communication de l'information au moyen de mesures financières hors PCGR* », de manière à favoriser la comparabilité des mesures hors PCGR utilisées par diverses entités. Le BAIIA normalisé, qui s'apparente au BAIIA tel qu'il est défini par la direction, donne une indication de la capacité de l'entité de continuer de générer un bénéfice d'exploitation avant la prise en compte de l'incidence des décisions de financement de la direction et des coûts liés à la consommation des immobilisations corporelles et incorporelles, qui varient en fonction de leur âge, de leur actualité technologique et de l'estimation de leur durée de vie utile par la direction. Le BAIIA normalisé correspond donc aux produits moins les coûts d'exploitation, avant les intérêts débiteurs, l'amortissement et les charges au titre de la dépréciation des immobilisations, et les impôts sur les bénéfices. Le tableau suivant illustre le rapprochement du BAIIA, tel qu'il est défini par la direction, avec le bénéfice net et le BAIIA normalisé.

Rapprochement du BAIIA (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2009	2008	2009	2008
Bénéfice net	156	285	1 002	1 131
Coûts de financement	230	118	532	463
Impôts sur les bénéfices	(48)	88	203	436
Amortissement des immobilisations corporelles	347	351	1 341	1 384
Amortissement des actifs incorporels	94	84	381	329
BAIIA normalisé (selon les lignes directrices de l'ICCA)	779	926	3 459	3 743
Autres charges (produits)	10	11	32	36
BAIIA (tel qu'il est défini par la direction)	789	937	3 491	3 779

La direction calcule également le BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations, comme une simple approximation des flux de trésorerie consolidés dans ses deux secteurs isolables. Le BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations, peut être utilisé à des fins de comparaison avec les résultats présentés par les autres sociétés de télécommunications au fil du temps, et il est assujéti aux questions possibles de comparabilité du BAIIA décrites précédemment.

(en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2009	2008	2009	2008
BAIIA	789	937	3 491	3 779
Dépenses en immobilisations	(514)	(631)	(2 103)	(1 859)
BAIIA, déduction faite des dépenses en immobilisations	275	306	1 388	1 920
Païement au titre des licences de spectre pour les SSFE	—	—	—	(882)
BAIIA, déduction faite du total des dépenses en immobilisations	275	306	1 388	1 038

6.2 Flux de trésorerie disponibles

TELUS présente les flux de trésorerie disponibles parce qu'ils constituent une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de la société. Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations du fonds de roulement ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les états consolidés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles ne sont pas une mesure fondée sur les PCGR du Canada ni des États-Unis et ne doivent pas être substitués aux états consolidés des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure qui peut être utilisée pour évaluer la performance de TELUS au fil des ans. Il convient de rappeler aux investisseurs que cet indicateur, tel qu'il est présenté par TELUS, risque de ne pas concorder en tout point avec les flux de trésorerie disponibles présentés par d'autres sociétés, et qu'il diffère des flux de trésorerie disponibles normalisés tels qu'ils sont définis par l'ICCA. Les flux de trésorerie disponibles tels qu'ils sont définis par la direction fournissent une estimation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation qui sont disponibles après les dépenses en immobilisations, mais avant les acquisitions, le produit tiré des actifs cédés et les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients, qui peuvent être grandement faussées par les changements dans la titrisation qui ne reflètent pas les résultats d'exploitation, et les comptes fournisseurs).

Le tableau suivant illustre le calcul des flux de trésorerie disponibles effectué par la direction.

Calcul des flux de trésorerie disponibles (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2009	2008	2009	2008
BALIA (tel qu'il est défini par la direction)	789	937	3 491	3 779
Rémunération à base d'actions	(25)	(20)	(8)	5
Montant net de la charge (de l'économie) au titre des régimes à prestations déterminées des salariés	8	(27)	20	(102)
Cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées des salariés	(45)	(26)	(180)	(104)
Coûts de restructuration, déduction faite des versements en espèces	51	30	84	16
Dons de bienfaisance et charge liée à la titrisation de créances compris dans les autres charges	(7)	(8)	(25)	(30)
Intérêts en espèces payés	(296)	(193)	(567)	(457)
Intérêts en espèces reçus	—	1	54	3
Impôts remboursés (payés) et autres	4	(2)	(266)	(8)
Dépenses en immobilisations	(514)	(631)	(2 103)	(1 859)
Paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE	—	—	—	(882)
Flux de trésorerie disponibles (tels qu'ils sont définis par la direction)	(35)	61	500	361

L'ICCA a défini les flux de trésorerie disponibles normalisés dans le document intitulé « *Améliorer la communication de l'information au moyen de mesures financières hors PCGR* », de manière à favoriser la comparabilité des mesures hors PCGR utilisées par diverses entités. Les flux de trésorerie disponibles normalisés constituent une indication de la capacité de l'entité de continuer à générer des flux de trésorerie discrétionnaires grâce aux activités d'exploitation, et comprennent les flux de trésorerie d'exploitation après déduction des dépenses en immobilisations totales et des dividendes qui s'apparentent davantage à des charges d'intérêts. Cette mesure ne correspond pas nécessairement aux flux de trésorerie disponibles au cours de la période pour utilisation discrétionnaire par la direction, qui peuvent être affectés par d'autres sources de trésorerie et d'autres utilisations non discrétionnaires. Le tableau suivant illustre le rapprochement des flux de trésorerie disponibles, tels qu'ils sont définis par la direction, avec les flux de trésorerie disponibles normalisés et les rentrées liées aux activités d'exploitation :

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles (en millions de dollars)	Trimestres terminés les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2009	2008	2009	2008
Rentrées liées aux activités d'exploitation	624	747	2 904	2 819
Déduire :				
Dépenses en immobilisations	(514)	(631)	(2 103)	(1 859)
Paiement au titre des licences de spectre pour les SSFE	—	—	—	(882)
Dividendes stipulés	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Produit de la cession d'immobilisations	—	—	—	—
Flux de trésorerie disponibles normalisés (selon les lignes directrices de l'ICCA)	110	116	801	78
Amortissement des gains reportés sur la cession-bail de bâtiments, amortissement des frais reportés et autres, montant net	1	(8)	(8)	—
Réduction (augmentation) des créances titrisées	(100)	(50)	(200)	200
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, sauf la variation des impôts payés (recouverts), des intérêts payés (reçus) et des créances titrisées	(46)	3	(93)	83
Produit de la cession d'immobilisations	—	—	—	—
Flux de trésorerie disponibles (tels qu'ils sont définis par la direction)	(35)	61	500	361
s.o. sans objet				

6.3 Définition des indicateurs de l'exploitation – services mobiles

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement de l'exploitation d'une société de services mobiles.

Produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA ») mensuels Nombre, exprimé en pourcentage mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période. Les PMAA tirés des services de transmission de données sont une composante des PMAA calculée sur la même base que celle des produits tirés de services tels que les services de messagerie textuelle, l'informatique mobile, les assistants numériques, les navigateurs Internet et les téléchargements à la carte.

Taux de désabonnement, par mois Nombre d'appareils d'abonnés débranchés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. Un abonné des services prépayés est débranché lorsqu'il n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration de la carte prépayée.

Frais d'acquisition Montant total au titre du financement des appareils, des commissions ainsi que des frais de publicité et de promotion qu'il faut déboursier pour l'acquisition initiale des abonnés au cours d'une période donnée. Tels qu'ils sont définis, les frais d'acquisition excluent les frais engagés pour conserver les abonnés existants (frais de fidélisation).

Frais d'acquisition par ajout brut d'abonné Frais d'acquisition divisés par les ajouts bruts d'abonnés au cours de la période.

BAIIA excluant les frais d'acquisition Mesure de la rentabilité de l'exploitation normalisée en fonction des coûts inhérents à l'ajout de clients au cours de la période.

Frais de fidélisation par rapport aux produits tirés des services de réseau Coûts directs liés aux activités de marketing et aux promotions visant à fidéliser les abonnés existants, divisés par les produits tirés des services de réseau.

6.4 Définition des mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Ratio de distribution et ratio de distribution des bénéfices net prévisibles En ce qui concerne le bénéfice réel, il s'agit des dividendes du trimestre déclarés par action ordinaire et action sans droit de vote, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers, multipliés par quatre et divisés par le total du bénéfice de base par action pour les quatre trimestres les plus récents en ce qui concerne les périodes intermédiaires (divisés par le bénéfice par action annuel en ce qui concerne les exercices). L'indication visée est un ratio de distribution annuel, sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, de 45 % à 55 % des bénéfices nets prévisibles. Le ratio de distribution sur une base actuelle, en excluant les ajustements liés aux impôts sur les bénéfices et l'incidence continue de l'option de règlement en espèces net liée aux options instaurée en 2007, est considéré comme davantage représentatif du calcul des bénéfices prévisibles.

BAIIA excluant les coûts de restructuration Le BAIIA excluant les coûts de restructuration sert à calculer le ratio dette nette/BAIIA et la couverture des intérêts par le BAIIA, conformément au calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture prévus par les clauses restrictives des facilités de crédit. Les coûts de restructuration se sont établis à 190 millions de dollars et à 59 millions de dollars, respectivement, pour les exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008.

Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration BAIIA excluant les coûts de restructuration divisé par le montant net des intérêts débiteurs. Cette mesure est essentiellement identique au ratio de couverture prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS.

Couverture des intérêts sur la dette à long terme (couverture par le bénéfice) Mesure sur 12 mois du bénéfice net avant les intérêts débiteurs sur la dette à long terme et les impôts sur les bénéfices divisé par les intérêts débiteurs sur la dette à long terme. Les intérêts débiteurs sur la dette à long terme comprennent la perte comptabilisée au titre du rachat de titres de créance à long terme. Le calcul se fonde sur le total de la dette à long terme, y compris la tranche de la dette à long terme exigible dans un délai de un an.

Dette nette La dette nette est une mesure non définie par les PCGR; la mesure définie par les PCGR qui s'en rapproche le plus est la somme de la dette à long terme, y compris la tranche à court terme de la dette à long terme. Le tableau qui suit présente le rapprochement de ces deux mesures. La dette nette est un élément d'un ratio servant à déterminer la conformité aux clauses restrictives s'appliquant à la dette. (Se reporter à la description du ratio de la dette nette sur le BAIIA présentée ci-dessous.)

(en millions de dollars)	Aux 31 décembre	
	2009	2008
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	6 172	6 352
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	30	28
Passif dérivé	721	778
Cumul des autres éléments du résultat étendu découlant des instruments financiers utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change liés à la dette libellée en dollars américains (compte non tenu des incidences fiscales)	(70)	(168)
Encaisse et placements temporaires	(41)	(4)
Produits des créances titrisées	500	300
Dette nette	7 312	7 286

Le passif dérivé figurant dans le tableau ci-dessus se rapporte à des swaps de devises qui ont pour effet de convertir en dollars canadiens les obligations de remboursement du capital et de paiement des intérêts et il porte sur la débenture de 1 348 millions de dollars US au 31 décembre 2009 (1 925 millions de dollars US au 31 décembre 2008) échéant le 1^{er} juin 2011. La direction estime que la dette nette est une mesure utile, car elle tient compte de l’incidence du taux de change sur les swaps de devises conclus qui fixent la valeur de la dette libellée en dollars américains et parce qu’elle représente le montant des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couvertes par l’encaisse et les placements temporaires disponibles.

Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration Dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA excluant les coûts de restructuration sur 12 mois. L’indication à long terme de TELUS pour le ratio dette/BAIIA se situe dans une fourchette de 1,5 à 2,0 fois. Normalement, cette mesure est essentiellement identique au ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS.

Ratio dette nette/total des capitaux investis Estimation de la proportion de la dette utilisée dans la structure financière de la société.

Montant net des intérêts débiteurs Coûts de financement avant les gains liés au rachat et au remboursement de la dette, calculés sur 12 mois. Aucun gain lié au rachat et au remboursement de la dette n’a été comptabilisé au cours des périodes respectives. La perte comptabilisée relativement au rachat de titres de créance à long terme est prise en compte dans le montant net des intérêts débiteurs. Pour les exercices terminés les 31 décembre 2009 et 2008, le montant net des intérêts débiteurs correspond aux coûts de financement déclarés pour ces périodes.

Total des capitaux investis – valeur comptable Total de la dette nette et des capitaux propres, compte non tenu du cumul des autres éléments du résultat étendu :

(en millions de dollars)	Aux 31 décembre	
	2009	2008
Dette nette	7 312	7 286
Capitaux propres		
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	7 554	7 085
Ajouter : Cumul des autres éléments du résultat étendu	72	130
Part des actionnaires sans contrôle	21	23
Total des capitaux investis – valeur comptable	14 959	14 524

TELUS Corporation

États consolidés intermédiaires des résultats et des autres éléments du résultat étendu

(non vérifié)

Périodes terminées les 31 décembre (en millions, sauf les montants par action)	Trimestre		Période de douze mois	
	2009	2008 (données ajustées)	2009	2008 (données ajustées)
PRODUITS D'EXPLOITATION	2 443 \$	2 454 \$	9 606 \$	9 653 \$
CHARGES D'EXPLOITATION				
Exploitation	1 577	1 479	5 925	5 815
Coûts de restructuration	77	38	190	59
Amortissement des immobilisations corporelles	347	351	1 341	1 384
Amortissement des actifs incorporels	94	84	381	329
	2 095	1 952	7 837	7 587
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	348	502	1 769	2 066
Autres charges, montant net	10	11	32	36
Coûts de financement	230	118	532	463
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS	108	373	1 205	1 567
Impôts sur les bénéfices	(48)	88	203	436
BÉNÉFICE NET	156	285	1 002	1 131
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU				
Variation de la juste valeur non réalisée des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	33	(20)	69	(26)
Écart de conversion découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	—	3	(12)	2
Variation de la juste valeur non réalisée des actifs financiers disponibles à la vente	—	—	1	(2)
	33	(17)	58	(26)
RÉSULTAT ÉTENDU	189 \$	268 \$	1 060 \$	1 105 \$
BÉNÉFICE NET ATTRIBUABLE AUX ÉLÉMENTS SUIVANTS :				
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	155 \$	285 \$	998 \$	1 128 \$
Part des actionnaires sans contrôle	1	—	4	3
	156 \$	285 \$	1 002 \$	1 131 \$
TOTAL DU RÉSULTAT ÉTENDU ATTRIBUABLE AUX ÉLÉMENTS SUIVANTS :				
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	188 \$	268 \$	1 056 \$	1 102 \$
Part des actionnaires sans contrôle	1	—	4	3
	189 \$	268 \$	1 060 \$	1 105 \$
BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE				
– De base	0,49 \$	0,90 \$	3,14 \$	3,52 \$
– Dilué	0,49 \$	0,89 \$	3,14 \$	3,51 \$
DIVIDENDES DÉCLARÉS PAR ACTION ORDINAIRE ET ACTION SANS DROIT DE VOTE	0,475 \$	0,475 \$	1,90 \$	1,825 \$
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D'ACTIONNAIRES ET D'ACTIONNAIRES SANS DROIT DE VOTE EN CIRCULATION				
– De base	318	318	318	320
– Dilué	318	319	318	322

TELUS Corporation

Bilans consolidés intermédiaires

(non vérifié)

Aux 31 décembre (en millions)	2009	2008 (données ajustées)
ACTIF		
Actif à court terme		
Encaisse et placements temporaires, montant net	41 \$	4 \$
Débiteurs	694	966
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à recevoir	16	25
Stocks	270	397
Frais payés d'avance	105	112
Actifs dérivés	1	10
	1 127	1 514
Actif à long terme		
Immobilisations corporelles et autres, montant net	7 729	7 317
Actifs incorporels, montant net	5 148	5 166
Écart d'acquisition	3 572	3 564
Autres actifs à long terme	1 602	1 418
Placements	41	42
	18 092	17 507
	19 219 \$	19 021 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	1 385 \$	1 465 \$
Impôts sur les bénéfices et autres impôts à payer	182	163
Créditeurs et charges à payer à l'égard de la restructuration	135	51
Dividendes à payer	150	151
Facturation par anticipation et dépôts de clients	674	689
Tranche à court terme de la dette à long terme	82	4
Tranche à court terme des passifs dérivés	62	75
Tranche à court terme des impôts futurs	294	459
	2 964	3 057
Passif à long terme		
Dette à long terme	6 090	6 348
Autres passifs à long terme	1 271	1 295
Impôts futurs	1 319	1 213
	8 680	8 856
Total du passif	11 644	11 913
Capitaux propres		
Actions ordinaires et actions sans droit de vote	7 554	7 085
Part des actionnaires sans contrôle	21	23
	7 575	7 108
	19 219 \$	19 021 \$

TELUS Corporation

États consolidés intermédiaires des flux de trésorerie

(non vérifié)

Périodes terminées les 31 décembre (en millions)	Trimestre		Période de douze mois	
	2009	2008	2009	2008
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net (ajusté)	156 \$	285 \$	1 002 \$	1 131 \$
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des rentrées liées aux activités d'exploitation :				
Amortissement	441	435	1 722	1 713
Impôts futurs	(314)	(129)	(83)	161
Rémunération à base d'actions	(25)	(20)	(8)	5
Montant net des charges des régimes à prestations déterminées des salariés	8	(27)	20	(102)
Cotisations patronales aux régimes à prestations déterminées des salariés	(45)	(26)	(180)	(104)
Coûts de restructuration, déduction faite des versements en espèces	51	30	84	16
Amortissement des gains reportés sur les opérations de cession-bail de bâtiments, amortissement des frais reportés et autres, montant net	(1)	8	8	—
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	353	191	339	(1)
Rentrées liées aux activités d'exploitation	624	747	2 904	2 819
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Dépenses en immobilisations	(514)	(631)	(2 103)	(1 859)
Paiement au titre des licences de spectre pour les services sans fil évolués	—	—	—	(882)
Acquisitions	—	—	(26)	(696)
Produit de la cession de propriétés et d'autres actifs	—	—	—	13
Autres	1	(12)	1	(9)
Sorties liées aux activités d'investissement	(513)	(643)	(2 128)	(3 433)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Émission d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote	—	—	1	—
Dividendes aux porteurs d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote	(151)	(144)	(602)	(433)
Achat d'actions ordinaires et d'actions sans droit de vote pour annulation	—	(6)	—	(280)
Émission de titres de créance à long terme	2 003	3 438	9 112	12 983
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	(1 956)	(3 424)	(9 244)	(11 667)
Dividendes versés par une filiale à des actionnaires sans contrôle	—	—	(6)	(5)
Rentrées (sorties) liées aux activités de financement	(104)	(136)	(739)	598
SITUATION DE TRÉSORERIE				
Augmentation (diminution) de l'encaisse et des placements temporaires, montant net	7	(32)	37	(16)
Encaisse et placements temporaires, montant net au début	34	36	4	20
Encaisse et placements temporaires, montant net à la fin	41 \$	4 \$	41 \$	4 \$
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE				
Intérêts (versés)	(296) \$	(193) \$	(567) \$	(457) \$
Intérêts reçus	— \$	1 \$	54 \$	3 \$
Impôts sur les bénéfices (y compris les crédits d'impôt à l'investissement) (payés) reçus, montant net	4 \$	(2) \$	(266) \$	(10) \$

TELUS Corporation

Information sectorielle

(non vérifié)

Trimestres terminés les 31 décembre (en millions)	Services filaires		Services mobiles		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Produits d'exploitation								
Produits externes	1 218 \$	1 266 \$	1 225 \$	1 188 \$	— \$	— \$	2 443 \$	2 454 \$
Produits intersectoriels	36	35	7	7	(43)	(42)	—	—
	1 254	1 301	1 232	1 195	(43)	(42)	2 443	2 454
Charges d'exploitation								
Charges d'exploitation	826	824	794	697	(43)	(42)	1 577	1 479
Coûts de restructuration	74	32	3	6	—	—	77	38
	900	856	797	703	(43)	(42)	1 654	1 517
BAIIA ¹	354 \$	445 \$	435 \$	492 \$	— \$	— \$	789 \$	937 \$
Dépenses en immobilisations	322 \$	395 \$	192 \$	236 \$	— \$	— \$	514 \$	631 \$
BAIIA, moins les dépenses en immobilisations	32 \$	50 \$	243 \$	256 \$	— \$	— \$	275 \$	306 \$
							789 \$	937 \$
							347	351
							94	84
							348	502
							10	11
							230	118
							108	373
							(48)	88
							156 \$	285 \$

Exercices terminés les 31 décembre (en millions)	Services filaires		Services mobiles		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Produits d'exploitation								
Produits externes	4 899 \$	5 021 \$	4 707 \$	4 632 \$	— \$	— \$	9 606 \$	9 653 \$
Produits intersectoriels	134	131	28	28	(162)	(159)	—	—
	5 033	5 152	4 735	4 660	(162)	(159)	9 606	9 653
Charges d'exploitation								
Charges d'exploitation	3 297	3 327	2 790	2 647	(162)	(159)	5 925	5 815
Coûts de restructuration	178	51	12	8	—	—	190	59
	3 475	3 378	2 802	2 655	(162)	(159)	6 115	5 874
BAIIA ¹	1 558 \$	1 774 \$	1 933 \$	2 005 \$	— \$	— \$	3 491 \$	3 779 \$
Dépenses en immobilisations	1 333 \$	1 311 \$	770 \$	548 \$	— \$	— \$	2 103 \$	1 859 \$
Licences de spectre pour les services sans fil évolués	—	—	—	882	—	—	—	882
Dépenses en immobilisations totales ²	1 333 \$	1 311 \$	770 \$	1 430 \$	— \$	— \$	2 103 \$	2 741 \$
BAIIA, moins les dépenses en immobilisations totales	225 \$	463 \$	1 163 \$	575 \$	— \$	— \$	1 388 \$	1 038 \$
							3 491 \$	3 779 \$
							1 341	1 384
							381	329
							1 769	2 066
							32	36
							532	463
							1 205	1 567
							203	436
							1 002 \$	1 131 \$

1. Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (le « BAIIA ») est une mesure qui n'a pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon la définition de la société, le BAIIA correspond aux produits d'exploitation diminués des charges d'exploitation ainsi que des coûts de restructuration. La société a publié des indications au sujet du BAIIA et l'inclut dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de ses secteurs d'exploitation et qu'il sert à déterminer si la société respecte certaines clauses restrictives de ses conventions d'emprunt.

2. Les dépenses en immobilisations totales représentent la somme des dépenses en immobilisations et des licences de spectre pour les services sans fil évolués.



Communiqué

TELUS Corporation AVIS DE DIVIDENDE EN ESPÈCES

AVIS EST PAR LA PRÉSENTE DONNÉ que le conseil d'administration a annoncé un dividende trimestriel de quarante-sept cents et demi (0,475 \$) canadiens par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la société et un dividende de quarante-sept cents et demi (0,475 \$) canadiens par action sur les actions sans droit de vote émises et en circulation de la société, payables le 1^{er} avril 2010 aux porteurs inscrits à la clôture des registres le 11 mars 2010.

Par ordre du conseil

Audrey Ho
Première vice-présidente,
Avocate-conseil et secrétaire générale

Vancouver (Colombie-Britannique)
10 février 2010

Renseignements : Relations avec les investisseurs, 604-643-4113, ir@telus.com